



REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires à Madagascar (PARECAM)

**APPUI A LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE PRODUCTION
ET DE DISTRIBUTION DE SEMENCES AMELIOREES
DANS LES ZONES D'INTERVENTION DE PARECAM**

RAPPORT D'ETUDE

RAVOHITRARIVO Clet Pascal
RATSIMBARISON Rivo
RAKOTOMAHARO Fanjarahivola
RABEVOHITRA Lydia Simonette

Juin 2011

Remerciement

L'équipe de consultants, mandatée pour la réalisation de la présente étude relative à la semence tient à présenter tous ses vifs et sincères remerciements à toutes les personnalités qui l'ont aidée et appuyée de près ou de loin pour la réalisation de sa mission. Ses remerciements s'adressent particulièrement à : Madame Marie Donna RANAIVOARIVELO et Monsieur RAMILISON Harifidy du programme PARECAM, pour leur précieux coaching, aux Directeurs, Chef de services et Techniciens du Ministère de l'Agriculture, pour leurs conseils, observations et recommandations, à tous les Coordonnateurs, les cadres et techniciens des projets FIDA, pour leur contribution à la mise à disposition des informations ainsi que leurs précieuses collaborations, aux Directeurs et chercheurs de la FOFIFA de nous avoir accordé leur disponibilité, et leur contribution pour la mise en place d'un système semencier viable et pérenne. Nos remerciements s'adressent également à tous les opérateurs privés (distributeurs d'intrants), les responsables de CMS, d'ONG, de GPS, aux responsables des institutions financières (BOA, CECAM, OTIV, TIAVO), des projets (FRDA, CSA, ...) pour leurs constats et recommandations.

TABLE DES MATIERES

Abréviations et Acronymes	6
Liste des tableaux et figures.....	8
INTRODUCTION.....	1
RESUME EXECUTIF.....	2
CONTEXTE DE L'ETUDE.....	5
Objectifs de l'étude.....	5
Démarches méthodologiques.....	6
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL.....	10
La loi semencière et la stratégie nationale semencière.....	10
Le service officiel de contrôle.....	11
Les établissements semenciers.....	12
La recherche variétale.....	12
Le financement de la filière semence.....	13
DEUXIEME PARTIE : EXPERIENCES EN MATIERE DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE SEMENCES	
AMELIOREES DANS LE CADRE DES PROJETS.....	15
I. Le cadre d'intervention et les résultats globaux de PARECAM.....	15
II. Les expériences de AD2M-PARECAM.....	16
II.1. Principes d'intervention.....	16
II.2. Itinéraires.....	17
II.3. Résultats et produits.....	20
II.4. Problèmes rencontrés.....	21
III. Les expériences de AROPA-PARECAM.....	22
III.1. Principes d'intervention.....	22
III.2. Itinéraires.....	23
III.3. Résultats et produits.....	25
III.4. Problèmes rencontrés.....	26
IV. Les expériences de PPRR-PARECAM.....	26
IV.1. Principes d'intervention.....	26
IV.2. Itinéraires.....	27
IV.3. Résultats et produits.....	30

IV.4. Problèmes rencontrés.....	30
V. Les expériences de PROSPERER-PARECAM.....	31
V.1. Principes d'intervention.....	31
V.2. Itinéraires.....	31
V.3. Résultats et produits.....	36
V.4. Problèmes rencontrés.....	36
TROISIEME PARTIE : AUTRES EXPERIENCES DANS LA FILIERE SEMENCIERE.....	38
I. Autres expériences de production et de distribution de semences améliorées	38
I.1. Paysans semenciers traditionnels (PST).....	38
I.2. Producteurs-distributeur traditionnels (PDT).....	38
I.3. Coopératives.....	39
I.4. Etablissements semenciers professionnels (ESP).....	40
I.5. Distributeurs d'intrants	41
I.6. Expériences d'autres projets.....	44
II. Expériences dans d'autres pays.....	45
II.1. L'expérience de la Malaisie	45
II.2. L'expérience de l'Inde.....	46
QUATRIEME PARTIE : OFFRES ET DEMANDES DE SEMENCES AMELIOREES.....	48
I. Offre et demande au niveau national.....	48
II. Offres et demandes au niveau PARECAM.....	51
CINQUIEME PARTIE : ANALYSE ET DIAGNOSTIC.....	53
I. Analyse FFOM du système semencier à Madagascar.....	53
II. Analyse socio-économique	54
III. Analyse agro-écologique.....	64
IV. Analyse des offres , des besoins et des demandes	65
V. Analyse FFOM des expériences des projets dans la mise en œuvre de PARECAM	67
V.1. Analyse FFOM des expériences dans les régions d'intervention de AD2M-PARECAM	67
V.2. Analyse FFOM des expériences dans les zones d'intervention de AROPA-PARECAM	70
V.3. Analyse FFOM des expériences dans les zones d'intervention de PPRR-PARECAM.	73
V. 4. Analyse FFOM des expériences dans les zones d'intervention de PROSPERER-PARECAM.....	76

VI.	Analyse FFOM des systèmes de distribution des semences améliorées	80
VII.	Analyse de la recherche.....	82
VIII.	Synthèse des analyses.....	86
SIXIEME PARTIE : CONCLUSIONS , RECOMMANDATIONS ET CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION		90
I.	Conclusions générales.....	90
II.	Recommandations générales	90
III.	Proposition de modèles de système semencier	94
IV.	Approche de mise à l'échelle	102
V.	Cadre logique.....	103
BIBLIOGRAPHIE		108
Liste des Annexes		110

Abréviations et Acronymes

AD2M :	Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky
AFD :	Agence française pour le développement
AGR :	Activité génératrice de revenu
AROPA :	Appui au renforcement des organisations paysannes et des services agricoles
ASEB :	Association des exploitants du Betsileo
AUE :	Associations des usagers de l'eau
AVRDC :	The World Vegetable Center
BAMEX :	Business and market expansion
BM :	Banque Mondiale
BVLAC :	Bassin versant du Lac Alaotra
CAP FIDA :	Cellule d'appui au programme FIDA
CDR :	Comité de distribution et de récupération des semences
CECAM :	Caisse d'épargne et de crédit agricole mutuel
CENRADERU :	Centre national de la recherche appliquée au développement rural
CIRDR :	Circonscription du développement rural
CMS :	Centre de multiplication semencière
CSA :	Centre de services agricoles
CTHA :	Centre technique horticole d'Antananarivo
DAOF :	Direction d'appui à l'organisation des filières
DRDR :	Direction régionale de développement rural
EAF :	Exploitation agricole familiale
ESP :	Etablissements semenciers professionnels
FAFAFI :	Fampiroboroboana ny fambolena sy ny fiompiana
FAO :	Food and agriculture organization
FCPA :	Fonds de commercialisation des produits agricoles
FIDA :	Fonds international pour le développement agricole
FIFAMANOR :	Fiompiana Fambolena Malagasy Norveziana
FITAME :	Firaisantsoan'ny tantsahan'ny Menabe
FOFIFA :	Foibe fikaroana momban'ny fampandrosoana ny eny ambanivohitra
FRDA :	Fonds régional pour le développement agricole
GPS :	Groupement de producteurs semenciers
GRET :	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
GSDM :	Groupement semi-direct de Madagascar
IDE :	Investissement direct de l'étranger
IMF :	Institution de microfinance
KLI :	Kaoperativa lazan'Isandra
MINAGRI :	Ministère de l'agriculture
NORAD :	Agence norvégienne de développement international
OP :	Organisation paysanne
OPB :	Organisation paysanne de base
OPF :	Organisation paysanne faïtière
OPR :	Organisation paysanne régionale

OTIV ZL:	Ombona tahiry ifampisamborana vola Zone littoral
PADR :	Programme d'appui au développement rural
PARECAM :	Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar
PPRR :	Programme de promotion des revenus ruraux
PROSPERER :	Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales
PSA :	Programme sectoriel agricole
PSASA :	Projet de sécurisation de l'approvisionnement en semence de l'Androy
PSI :	Producteur semencier individuel
RSAT :	Responsable du suivi et de l'appui techniques
SA :	Semence améliorée
SNMF :	Stratégie Nationale de la Microfinance
SOC :	Service officiel de contrôle
SRA :	Système de riziculture améliorée
SRI :	Système de riziculture intensive
TAMI :	Tantsaha miray
TIAVO :	Tahiry iombonana ampisamborana vola
UE :	Union européenne
UGP :	Unité de gestion du programme
UPDR :	Unité de politique du développement rural
URCECAM :	Union Régionale des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel

Liste des tableaux et figures

Tableau 1: Zones d'intervention de PARECAM.....	6
Tableau 2: Les districts visités par les consultants.....	6
Tableau 3: Situation des CMS	12
Tableau 4: Semences améliorées produites à travers AD2M-PARECAM.....	20
Tableau 5. Semences distribuées par AD2M-PARECAM dans le cadre de l'intensification .	20
Tableau 6: Statistiques de l'URCECAM Menabe au 31/12/2010	20
Tableau 7: Les districts d'intervention de AD2M-PARECAM et les organismes relais.....	22
Tableau 8: Les semences distribuées par AROPA-PARECAM et les productions obtenues	25
Tableau 9: Taux de recouvrement des facilités accordées par AROPA-PARECAM	25
Tableau 10: Les prestataires techniques dans le cadre de PROSPERER-PARECAM.....	31
Tableau 11: Les nombres de distributeurs par région, appuyés par PROSPERER-PARECAM	35
Tableau 12: Les quantités de semences distribuées par PROSPERER-PARECAM et les productions vivrières obtenues.....	36
Tableau 13. Taux de recouvrement des facilités accordées par PROSPERER-PARECAM..	36
Tableau 14. Origine et ancienneté moyenne d'utilisation des semences améliorées	50
Tableau 15: Taux de parcelles ayant fait l'objet d'utilisation de semences améliorées	51
Tableau 16: Analyse FFOM des expériences de AD2M-PARECAM.....	67
Tableau 17:Analyse FFOM des expériences de AROPA-PPRR.....	70
Tableau 18: Analyse FFOM des expériences de PPRR-PARECAM.....	73
Tableau 19: Analyse des expériences de PROSPERER-PARECAM.....	76
Tableau 20: Analyse FFOM des systèmes de distribution des semences améliorées	80
Tableau 221 : Analyse FFOM de la FOFIFA par rapport à la production de semences.	84
Tableau 22: Cadre logique d'intervention pour la mise en place d'un système semencier viable et durable.....	106

Figure 1: Cadre d'analyse et de recherche.....	8
Figure 2: Schéma du système de distribution des semences. AROPA-PARECAM	23
Figure 3. Schéma du système de distribution des semences améliorées .PPRR-PARECAM	29
Figure 4. Schéma du système de distribution des semences améliorées. PROSPERER-PARECAM	34
Figure 5. Schéma du système d'incitation et de subvention pour le développement rizicole.Malaisie	46
Figure 6. Arbre à problèmes de la problématique centrale « la très faible utilisation des semences améliorées par les EAF	56
Figure 7: Arbre à solutions en vue de l'amélioration du taux d'utilisation des SA par les EAF.....	57
Figure 8 : Points d'ancrage des projets par rapport à un système semencier viable.....	63
Figure 9 : Schéma générique des flux d'information entre la recherche et les autres acteurs de la filière semence	83
Figure 10 : Un Modèle de système semencier viable et durable	96
Figure 11 : Application du modèle de système semencier, cas du maïs pour la zone de PPRR.....	98
Figure 12 : Application du modèle de système semencier, cas du haricot pour la zone de PROSPERER :	99
Figure 13 : Application du modèle de système semencier, cas du riz pour la zone d'AD2M	100
Figure 14 : Application du modèle de système semencier, cas du riz pour la zone AROPA à Ambositra	101

INTRODUCTION

Le Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires de Madagascar (PARECAM), est un projet du Ministère de l'Agriculture, financé par l'Union Européenne et géré par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Il a pour principal objectif de contribuer à l'amélioration de la résilience de Madagascar aux fluctuations des prix des produits vivriers et de renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables.

Le Programme est prévu pour une durée de 29 mois du 1^{er} mai 2009 au 30 septembre 2011, l'action devrait toucher au total au moins 100 000 ménages (525 000 personnes)¹ répartis dans les zones d'intervention des projets du FIDA. Le PARECAM est présent dans 13 régions de Madagascar. Pour atteindre ses objectifs de production vivrière additionnelle de 35 000 tonnes dont 20 000 tonnes de riz par année, le PARECAM accorde une place importante aux appuis visant essentiellement à faciliter l'accès aux intrants, aux équipements et aux services agricoles efficaces.

Le document présente le rapport d'étude relative à l' « **Appui à la mise en place d'un système de production et de distribution de semences améliorées dans les zones d'intervention du programme PARECAM** ». Après la partie introductive, un résumé exécutif et une mise en contexte de l'étude, le document est subdivisé en cinq principales parties :

- Une première partie, donne un aperçu du cadrage politique et institutionnel de la filière semence à Madagascar;
- Une deuxième partie, décrit les expériences de production et de distribution de semences dans le cadre du programme PARECAM ;
- Une troisième partie, présente d'autres expériences en matière de production et de distribution de semences à Madagascar et dans d'autres pays ;
- Une quatrième partie, donne la situation actuelle des offres et demandes de semences améliorées ;
- Une cinquième partie relate les résultats des analyses effectuées sur les états des lieux ;
- La sixième et dernière partie rapporte les recommandations et un cadre logique d'intervention pour la mise en place de système de production et de distribution de semences améliorées.

¹ Rapport de mission de supervision du 23 novembre au 17 décembre 2010.

RESUME EXECUTIF

La réalisation de la présente s'est déroulée en deux phases étalées dans le temps :

- Une première phase concerne la collecte des informations nécessaires pour l'établissement de l'état des lieux du programme au 31 décembre 2010, et
- Une deuxième phase axée à l'analyse des informations de l'état des lieux pour pouvoir en dégager les forces et faiblesses et proposer des recommandations.

Les principaux faits marquants et recommandations relèvent de quatre aspects :

1. Sur l'état des lieux des expériences des projets dans la mise en œuvre de PARECAM à fin décembre 2010 :

- Vide juridique ,
- Quasi- absence de programmation de la production de semences,
- Inexistence de marché de semences améliorée,
- Incohérence des offres et besoins/demandes
- Manque de financement de la filière,

2. Sur les analyses/diagnostic

Deux types d'activités ont été menées par le programme (i) celles visant la mise en place d'un système de production et (ii).celles visant la mise en place d'un système de distribution. Par rapports à ces groupes d'activités les facteurs boostant et limitant prédominants sont :

- **Facteurs boostant** ; deux éléments majeurs sont relevés :(i) La maîtrise du marché des produits agricoles qui sous entend la connaissance des besoins du marché en termes de qualité et de quantité ; (ii) La professionnalisation des établissements semenciers face aux besoins du marché, pour la production de semences de qualité.
- **Facteurs limitant du système semencier actuel comportent** : (i) Un environnement marqué par un attentisme quant à l'application effective des textes relatifs à la SNS, (ii) Le niveau limité des connaissances et de savoir-faire spécifiques en matière de production de semence de qualité et de technologie semencière pour assurer la mise en place d'un système primant et garantissant la qualité (iii) La considération limitée de la sociologie de développement devant aider à évaluer l'importance d'une différenciation des logiques des comportements des paysans face à des catégories de situation: survie – autosubsistance – marchand, (iv) L'attitude conservatrice des producteurs ruraux de nature socioculturel qui constitue un frein à l'encontre de développement du système semencier moderne(v) L'accès limité aux services financiers formels.

- **Mérites du PARECAM**, malgré l'existence de ces points d'ombres, le programme PARECALM a néanmoins les mérites de:
 - Redynamiser les établissements semenciers (Recherche, CMS, GPS, PS) ;
 - Démontrer les avantages de l'utilisation de semences améliorées par des augmentations appréciables des rendements et des productions additionnelles non négligeables même avec les semences tout venant triées;
 - Redynamiser et mettre en place, grâce à des systèmes de motivation, des réseaux de distribution de semences améliorées ;
 - Booster par le biais des CEP, l'utilisation des semences améliorées par les producteurs, et par là, d'enclencher des systèmes de production et de distribution de semences améliorées ;
 - Initier la production contractuelle de semence, à différents niveaux, entre les projets et les établissements semenciers ;
 - Jeter les bases de mise en place d'une industrie semencière à l'échelle locale.

- **Leçons tirées.** les expériences de PARECAM et celles des autres ont permis de tirer des leçons qui devront être mieux valorisées et exploitées. Deux aspects sont à retenir :
 - ✓ Aspect technique
 - Ne pas négliger les actions visant à la mise en place d'un environnement favorable et sécurisant ;
 - Intensifier les actions et les appuis en vue d'une meilleure connaissance des besoins du marché qui constituent des facteurs clés pour la viabilisation et le développement de l'industrie semencière ;
 - Bien cerner l'adéquation entre les objectifs et les cibles afin d'en déduire les stratégies d'intervention ;
 - Assainir la filière et renforcer les soutiens des systèmes de distribution des semences améliorées par des distributeurs professionnels et agréés par le SOC ;
 - ✓ Aspect financier
 - La mise en place d'un système financier viable ne doit pas être menée avec seulement une « approche techniciste », mais doit être combinée avec une « approche agro-business » ;
 - Les systèmes de facilité des IMF au service de la promotion des SA doivent être définis suivant trois contextes différents : (i) Un contexte d'urgence (iii) Un contexte de vulgarisation ou d'essai de système de remboursement/subvention (iv) Un contexte de production axé sur le marché où les EAF sont passés dans une phase d'adoption des SA

Tous ces mérites ont entraîné pourtant un certain nombre de questions quant à la mise en place de systèmes pérennes de production et de distribution de semences certifiées dans les zones d'intervention du programme d'abord, puis dans les régions d'intervention, et enfin les impacts sur l'imbrication avec un éventuel système national de développement de la filière semence. Des questions sont adressées à chaque catégories d'acteurs des différents échelons de la filière.

3. Sur les recommandations

Les forces et faiblesses mises en exergue des systèmes mis en place par les projets et hors projets permettent de proposer des recommandations pour la mise en place d'une industrie semencière (systèmes et mécanisme) pouvant être viabilisée et pérennisée. Les recommandations s'adressent.

- Au de PARECAM et aux projets, les recommandations visent notamment l'atteinte des objectifs du programmes et l'expansion des actions pour une mise à l'échelle des effets et impacts.
- Au niveau des institutions concernant surtout les appuis financiers de l'Etat pour la mise en place d'un système semencier viable et pérenne d'une part, et d'autre part, la mise en application de la loi semencière de manière à tirer profits des acquis du programme PARECAM.

4. Sur la proposition de modèle de système semencier

La présente étude n'étant qu'un élément des conditions de mise en place d'un système semencier, la proposition de modèle de système nécessitent l'acceptation de quelques hypothèses de départ : (i) Il existe une politique de crédit viable et une politique d'intégration économique régionale active favorable à la saisie des opportunités de marchés sur lesquels Madagascar dispose des avantages comparatifs,(ii) L'approche filière est mise en place et que les débouchés commerciaux sont identifiés, évalués et suivis (iii) L'Etat accepte de prendre en charge la partie amont du système, c'est-à-dire la « recherche variétale et la production suffisante de semence de souche, de pré-base et de base », (iv) L'Etat laisse aux privés de s'occuper de la production et de la distribution de semences.

Par rapport au contexte du projet, l'élaboration de quelques scenarii et démarche de mise à l'échelle des interventions deviennent des préalables aux propositions à soumettre. Trois scenarii sont envisagés : (i) la situation d'urgence ; (ii) la situation d'autosuffisance alimentaire et (iii) la situation d'agriculture commerciale /contractuelle.

Un modèle de référence est donc proposé sur lequel chaque projet peut adapter selon son cas suivant le contexte spécifique de sa zone d'intervention. Des cas d'application du modèle générique sont proposés pour chaque projet. Enfin un cadre logique d'intervention est établi pour la mise en place du système semencier proposé.

CONTEXTE DE L'ETUDE

Objectifs de l'étude

Les objectifs spécifiques de l'étude consistent à l'élaboration de :

- Proposition de système durable de production, de gestion et de distribution de semences améliorées à l'échelle locale pour chaque zone d'intervention ;
- Plan de travail, sous forme de cadre logique, concret et réaliste pour la mise en œuvre de chaque dispositif adopté.

Des recommandations pour leur mise en œuvre seront avancées pour assurer l'opérationnalité de chacun de ces systèmes. Ces résultats sont étalés dans les livrables suivants :

- **Un rapport préliminaire sur l'état des lieux au 31/12/2011** contenant :

Le schéma d'approvisionnement, de production et de distribution de semences de qualité pour chaque région d'intervention et selon les spécificités locales, et traduisant clairement (i) le processus de mise à disposition de semences de souches, (ii) les appuis aux centres multiplicateurs de semences de base et des GPS, (iii) la mise à disposition des semences de qualité aux producteurs, et (iv) l'établissement des circuits d'approvisionnement avec les réseaux de fournisseurs privés.

- **Un rapport final incluant :**

- Les recommandations sur d'autres projets de même nature ou intervenant dans les mêmes secteurs, à Madagascar ou dans d'autres pays présentant des contextes physiques, sociaux et économiques similaires. Ces recommandations devraient s'inscrire dans une analyse et une perspective à plus long terme.
- Un Cadre logique d'intervention pour la mise en œuvre du dispositif adopté dans chaque zone et les recommandations pour la période restante de mise en œuvre future du projet.

Démarches méthodologiques

Les zones concernées par cette étude sont les treize régions d'intervention du programme PARECAM :

Tableau 1: Zones d'intervention de PARECAM

Projet	Régions d'intervention
AD2M	Menabe, Melaky
PPRR	Atsinanana, Analanjirifo
AROPA	Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe, Androy
PROSPERER	Analamanga, Itasy, Sofia, Haute Matsiatra, Vatovavy Fitovinany
BVLAC	Alaotra – Mangoro

Durant le cadrage de la mission au démarrage, il a été précisé que l'étude devrait être réalisée sur la base des documentations existantes. Les descentes sur terrain seront seulement utiles pour collecter les illustrations des réalisations. Pour ce faire, Il est précisé dans les termes de références que chaque équipe doit choisir un (1) district par projet de mise en œuvre de PARECAM soit quatre districts au total. Les critères de choix retenus par l'équipe sont :

- existence de CMS et de GPS,
- existence de réseau de distribution de semence,
- proximité d'Institutions de micro finance,
- existence de culture de rente,
- existence d'aménagement hydro agricole,
- zones de promotion de culture de colline / tanety,
- diversités écologiques.

Les districts ayant fait l'objet de descente sur terrain sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 2: Les districts visités par les consultants

PROJET	REGION	DISTRICT
PROSPERER	Analamanga	Ambohidratrimo
AD2M	Menabe	Mahabo
PPRR	Atsinanana	Brickaville
AROPA ²	Amoron'I Mania	Ambohitra

Démarche méthodologique : Avant d'aborder la partie méthodologique, et pour une bonne compréhension de la suite du rapport, le schéma officiel de multiplication de semences est rapporté en Annexe.1 et les terminologies usitées dans le domaine semencier selon la lois, sont relatées en encadré ci-après:

² Pour AROPA, la région d'Anosy district d'Amboasary a été initialement choisie d'une part, pour ses particularités agro écologiques et d'autre part, en tant que région régulièrement victime de sécheresse et donc de déficit alimentaire. Mais ce choix a été remplacé par la région d'Amoron'i Mania

TERMINOLOGIES SEMENCIERES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE/LOI n° 94-038 relative à la législation semencière

DISPOSITIONS GENERALES :

Art. 2.- *Au sens de la présente loi, on entend par :*

" Semences et plants " : tout matériel végétal destiné à la reproduction sexuée ou asexuée provenant d'une multiplication à l'identique de graines, de parties de plants : de plants, d'une variété ou d'un cultivar, ou d'un clone d'une espèce donnée ;

" Cultivar " ou " Variété " : un groupe de plantes cultivées qui peuvent être distinguées par une ou plusieurs importantes caractéristiques d'ordre morphologique, physiologique, cytologique, chimique ou autre de n'importe quelle autre variété et qui ; lors de leur reproduction (sexuée ou asexuée) ou de leur reconstitution, conservant leurs caractéristiques propres.

Art. 3.- *Les semences et plants relatifs à toutes les espèces cultivées sont classés dans les catégories suivantes :*

- *" Semence de souche " : semence tirée d'un processus d'amélioration génétique capable de reproduire l'identité d'une variété, qui a été maintenue et multipliée par son sélectionneur ou, en cas d'impossibilité, par un autre, et à partir de laquelle sont produites les semences de pré-base ;*

- *" Semence de pré-base " : semence obtenue à partir de la semence de souche, qui a été produite sous la surveillance de son sélectionneur, ou, en cas d'impossibilité, d'un autre, et à partir de laquelle sont produites les semences de base ;*

- *" Semence de base " : semence obtenue de la semence de pré-base, a été produite sous la surveillance de son sélectionneur ou, en cas d'impossibilité, d'un autre, soumise à une procédure de certification, ayant satisfait aux conditions minimales requises et est destinée à la production de semence certifiée ;*

- *" Semence certifiée " : semence qui provient de la semence de base, a été soumise à une procédure de certification et satisfait aux conditions minimales requises ;*

- *" Semence ordinaire " : toute autre semence qui n'est comprise dans aucune des catégories qui précèdent.*

Art.4 - *Les catégories de semences et plants prévues par la présente loi sont les suivantes : de souche, de pré-base, de base, certifiée, ordinaire.*

Problématique : Afin de mieux cerner et situer le contexte de travail et de réflexion de la mission, la présente étude a pris en considération les questionnements et observations suivantes :

- Les semences n'existent pas quand on en cherche, alors que les établissements semenciers se plaignent des méventes.
- L'évolution de l'industrie semencière malgache a connu une trajectoire fluctuante, caractérisée par des hauts et des bas.
- Très peu d'établissements semenciers (CMS, GPS) restent fonctionnels actuellement.

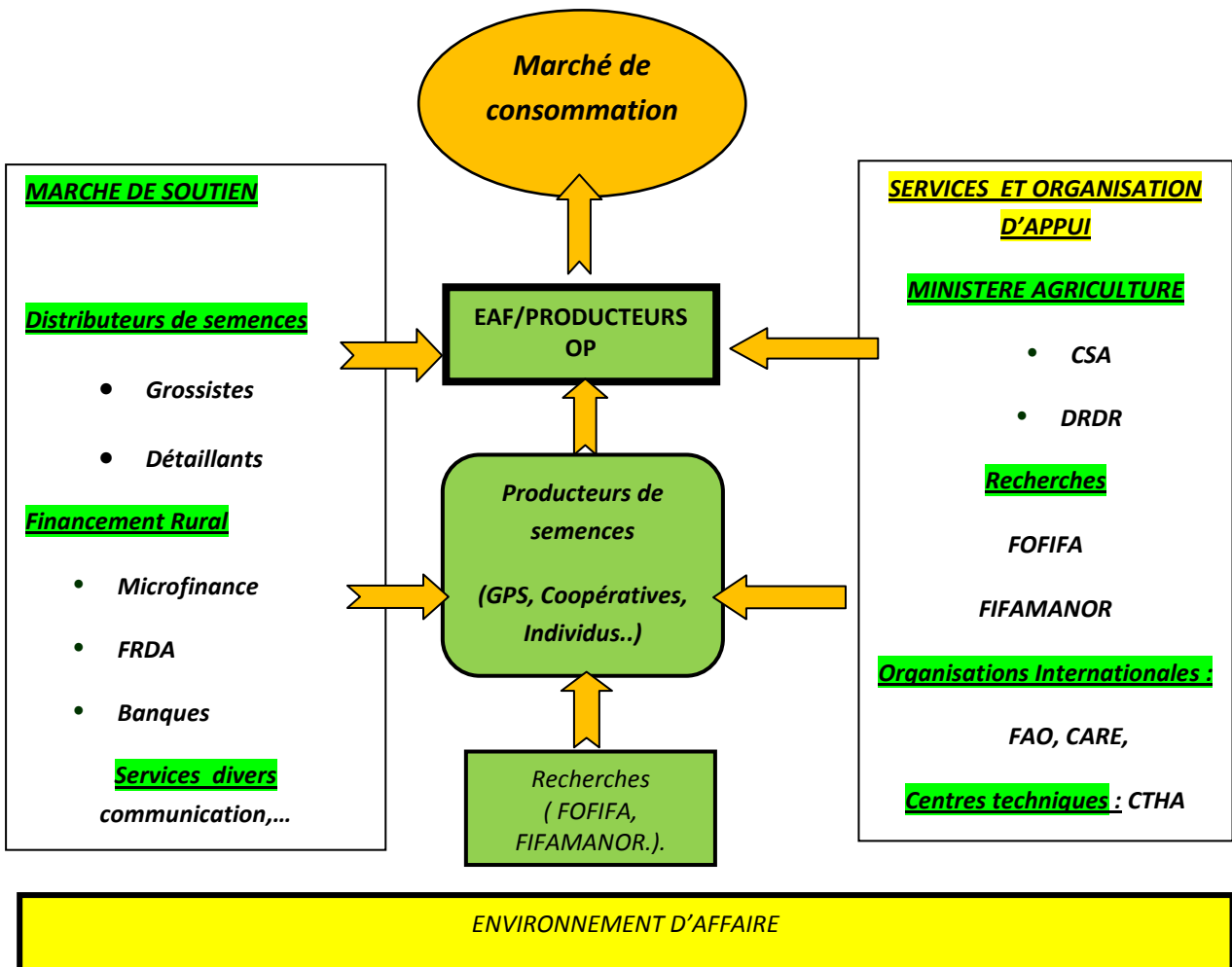
Ces observations amènent des questionnements:

- Quels étaient les principaux moteurs de l'industrie semencière ?
- Quels étaient les facteurs d'échec ?
- Les notions de semences et de variétés ont-elles été suffisamment appréhendées par les acteurs du domaine ?
- Tous les appuis apportés jusqu'à maintenant pour développer la filière ont-ils été bien ciblés ?

Méthodologie d'intervention : Les principes d'approche de la « stratégie nationale semencière » indiquent que l'industrie semencière est du domaine de l'Agri business. De ce fait, elle fait appel aux principes d'administration d'une entreprise commerciale : recherche de la rentabilité, gestion de la qualité du produit et du processus de production, marketing et maîtrise du marché, gestion des risques.

En se basant sur ces principes, l'approche méthodologique utilisée par l'équipe semence associe la démarche marketing et l'approche chaîne de valeur. Le cadre de recherche et d'analyse pour cette méthodologie est présenté par la figure ci-dessous.

Figure 1: Cadre d'analyse et de recherche



La démarche empruntée comprend trois étapes:

1. L'étude documentaire qui consistait à collecter et exploiter (i) les documents du programme PARECAM ainsi que ses rapports d'activités, (ii) les documents relatifs au développement de la filière semence à Madagascar et ceux relatant des cas d'expériences à l'étranger.
2. Les entretiens stratégiques auprès des directions du Ministère de l'Agriculture, des responsables du PARECAM et des projets du FIDA, des responsables des centres de recherches et des organismes d'appui technique tels que FOFIFA, CTHA, FAO et GRET.
3. Les visites qui consistaient à découvrir les réalités du terrain : (i) les mécanismes de fonctionnement des systèmes de production de semence et des réseaux de distribution, (ii) les blocages et leurs explications respectives, et (iii) les recommandations des acteurs des terrains au niveau du siège de chacun des projets visités, des DRDR et des établissements semenciers, des structures et boutiques de distribution locaux des semences³, des structures d'appuis, des FRDA pilotes ainsi que des institutions de microfinance.

Chaque descente sur terrain s'est terminée par une séance⁴ d'identification des variétés à promouvoir en termes d'AGR, et d'appui à la résilience aux crises alimentaires de la population de la zone visitée.

Pour mieux comprendre la situation et les problématiques de la filière semence, l'étude a été conduite suivant une approche participative et une démarche itérative d'un bout à l'autre de l'étude.

Pour la suite du document, la première partie qui suit donne un aperçu du contexte politique et institutionnel de la filière semence à Madagascar.

³ *Le guide d'entretien utilisé auprès des distributeurs est présenté en 'Annexe.2.*

⁴ *En collaboration avec quelques techniciens et des représentants de paysans producteurs de semence et d'EAF en tant qu'utilisateurs finaux des semences de culture.*

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL

La loi semencière et la stratégie nationale semencière

Le cadrage politique de la filière semence se base sur les principaux documents stratégiques suivants:

1. Le Document de stratégie de réduction de la pauvreté et pour la croissance,
2. La Lettre de politique de développement rural,
3. La Stratégie nationale semencière (SNS) et les textes d'application,
4. Le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR),
5. Le Programme Sectoriel Agricole (PSA),
6. La Stratégie Nationale de la microfinance (SNMF)
7. Les codes des investissements.

Par rapport au thème de l'étude, il est présenté ci-après en encadré, quelques points importants de la loi semencière et de la Stratégie Nationale Semencière :

Vision

« Des produits agricoles malgaches compétitifs, en abondance et de bonne renommée ».

Les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, se sentent sécurisés et sont disposés à promouvoir et à implanter des firmes semencières destinées à impulser la production agricole et permettre d'accroître la productivité à grande échelle.

Les producteurs reconnaissent le bénéfice obtenu par l'utilisation de semences et plants de qualité : ils offriront de meilleurs produits sur le marché et en tireront de meilleurs prix.

Les consommateurs sont fiers d'acheter des produits locaux dont les standards de qualité sont conformes aux standards internationaux.

Le segment diffusion des semences et plants est caractérisé par son ouverture rassurante aux investisseurs et son orientation franche vers le marché.

Objectifs

Objectif global :

Soutenir sur le long terme le développement du secteur agricole et agroalimentaire, et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté et à l'essor de l'économie nationale.

Objectif spécifique :

Promouvoir l'utilisation des semences de variétés améliorées pour atteindre un développement

rapide et harmonieux du marché des semences,

Pour ce faire, professionnaliser la filière semencière et assurer la disponibilité et l'utilisation de semences de qualité par la grande majorité des producteurs.

Indicateurs de résultats :

A l'horizon 2012, les surfaces emblavées avec des semences améliorées dépasseront 50% de la surface totale.

Principes d'approche

L'industrie semencière est du domaine de l'Agribusiness. De ce fait, elle fait appel aux principes d'administration d'une entreprise commerciale : recherche de la rentabilité, gestion de la qualité du produit et du processus de production, marketing et maîtrise du marché, gestion des risques. La plus grande partie des actions est laissée à l'initiative privée, ce qui sous entend une stratégie bien articulée sur un net partage des rôles entre l'état et le secteur privé. Ainsi le système semencier se doit d'accorder la priorité à :

- **la Primauté de la Qualité** qui requiert dès le début, la moralisation de la profession privilégiant la bonne gouvernance et la transparence,
- **la Recherche variétale** qui fait appel aux **germoplasmes et variétés disponibles** auprès des instituts internationaux de recherche reconnus, et à une meilleure valorisation des travaux de sélection nationale,
- **la Professionnalisation** qui consiste principalement à instaurer un système d'accréditation reconnaissant les professionnels semenciers,

Le service officiel de contrôle

Le Service Officiel de Contrôle (SOC) se situe au sein de la Direction de la Protection des Végétaux. Il est chargé de la vérification du respect des itinéraires techniques, de l'organisation de la production et du conditionnement des semences, depuis la production de semences de pré-base jusqu'à la distribution des semences de culture. Ce service est le seul habilité à certifier les semences. Il dispose d'un laboratoire semencier à Antananarivo. Au moins deux inspecteurs semenciers ont été formés et opérationnels au niveau de chaque DRDR.

Dans l'attente de la sortie des textes d'application de la Stratégie Nationale Semencière, certaines DRDR avec les Inspecteurs régionaux ont déjà commencé à donner des formations sur :

- la SNS et les nouvelles législations régissant les semences à Madagascar,
- les procédures de certification des semences de cultures et d'agrément des Etablissements semenciers.

Toutefois, l'insuffisance de budget et de moyens matériels limite leur capacité d'initiative. Des Etablissements semenciers contribuent au coût de réalisation des services du SOC pour les impératifs de contrôle en vue de la certification des semences. Pour certaines interventions, des projets prennent en charge le déplacement des inspecteurs semenciers.

Les établissements semenciers

Le rapport d'inventaire des CMS, établi par l'équipe de l'UPDR au 1er mars 2010 montre que le tiers des 90 CMS existants ne sont plus fonctionnels ou en veille. Parmi les deux tiers fonctionnels 20 sont sous location gérance ou gérés par des GPS ou des Coopératives semenciers.

Tableau 3: Situation des CMS

Provinces	CMS fonctionnels	CMS non fonctionnels	Superficie (Ha)
Antananarivo	11*	2	316
Antsiranana	1	0	77
Mahajanga	1	7	398
Toamasina	40**	3	657
Fianarantsoa	3	9 + 1***	149
Toliary	6	6	319
TOTAUX	62	28	1 916

Source: UPRR -MINAGRI

N.B :

***Dont CCS Nanisana** : Fonctionnel (seul Centre de traitement et de conditionnement des semences pour les GPS des alentours d'Antananarivo)

** **Dont CMS Anosiboribory** et 39 mis à disposition du PSFH suivant une convention de financement FAC.

*****Opération Palmier à Huile** : 700 Ha laissé à l'abandon pour cause de non respect des obligations de la Sté Henintsoa.

La recherche variétale

Le Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural (CENRADERU/FOFIFA) dispose de plusieurs centres et stations de recherches localisés dans les différentes zones écologiques de Madagascar⁵. Faute de moyens, ces installations ne fonctionnent plus normalement. Néanmoins, grâce à ses réseaux d'infrastructure de recherche, FOFIFA a créé et sélectionné plusieurs variétés des principales espèces végétales cultivées et adaptées dans les différentes zones écologiques de Madagascar. Les variétés vulgarisées sont présentées dans les cartes des Annexes 4 à 6, notamment : (4) Carte variétale riz ; (5) Carte variétale légumineuses-maïs ; (6) Carte variétale manioc.

Par ailleurs, une première édition du Catalogue National des Espèces et Variétés Cultivées à Madagascar a été réalisée grâce aux efforts conjoints des équipes des chercheurs du FOFIFA et du FIFAMANOR, avec le soutien du Ministère de l'Agriculture, des directions respectives de ces institutions de recherche, et l'appui financier de la FAO. Ce catalogue a été réalisé dans le cadre du Projet FAO/TCP/MAG/3203(D), intitulé « Appui pour la redynamisation du sous secteur semencier malgache, en vue de la production et de l'utilisation des semences de qualité ».

⁵ Carte des centres et stations présentée en Annexe 3.

Malgré l'abondance des résultats de recherche, force est de constater que les centres de recherche éprouvent des difficultés à répondre aux besoins en semence de pré-base et de base. Ces centres de recherche traversent actuellement une période difficile principalement due à l'insuffisance budgétaire. Le FOFIFA ne produit des semences de pré-base et de base que sur commande au moins une année au préalable. Les collections végétales et la banque de gène à Mahitsy⁶ souffre d'une absence de budget de fonctionnement pour leur maintenance. De son côté, le FIFAMANOR, a commencé à assurer une partie de son fonctionnement au dépend des recettes sur ses productions de semence et laitière. Par ailleurs, ces centres fournissent des services de formation et d'encadrement en vue de la qualification des Etablissements et paysans semenciers par le SOC.

Le financement de la filière semence

Les sources de financement de la filière :

Plusieurs mécanismes de financement sont disponibles pour le développement semencier à Madagascar. Ceux-ci se présentent sous plusieurs formes et suivant la nature des besoins (investissement, fournitures et service, fonctionnement) :

- Sur budget de l'Etat (MINAGRI, MENRES,)
- Sur financement multilatéral et bilatéral (BM, FAO, FIDA, UE, AFD, NORAD, ...)
- Sur fonds propre (SEMANA, ASEB, VALY AGRI, les distributeurs patentés et les Coopératives, ...)
- Sur IDE (CASTELLS, AVRDC, SEED FAS, SEED LAN ...)
- Sur prêt bancaire (BNI-CL, BOA, ...)
- Sur crédit auprès des IMF (CECAM, TIAVO, ...)
- Sur financement intégré, avec le mécanisme FRDA,
- Sur démarche d'agriculture contractuelle (OFMATA, STAR-MALTO, LECOFRUIT)

Le financement des Exploitants agricoles familiaux (EAF) par les IMF:

L'accès encore très limité des exploitations agricoles familiales au financement rural, demeure un des principaux obstacles du développement agricole. Au stade actuel, le déploiement de l'offre de produits et services financiers formels en milieu rural est cadré dans la Stratégie Nationale de la Microfinance (SNMF) dont les principes de mise en œuvre donnent un rôle prééminent au secteur privé et aux IMF.

Au cours des dix dernières années, la croissance et le développement des activités des Institutions de MicroFinance (IMF) ont été très rapides et soutenus en termes de couverture géographique, de taux de pénétration, de volume de crédits octroyés et d'épargne collectée ; au 30 juin 2010, le

⁶ Banque de gène acquise de la part de la FAO en 1985 dans le cadre d'une convention FOFIFA /FAO/I pour la collection et la conservation des ressources génétiques.

taux de pénétration des ménages par la microfinance est de 16% contre 1% en 1990⁷. Néanmoins, l'accès des EAF au crédit formel reste très faible⁸.

En ce qui concerne l'acquisition de semences, les possibilités offertes aux EAF par les IMF, sont les crédits de campagne (appelé également faisance valoir ou crédit agricole). Ce type de crédit est destiné au financement de la main-d'œuvre, de l'engrais, des produits phytosanitaires et des semences. Il est à noter que les coûts des semences ne représentent qu'environ 1% à 2% des coûts totaux de production.

D'une manière générale, le volume et le nombre de crédit de campagne octroyés par les IMF sont encore très limités. D'après les estimations, le taux des EAF qui ont accès à ce type de crédit varierait de 1% à 3% selon les régions⁹.

Outre, l'extension des points de service, le développement des crédits adaptés aux EAF demeure un des principaux défis du secteur agricole :

- Les stratégies du PSA concernent l'adaptation des systèmes de crédit aux besoins effectifs, l'extension des réseaux de micro finance et bancaires opérationnels dans tous les districts, la facilitation de l'accès aux crédits ruraux et l'opérationnalisation du Fonds de développement agricole. Le résultat attendu est que les institutions de financement en milieu rural sont développées et un système de crédit facilité.
- Quant à la Stratégie Nationale de la Microfinance (SNMF), ses objectifs par rapport à la finance rurale sont de « *Diversifier, innover, adapter l'offre de produits et services à la demande solvable de la clientèle à partir d'une analyse de la demande solvable et des contraintes pour leur satisfaction et accompagner les IMF. Analyser également les mécanismes de garantie solidaire, afin de capitaliser les acquis et proposer des adaptations pour le milieu rural* »

⁷ Source : www.madamicrofinance.mg

⁸ Selon une étude sur le financement de l'Union européenne (UE) de l'accès des ruraux aux services financiers en 2005, l'offre de crédit s'élevait à 31,8 milliards MGA en 2004, soit moins de 0,5 % du PIB alors que l'agriculture représente 30 % du PIB.

⁹ Les offres de crédit de campagne par les IMF des régions visitées sont présentées en Annexe.7

DEUXIEME PARTIE : EXPERIENCES EN MATIERE DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE SEMENCES AMELIOREES DANS LE CADRE DES PROJETS

I. Le cadre d'intervention et les résultats globaux de PARECAM

Cadre d'intervention :

La présente étude concerne le résultat (R2) du cadre logique de la mise en œuvre de PARECAM : « Les cultures vivrières sont intensifiées et les pratiques agricoles et d'élevage modernisées », et touche particulièrement l'activité 2.2 « Soutenir l'utilisation de semences de qualité ainsi que leur multiplication » à travers :

- L'appui au Centre de recherche et Centre de multiplication de semences (CMS),
- La production contractuelle de semences,
- L'appui aux services administratifs de contrôle et de régulation.

L'objectif de ce résultat est d'augmenter la production vivrière par un accès facilité aux intrants et aux équipements agricoles. La production additionnelle attendue est d'au moins 35 000 t de produits vivriers par an, dont 20 000 t de riz.

Approche de mise en œuvre :

En tant que programme d'action d'urgence, l'approche de PARECAM devrait permettre d'assurer (i) une rapidité d'intervention en confiant sa mise en œuvre aux projets de FIDA et dans les zones vulnérables respectives de leurs zones d'intervention, (ii) une flexibilité en laissant à chacun des projets le choix des approches de conduite des micro projets, (iii) une possibilité de réallocation en accordant l'utilisation des fonds propres des projets pour permettre le démarrage immédiat du programme.

Résultats globaux :

Suivant l'aide mémoire de la Mission de supervision du 23 novembre au 17 décembre 2010, le soutien du PARECAM à la multiplication semencière porte sur la promotion de la diffusion de variétés certifiées ou améliorées, à travers des appuis :

- d'une part, aux centres de multiplication de semences (CMS) et aux groupements de producteurs de semences (GPS).
- d'autre part, à la FOFIFA (fourniture de semence de pré-base, encadrement technique) et au Service officiel de certification (SOC).

Le PARECAM a mis à disposition des EAF, 10 194 ,4 t de semences vivrières (riz Sebota 70 et X 265, maïs IRAT 200, haricot Lingot blanc, lentille, patate douce à chair orange, arachide, sorgho) et potagères (oignon Red Créole et Orient F1), 59 924 plants fruitiers (ananas, cocotier, agrume, litchi et bananier) et autres plants (girofler, caféier et baie rose). Notamment, par projet:

- PROSPERER a mis à disposition des GPS: 1,8 t de semences de haricot, 2,5 t de semence de riz, 6 t de semence de maïs, 15 t de lianes de patate douce et 4 000 boutures de manioc pour multiplication.
- AD2M appuie la production de 30 t de semences de culture et 2 t de semences de base de haricot en coopération avec PROSPERER et fait la sélection massale de semences de lentille et d'arachide.
- PPRR s'est engagé dans un programme de boutures de manioc saines, d'igname, de cultivars de banane et de taro.
- AROPA a engagé la production de semences de 5 t de semence de base de sorgho, 1 t de mil, 4 t de maïs, 1t d'arachide.

II. Les expériences de AD2M-PARECAM

AD2M a commencé son intervention pour PARECAM dans la région de Menabe. Les actions seront étendues dans la région de Melaky au-delà de PARECAM avec la capitalisation des actions menées à Menabe.

II.1. Principes d'intervention

La mise en œuvre des actions de PARECAM au niveau d'AD2M se fait à travers le système CEP (Champs Ecole Paysan). Le CEP est une organisation paysanne qui a été conçue pour la vulgarisation et l'introduction d'innovations en vue de leur adoption par un grand nombre de paysans. Ainsi, il a été prévu pour ces CEP des perspectives pour tester et introduire de nouvelles espèces et variétés. La structuration et l'encadrement des CEP sont assurés par des « ONG Terrain » prestataires.

Pour l'utilisation de semences améliorées (SA), les EAF sont groupés au niveau d'une organisation paysanne de base (OPB), motivées par la pratique de nouvelles techniques, l'utilisation de SA et dont les parcelles sont contiguës afin de faciliter le suivi.

Concernant la production et la distribution de semences, les actions du projet s'appuient sur :

- La fourniture de semence de base par les centres de recherche FOFIFA et FIFAMANOR ;

¹⁰ Source : Rapport de mission de supervision au 23 novembre-17 décembre 2010

- La redynamisation du CMS Mahabokely en vue de la multiplication des semences de base;
- La production des semences de culture par les Paysans semenciers modernes (PSM) et les Paysans multiplicateurs de semences (PMS) ;
- La formation des PSM et PMS et le contrôle de la production de semences par le SOC régional;
- La distribution de semences améliorées par les boutiques TAMI appuyés par le projet ;
- L'utilisation des semences améliorées par les EAF des CEP ;
- L'amélioration des services financiers à travers l'appui à l'URCECAM Menabe.

Concernant les facilités apportées aux bénéficiaires, le projet assure les formations et les dotations en outils agricoles innovants et en semences améliorées. L'appui en intrants et matériels du projet est valable pour une seule campagne et n'est pas récurrent, mais l'encadrement technique peut passer au-delà d'une campagne en fonction de l'avancement de l'adoption des techniques vulgarisées.

II.2. Itinéraires

Les itinéraires suivis par le projet pour la production et pour la distribution de semences concernent différents niveaux :

➤ **La production de semences de pré-base et de base:**

AD2M-PARECAM a planifié la promotion de quatre spéculations : le Riz, le haricot, la lentille et l'arachide. Faute de semences de pré-base et de semences de base au niveau de la région Menabe, le projet a appuyé:

- l'épuration variétale locale de lentille dans la commune d'Antsoha en procédant par une sélection massale, dans un premier temps. Dans un deuxième temps, le projet s'est engagé dans l'appui à l'importation de semences de lentille verte pour screening et en vue de constituer une collection variétale par la FOFIFA;
- la production de semences de base de haricot par FOFIFA à travers le réseau de GPS d'AMADEA, dans un système de partage des coûts avec PROSPERER. AMADEA est une association ayant mis en réseau des groupements de paysans semenciers. Ces derniers sont encadrés par les Agents de la FOFIFA, ils multiplient des semences sous le contrôle du SOC en vue de leur agrément au titre de Paysans Multiplicateurs de Semence ;
- l'appui à la réhabilitation du CMS Mahabokely qui est un centre à vocation rizicole et arachidière, il consiste dans un premier temps au financement des travaux de curage permettant de rétablir l'irrigation des périmètres cultivables du centre. Pour la suite, le projet appuiera le centre dans les processus et procédures de résolution de la précarité foncière à cause des revendications par certains paysans exploitent actuellement les périmètres. Par ailleurs, le projet sollicite actuellement auprès du Ministère de l'Agriculture, l'affectation de nouveau personnel d'encadrement technique au centre.

➤ **La multiplication de Semences de culture :**

En vue d'assurer l'accès local durable des EAF aux semences améliorées commerciales, le projet appuie la multiplication des semences de culture par les PMS. Ces derniers sont des paysans producteurs sélectionnés par le projet dans le cadre de la promotion du CEP. Le projet a facilité la mise en place de Six (06) Paysans Semenciers Modernes (PSM)¹¹. Ces agriculteurs de haut niveau ont suivi des formations sur la production de semence améliorée dispensées par le SOC régional. Ces Inspecteurs du SOC assurent également le suivi et le contrôle de la production, ainsi que la qualité des semences produites.

Le projet apporte une facilité de démarrage à chaque PSM sur la base d'un business plan dont l'importance varie selon les capacités techniques et les moyens de production à la disposition de chaque exploitant. Le projet passe des conventions d'achat avec les PSM. Les appuis accordés sont considérés comme des avances qui seront défalquées sur les factures à la récolte, plus précisément à l'achat des semences par le projet. Les remboursements peuvent se faire en une ou plusieurs échéances, suivant le montant bénéficié. Les deux PSM de Tsarahotàna ont bénéficié chacun d'un motoculteur qu'ils ont à rembourser sur trois ans en semences de riz ou en semences d'arachide.

Pour la réception des semences de base de haricot produites par AMADEA, le projet a identifié et formé des PMS, la campagne de production est prévue débuter en avril 2011.

➤ **La distribution de semences améliorées :**

Le projet a passé un protocole de partenariat avec l'Union des Coopératives Tantsaha MIray (TAMI) pour la mise en place et l'opérationnalisation de points de vente d'intrants et de matériels agricoles dans les zones d'intervention du projet.

A titre d'incitation, le projet a accordé une subvention permettant de couvrir :

- l'aménagement extérieur et intérieur des points de vente ;
- une partie du stock initial pour chaque boutique comprenant, les produits phytosanitaires, les fournitures et outillages agricoles ;
- la conception et édition de supports d'information et de publicité.

Afin de viabiliser les boutiques d'intrants de TAMI, le projet recommande aux CEP à effectuer l'achat d'intrants, de matériels et d'équipements auprès de ces distributeurs. Ce système devrait permettre à TAMI de réaliser des recettes conséquentes et de conforter sa situation financière.

➤ **L'utilisation des semences améliorées par les EAF**

Spéculations : le riz et l'oignon, l'haricot, de lentille, d'arachide, d'oignon et de boutures de manioc.

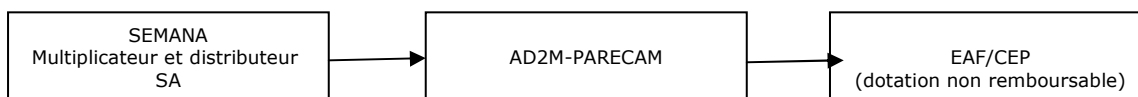
¹¹ PMS : les Paysan Semenciers Modernes sont des ingénieurs agronomes, possédant plusieurs hectares de rizière, travaillant sous le contrôle du SOC.

La distribution de SA se fait auprès des EAF/CEP identifiés par le projet. Ce dernier apporte à titre de subvention les SA et dote les CEP de quelques équipements et matériels agricoles. Ils ont, en revanche, à gérer leur utilisation et à veiller à leur multiplication pour qu'à terme chaque EAF ait ses propres équipements et matériels. Les OP bénéficiaires doivent suivre les itinéraires techniques préconisés par le projet, sous l'encadrement de ses ONGT¹².

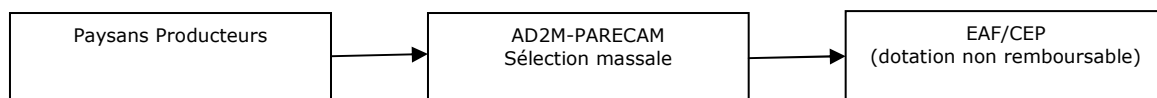
Les semences de riz utilisées par les CEP proviennent des PMS et PSM. Tandis que pour le haricot, en attendant la mise en place d'un véritable schéma de multiplication, le projet s'est approvisionné en semences triées de haricot auprès d'un fournisseur à Antsirabe. Quant aux lentilles, les semences distribuées sont obtenues de sélection massale faite par le projet. En ce qui concerne l'oignon, vu le faible volume de semences nécessaires, le projet estime qu'il est plus réaliste et rentable d'effectuer l'approvisionnement en semences de culture auprès de SEMANA Antsirabe.

Les figures suivantes retracent les itinéraires adoptés par le projet suivant le contexte spécifique à chaque spéculation :

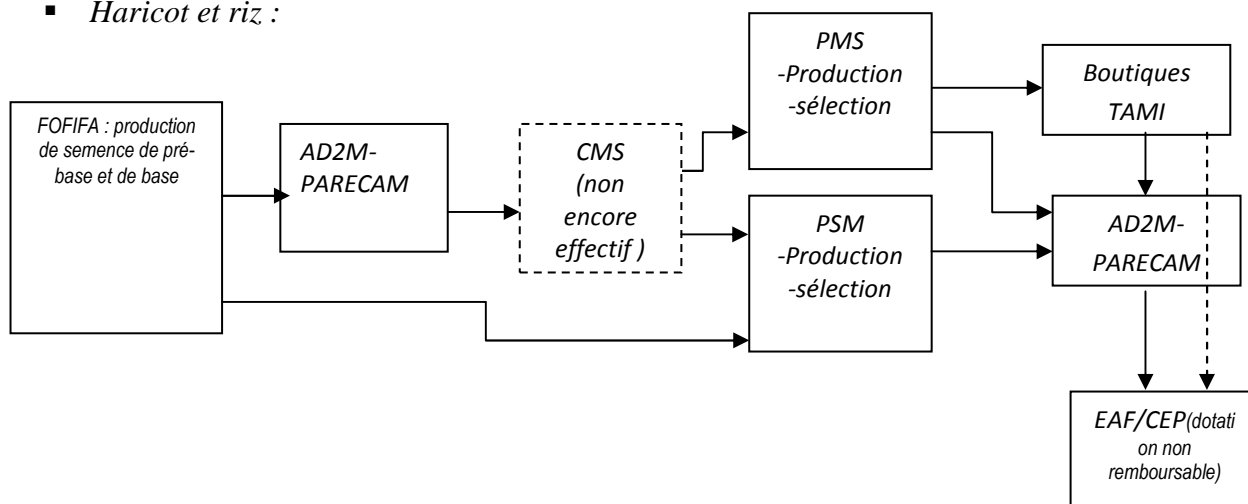
▪ *Oignon :*



▪ *Lentille et archide:*



▪ *Haricot et riz :*



¹² Les ONG Terrain sont les partenaires de terrain du projet, chargé d'encadrement des organisations paysannes (CEP, AUE, ...) dans une zone déterminée.

II.3. Résultats et produits

➤ La mise à disposition de semences améliorées

Les réalisations d'AD2M-PARECAM par rapport à la mise à disposition de semences dans la région de Menabe sont présentées par le tableau suivant.

Tableau 4: Semences améliorées produites à travers AD2M-PARECAM

Spéculation	Riz	Haricot	Manioc	Arachide	Lentille	Oignon	Maïs	Total
Pré-base								
Base (t)	0,225	0,3						0,525
Production (t)	11	5		6	9	0	0	31
Distribuées (t)	6	18	310 000*	4	3	0	3	34

Source : tableau de suivi-évaluation IOV.AD2M-PARECAM

*boutures

Les réalisations par rapport à l'intensification et la diversification des cultures relatives à l'utilisation de semences, sont présentées par le tableau suivant :

Tableau 5. Semences distribuées par AD2M-PARECAM dans le cadre de l'intensification

Spéculation	Riz	Haricot	Arachide	Lentille	Oignon	Maïs	Total
Nb CEP	52	28	16	6	4	6	114
Nb beneficiaries	1 089	501	362	110	94	147	3 365
Nb femmes	270	119	108	31	52	23	
Surface (ha)	649	460	126	45	2	131	1 410
SA distribuées (kg)	4 145	17 610	4 445	2 640	8	3 345	

Source : tableau de suivi-évaluation IOV.AD2M-PARECAM

➤ L'appui du projet à l'URCECAM Menabe.

Le projet a passé une convention de partenariat avec l'URCECAM Menabe. L'objet de la convention consiste à « l'appui à l'extension et au renforcement des services financiers du réseau des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuels dans la Région de Menabe ». AD2M a accordé une subvention de l'ordre de 920 millions d'Ariary soit approximativement 150 000 000 Ar par guichet. Quatre (04) points de services ont été mis en place et équipés, la construction du cinquième guichet est reportée pour 2011.

Tableau 6: Statistiques de l'URCECAM Menabe au 31/12/2010

	5 Guichets	Ensemble URCECAM
Nombre de membres	1 568	8 888
Encours de crédit (en Milliards Ar)	231 784 819	1 161 922 419
Encours de crédit en nombre	253	1 319
Encours épargne (en Milliards Ar)	9 112 942	120 878 134
Octrois 2010 (en Milliards Ar)	613 580 895	2 245 275 793
Octrois 2010 (en nombre)	312	1 356
Encours de crédit de campagne (en Milliards Ar)	122 126 525	333 534 981
Octrois crédit de campagne (en nombre)	188	625
Encours de crédit de campagne /Encours total crédit	52%	29%
Nombre crédit de campagne/nombre total octrois	60%	46%

Source :Rapport AD2M 12/10/2010

Les quatre points de service sont implantés à:

- Malaimbandy, District de Mahabo,
- Ambatolahy, District de Miandrivazo,
- Ankotrofotsy, District de Miandrivazo,
- Ankilizato, District de Mahabo (renforcement d'un existant)

En perspective, le projet prévoit la réalisation d'études afin de mettre au point de gammes de produits adaptés au public cible du projet ; ainsi que la mise à disposition de fonds de crédits et fonds de subvention d'équilibre pour CECAM.

➤ **Possibilité offerte par le FRDA Menabe pour le développement de la filière semence :**

Le FRDA pilote (Fonds Régional pour le Développement Agricole) est mis en place depuis mars 2009 dans la région Menabe. Le FRDA adopte une approche par la demande. Dans sa phase actuelle, ses appuis se limitent encore sur le financement des actions d'information, de formation et conseil à l'exploitation, sur les demandes d'appui des OPB passant par les CSA, et les demandes liées au renforcement de capacités des OP Régionales.

Pour l'année 2010, FRDA a financé l'organisation d'une formation sur la sécurisation de la production de semences, dispensée par le SOC régional. Depuis, la réflexion sur l'appui au développement de la filière semence est lancée au niveau du FRDA. Dorénavant les demandes d'appui des GPS et la fourniture de semences de pré-base seront dans les priorités.

II.4. Problèmes rencontrés

Les problèmes rencontrés par le projet dans l'appui au développement et à la viabilisation de la filière semence sont notamment:

- une très faible culture d'utilisation de semences améliorées ; les paysans ont l'habitude de mettre de côté une partie des récoltes pour assurer les semences de la campagne suivante,
- la non disponibilité de semences de pré-base,
- les exigences de la production de semence de maïs sont difficiles à respecter par les paysans semenciers, (notamment l'isolation des parcelles de cultures)
- la réticence des EAF à contracter des crédits auprès des CECAM à cause de la hauteur des garanties exigée,
- la difficulté de redynamisation du CMS Mahabokely à cause de la multiplicité des problèmes, entre autres la précarité foncière,
- la difficulté d'écoulement des semences produites par les paysans multiplicateurs, en dehors des marchés offerts par le projet et les actions d'urgence,
- le refus de certains collecteurs de prendre les produits des variétés promues par le projet.

III. Les expériences de AROPA-PARECAM

AROPA a démarré ses interventions dans le cadre de PARECAM dans le sud depuis juin 2009 pour s'étendre dans la Haute Matsiatra et Amoron'i Mania à partir du mois d'avril 2010. Les actions entreprises à travers AROPA sont concentrées dans la zone Sud, c'est-à-dire les régions de l'Anosy et de l'Androy. Les spéculations concernées sont le riz, le maïs, la pomme de terre, l'oignon, l'arachide, le sorgho et le manioc.

III.1. Principes d'intervention

Par rapport à l'objet du programme PARECAM, AROPA a cherché dans un premier temps à améliorer la disponibilité de denrée alimentaire au niveau de ses zones d'intervention.

Les actions menées avec l'appui du projet ont été essentiellement axées sur la distribution de SA, celles-ci comprennent :

- La dotation de SA et d'autres intrants ainsi que de quelques matériels et équipements agricoles ;
- L'encadrement technique des EAF dans les itinéraires agricoles ;
- Un appui d'ordre organisationnel aux OP dans la gestion des opérations menées à leurs niveaux.

Pour mieux organiser les actions, les EAF doivent être affiliées à des OP. Les mises en œuvre des actions se font à travers des organismes relais qui assurent l'encadrement technique des OP.

Tableau 7: Les districts d'intervention de AD2M-PARECAM et les organismes relais

Région	Anosy	Androy	Amoron'i Mania
Districts	Fort-dauphin Betroka	Bekily	Sahamadio
Organismes relais	CARE	GRET ALT FAFAFI	DRDR
Organisations paysannes	Riz : AUE Maïs : 2 unions d'OP 3 Coopératives OP de base (Betroka)	OP de base Groupement avec MAFA	AUE

➤ Mécanisme de financement des EAF utilisateurs des semences améliorées mises à disposition par le projet.

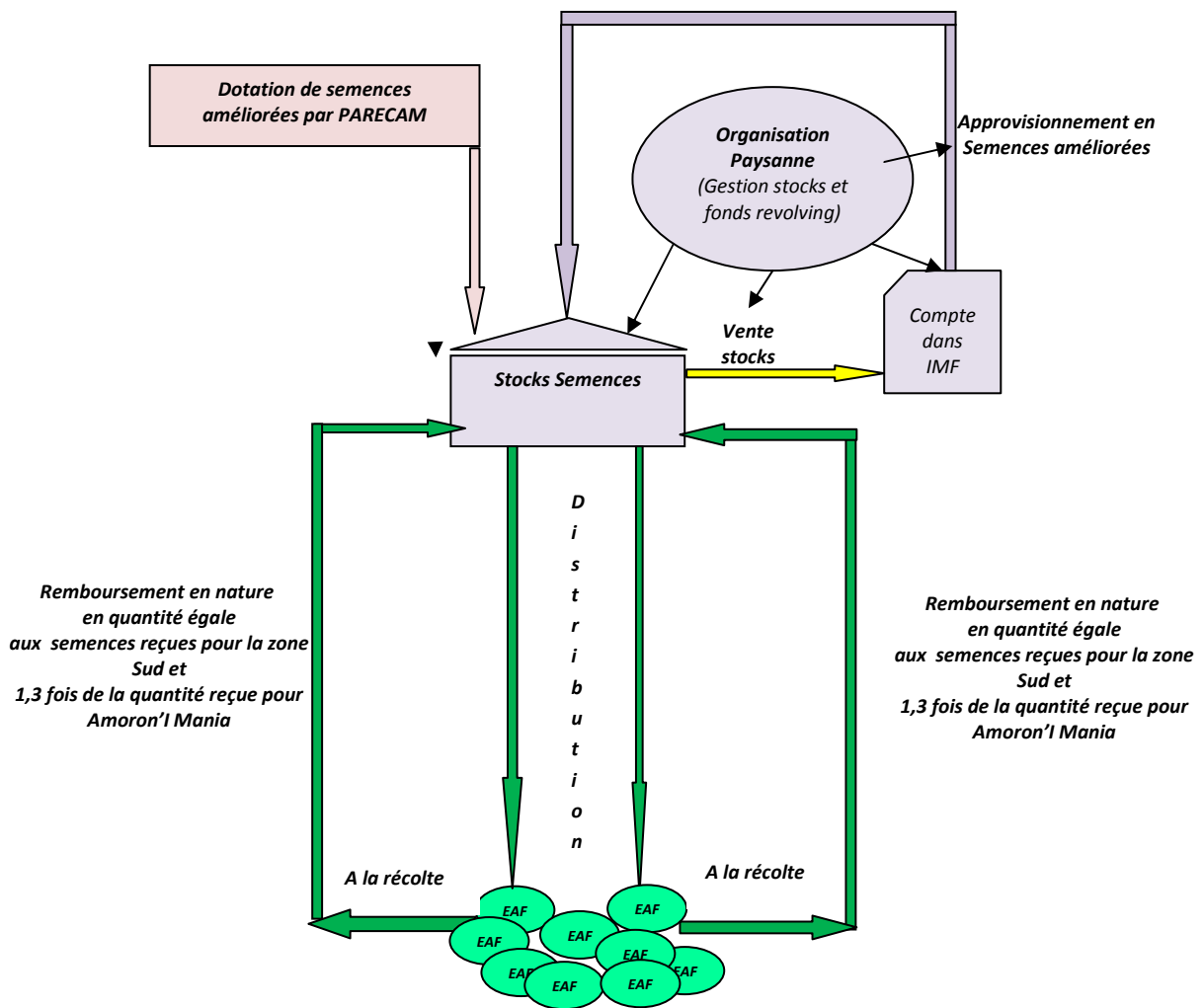
Le projet accorde aux EAF des facilités sous forme de dotation en semences améliorées. A la récolte, les EAF ont l'obligation de rembourser en nature en quantité égale aux semences reçues. Chaque OP bénéficiaire assure :

- La sélection des EAF bénéficiaires,
- Le recouvrement des semences attendues,
- Le stockage des semences,
- La mise en vente des stocks de semences si nécessaires,

- La gestion des fonds, notamment ceux résultants des ventes de semences ; un compte au nom de l'OP est ouvert dans les institutions financières de proximité (Tsinjo lavitra ou Fivoy),
- L'approvisionnement en semences améliorées et leur distribution à de nouveaux EAF.

Le système de distribution de semences adopté par AROPA-PPRR est schématisé par la figure qui suit:

Figure 2: Schéma du système de distribution des semences. AROPA-PARECAM



III.2. Itinéraires

Les choix des spéculations ont été faits selon les filières agricoles prioritaires et les vocations des zones d'intervention, et avec une priorisation des périmètres réhabilités.

- **Du manioc, du riz et du maïs dans l'Anosy:** Pour le manioc, l'objectif est la mise à disposition à des EAF en boutures. Quelques EAF ont été également appuyés dans la mise

en place de parcs à bois afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement en boutures. En ce qui concerne le riz et le maïs, le projet a distribué des semences améliorées aux EAF et a assuré l'encadrement technique.

- **De l'oignon dans la Région Androy :** Il s'agit de distribution de semences améliorées aux EAF et l'appui à la production de bulbilles d'oignon qui en est une autre forme de semences. Le projet a de même appuyé l'amélioration des techniques de stockage et l'organisation de ventes groupées.
- **Du riz dans la région Amoron'i Mania :** le projet a distribué des semences améliorées aux EAF et a apporté des encadrements techniques.

➤ **Financement des organisations paysannes régionales (OPR) par le FRDA d'Amoron'i Mania :**

Quatre types de conventions sont en vue dans le cadre du développement de la filière semence, l'objectif commun étant l'appui à la production de SA par des producteurs structurés et visant la professionnalisation dans ce secteur d'activité.

- i. Convention AROPA-OPR : Pour la mise à disposition de techniciens (Socio-organisateur Conseiller aux Exploitants Familiaux) aux OPR.
- ii. Convention AROPA-FRDA: Pour un abondement d'AROPA au FRDA, dédié à des projets professionnels (exemple : production de semences)
- iii. Convention OPR-FRDA : Pour le financement des projets professionnels des OPR , tels que la production et conditionnement de SA de la VFTM Haute-Matsiatra et la multiplication de points des ventes d'intrants de la KLI.

➤ **Perspective de financement des OPB à travers l'appui du FRDA Amoron'i Mania :**

Le financement des OPB se feront à travers les IMF, le schéma de financement n'est pas encore arrêté, mais le principe de partage des coûts entre le FRDA, les EAF et les IMF est acquis.

Les figures suivantes représentent les itinéraires adoptés par le projet pour la distribution de semences améliorées :

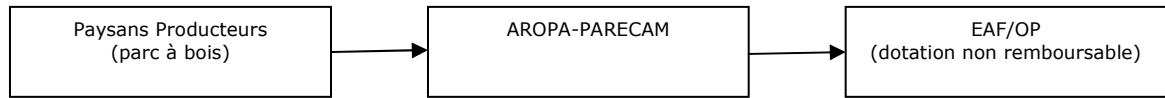
Maïs, haricot, arachide, sorgho :



*Les semences distribuées sont d'origines différentes selon les espèces et les variétés :

- **Maïs** IRAT 200, Volasoa, Meva, Mailaka: CMS Sakay et SDMAD Amoron'i Mania
- **Oignon** Noflaye, Rouge de Tana: SEMANA Antsirabe.
- **Riz** Sebota 239: SDMAD (Amoron'i Mania)
- **Haricot** : GRET
- **Arachide** : GRET
- **Sorgho** IRAT 204, Macia : FAO, SDMAD, GRET et FAO

Manioc :



III.3. Résultats et produits

Les réalisations d'AROPA-PARECAM par rapport à la mise à disposition de semences aux EAF sont représentées par le tableau ci-après :

Tableau 8: Les semences distribuées par AROPA-PARECAM et les productions obtenues

Spéculation	Riz	Maïs	Pomme de terre	Oignon	Arachide	Sorgho	Haricot	Manioc	Total
Surfaces nouvelles (ha)	420	67,2	8	87,73	0	282	0	6	870,93
Production (t)	306	0	96	907,33	0	45	48	0	1 490
Surfaces intensifiées (ha)	381	28,8	0	88	6,5	0	0	20	574,60
Production (t)	1 122	15	0	920,45	0	0	56	0	2 320
SA distribuées (t)	43,5	18,10	18,76	0,65	1,00	10,17	1,46	360*	99,15

* boutures

Source : Tableau de suivi évaluation AROPA-PARECAM .31/12/2010

Les taux de recouvrement relatifs aux facilités accordées aux EAF/OP (décembre 2010)

Le tableau ci-après représente les montants des remboursements attendus envers les OP de Betroka ainsi que les taux de recouvrement au niveau des OP de chaque commune. Aucune commune n'excède 50% de taux de recouvrement et 4/5 ont enregistré un taux inférieur à 17%.

Tableau 9: Taux de recouvrement des facilités accordées par AROPA-PARECAM

Commune	Montant AR	% Recouvrement
Ianabinda	14 030 600	16%
Bekorobo	6 601 500	14%
Isoanala	4 834 300	6%
Ambalaso	3 471 440	41%
Tsaraitso	5 699 500	6%

Source: AROPA-PROSPERER. Décembre 2010

III.4. Problèmes rencontrés

- La sécheresse qui a sévit lors de deux années consécutives (2009 et 2010),
- Les problèmes de recouvrement au niveau des localités où les populations ont déjà eu des expériences avec des projets de développement,
- L'éloignement de certaines OP qui ne facilite pas l'encadrement et le suivi ; les impacts sont ressentis sur la production et le recouvrement,
- Le principe de facilitation accordée par le projet est mal perçu par les IMF,
- La mauvaise qualité des semences achetées au niveau de certains distributeurs ou GPS.

IV. Les expériences de PPRR-PARECAM

L'initiative de production de semence concerne six communes rurales: Ambinaninony, Vohitranivona, Anivorano et Mahatsara du District de Brickaville pour la zone Sud, et Foulpointe et Ampasimbe Onibe du coté Nord. Ce sont des zones potentielles pour la production de riz et de maïs.

IV.1. Principes d'intervention

Pour le Projet PPRR, leur approche d'appui au paysan producteur est toujours fonction des situations des marchés et des conditions agro-écologiques des zones d'intervention. Ainsi les spéculations choisies sont :

- le X265 une variété performante et précoce (90 à 110 jours) pour le riz de saison. Le projet reste prudent pour la contre-saison tant qu'il n'y ait pas de dispositif de maîtrise d'eau car il y a toujours un risque d'inondation ;
- le B22 pour la riziculture sur tanety. Cette variété est fortement demandée par les 'tavistes', car avec un système de culture amélioré, ils n'utilisent que 25Kg de semences au lieu de 40Kg ;
- l'IRAT 200 pour le maïs en contre saison. Le marché ciblé est l'industrie d'alimentation animale LFL. La récolte allant de décembre à février met les maïsiculteurs de la région Atsinanana et Analanjirofo en position de monopole pour ce marché. Pour la culture de saison dont la récolte se situe entre le mois de mai et le mois de janvier, leurs produits entrent en compétition avec les maïs d'altitude, notamment ceux de Vakinankaratra et de Tsiroanomandidy ;
- le Bananier pour le renouvellement des souches qui sont affectées par la maladie de panama, et pour améliorer la qualité des produits à mettre sur le marché ;
- la Grenadelle et les cultures maraîchères, impulsées par l'offre de partenariats de Faly Export (60 tonnes de pulpe de grenadelle) et SHERITT.

Par principe, le PPRR-PARECAM n'utilise pas de semence de recyclage ni de tout venant. Les techniciens du projet fixent les exigences techniques des semences en termes de pouvoir

germinatif, de pureté, de taux d'humidité et de procédé de traitement. En outre, ils assistent à l'ensachage des semences et à la réception des marchandises départ des CMS.

IV.2. Itinéraires

➤ **La production de semences**

Le programme de multiplication de semence, dans le cadre du PARECAM, était parti d'une estimation rapide des besoins des paysans. L'organisation de l'approvisionnement et des conditions de distribution ont évolué suivant les expériences de terrain :

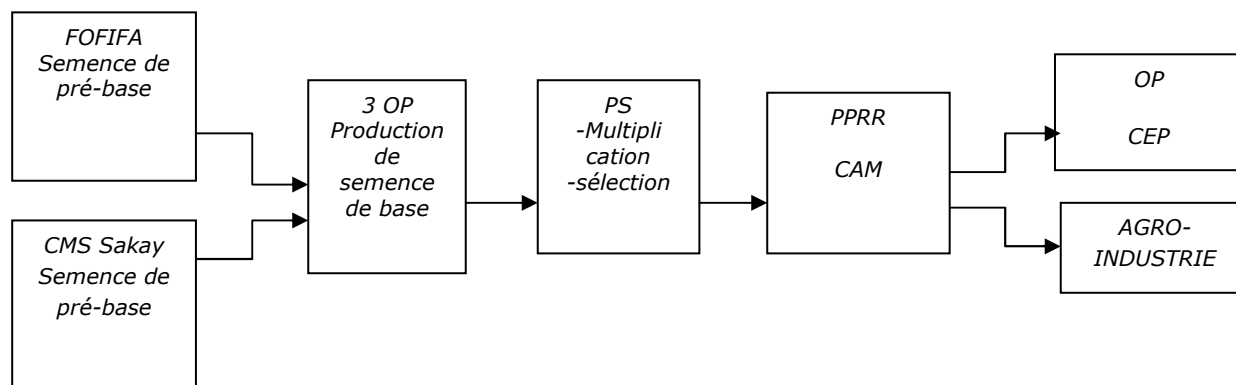
- **Dans un premier temps**, le projet s'était approvisionné en semence auprès du CMS Sakay sur recommandation de FOFIFA et de MINAGRI. Les semences ont été distribuées avec une condition de remboursement au prix coûtant dans le compte du groupement, en vue d'une acquisition de semences pour la prochaine campagne. Cette première initiative, avec un principe de revolving, a connu un échec car parallèlement la FAO a distribué gratuitement 57 tonnes de semences de riz-maïs-haricot. Il a été alors difficile pour PPRR-PARECAM de réclamer le remboursement ;
- **Dans un deuxième temps**, le projet a fait un recensement de 18 OP. Après évaluation, deux seulement étaient sélectionnées pour la multiplication de semence ; la première pour le riz, et la deuxième pour le maïs. Le PPRR a pris en charge le labour, les semences et l'herbicide. Faute d'herbicide et à cause des attaques massives des rats, les paysans n'ont pu enregistrer que très peu de récolte et ont été déçus ;
- **L'organisation adoptée actuellement** consiste à compléter la chaîne de production de semence de riz et de maïs avec un appui à la professionnalisation. Ainsi, le projet a confié à ODDIT, son partenaire de terrain pour la zone Sud, et à ses techniciens de la zone Nord l'identification de 3 OP pour la production de semence de base (avec 2Ha chacun), et de 24 paysans semencier (individu) pour la multiplication des semences.

Des séances de formation en cascade ont été organisées pour les techniciens des DRDR, de l'ODDIT et de PPRR (Nord), par l'équipe du SOC Siège. Puis, à leur tour, les paysans semenciers ont eu des formations et des encadrements techniques par les techniciens de PPRR dans la zone Nord et par l'ODDIT pour la zone Sud.

L'apport de PPRR-PARECAM porte sur l'aménagement des terrains, l'itinéraire technique et les intrants. C'est la FOFIFA Mahajanga qui assure la fourniture de semence de pré-base de riz irrigué X265 et de riz pluvial B22. Les semences de base de maïs IRAT200 sont achetées auprès du CMS Sakay.

Des conventions de production ont été établies entre PPRR-PARECAM et les 3OP. Sur leur 2Ha de rizière respective, en appliquant le SRI, 20 tonnes de production sont attendus, 15 tonnes seront laissées sous la gestion (consommation, vente et multiplication) des membres de l'OP et 5 tonnes à remettre au projet. Ce qui donne ,15 tonnes à distribuer aux Paysans Semenciers pour la production de semences de culture. Ce n'est qu'en aval que le CAM intervient dans la collecte et la distribution des semences de cultures, et des productions destinées à la consommation et aux agro-industriels.

Finalement, l'itinéraire de production et de distribution de semences expérimenté par PRR-PARECAM est illustré par l'unique schéma suivant :



➤ **La distribution de semences de culture aux EAF**

Toujours en vue de saisir l'opportunité de marché offerte par LFL, le projet a entrepris « une opération maïs » en 2009. L'objectif de produire 1500 t de maïs de contre saison par l'exploitation des terrains de canne à sucre de la SIRAMA (Brickaville) laissés en friche, les résultats finaux ne sont donc pas encore connus. Outre une organisation hâtive des producteurs et une mise en place tardive et sommaire des cultures, l'opération a été affectée par une insuffisance du mécanisme de distribution, de suivi et de contrôle qui a ouvert la voie à une situation très dommageable au succès de l'opération (détournement d'intrants et abus de confiance des paysans, entre autres)¹³.

Pour la campagne 2010, le projet a opté un nouveau mécanisme impliquant le réseau OTIV et la confédération des CAM.

Mécanismes de l'opération Maïs et Riz 2010

Les distributions de SA au niveau des EAF se font à travers l'opération Crédit intrant dont le cadre d'intervention est défini par une convention passée entre PRR, le Réseau OTIV ZL et l'Union de coopérative. L'objectif de cette convention est de faciliter l'accès des producteurs au financement des intrants agricoles, y compris les SA.

Rôle de PRR : mobilisation d'un fonds pour l'acquisition des intrants destinés aux EAF PRR à titre remboursable et sans intérêt au stade actuel ; les fonds recouverts seront affectés à la confédération des CAM ; le PRR assure l'encadrement technique des EAF.

Rôle du Réseau OTIV ZL : Prestataire de service venant en appui à la Confédération des CAM dans la gestion du fonds constitué des remboursements par un système revolving ; mise en place des contractualisations avec les producteurs et le suivi des recouvrements.

Rôle de la Confédération des CAM : Gestion du fonds qui lui est affecté conformément à sa mission de fournir les appuis dans le développement des pôles de partenariats.

Rôle des EAF : Utiliser les intrants demandés et reçus et respecter les termes des contrats passés avec l'IMF.

Pour l'Opération maïs 2010, les frais des prestations de l'OTIV couvre uniquement les coûts

¹³ Source : Rapport mission de supervision décembre 2010.

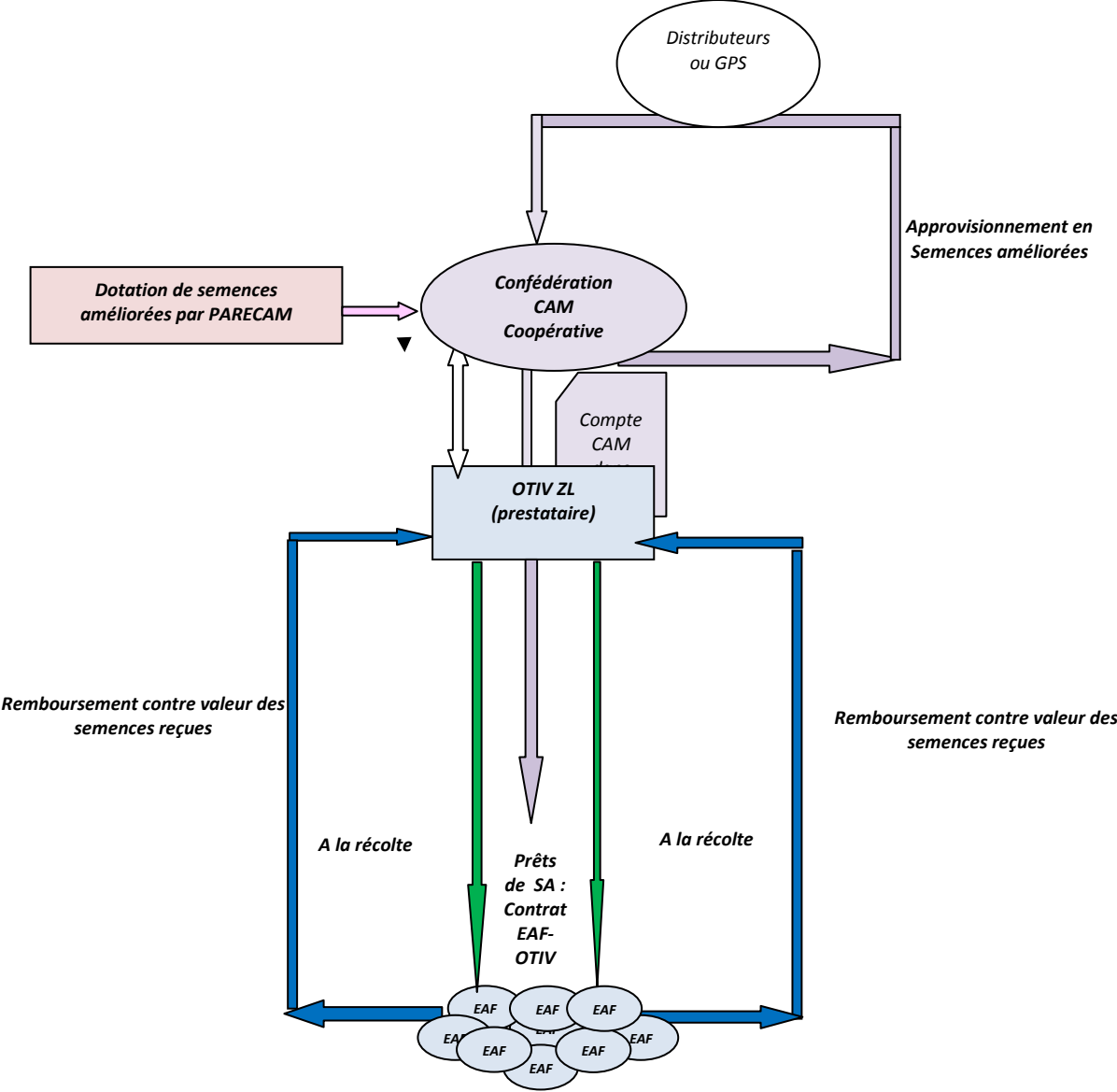
liés aux activités de recouvrement et ils sont supportés par les bénéficiaires et sont fixés à **8%** des montants recouverts auprès des producteurs bénéficiaires et membres réguliers de l'OTIV.

Quant à l'Opération riz de contre saison 2010, les frais de dossier et d'approche sont pris en charge par l'UGP/PPRR et sont fixés à **5%** du montant des contrats de prêts signés avec les producteurs et les frais de suivi et de recouvrement **fixé à 7%** des montants recouverts auprès des bénéficiaires qui sont à déduire au moment de remboursement de fonds par ce dernier.

Pour les prochaines opérations intrants, les frais de prestation de l'OTIV seront à couvrir au moyen d'intérêt à introduire dans les contrats correspondants de cession d'intrants aux producteurs.

La figure ci-après donne une schématisation du système de distribution des intrants par PRRR-PARECAM ;

Figure 3. Schéma du système de distribution des semences améliorées .PPRR-PARECAM



IV.3. Résultats et produits

➤ **La production de semences améliorées**

Au stade actuel, les productions de semences de riz et de maïs sont menées à titre d'apprentissage :

- 7 paysans pour la multiplication de semences de riz pluvial, sur 595 ares au total ;
- 7 paysans sont concernés par la multiplication de semences de riz irrigué, sur 515 ares au total ;
- 10 paysans pour la multiplication de semences de maïs, sur 1050 ares au total.

➤ **La distribution des semences dans la cadre de l'opération maïs**

Les résultats effectifs de la première opération maïs ne sont pas encore connus. Pour celle de 2010, le retard de la mise en place des cultures ont induit des taux réalisations assez faibles par rapport aux prévisions : la surface réellement plantée en contre saison 2010 était estimée à 290 ha (46% de l'objectif initial) pour une production de 224t ; 721 producteurs (34% des inscrits) ont pu accéder aux intrants sous forme de contrats.

Dans le cadre de l'aménagement de périmètre agricole, PPRR a distribué 22,1t de semences de riz qui ont pu couvrir 1 629 ha et 50kg de semences d'oignon.

IV.4. Problèmes rencontrés

- Semence de pré-base de et riz et de maïs non disponible,
- Difficulté de stockage de semence à cause de l'intempérie et de l'humidité atmosphérique,
- Passage fréquent de cyclone tous les ans, et inondation cyclique tous les 4 ans,
- Structuration et organisation hâtive des producteurs pour l'opération maïs,
- Non maîtrise des rats qui ravagent les champs,
- Insuffisance du mécanisme de distribution des semences produites,
- Cas de détournement d'intrant dans l'opération maïs, abus de confiance des paysans,
- Distorsion entre les principes de facilitation par la FAO et le projet,
- Opacité des marchés de produits agricoles de consommation démotivant les EAF à utiliser les semences améliorées,
- Impossibilité de planification de la production de semences, sauf pour les spéculations objets de convention de partenariat comme le maïs.

V. Les expériences de PROSPERER-PARECAM

La mise en œuvre de PARECAM par PROSPERER touche 6 régions, celles d'Analamanga, d'Itasy, d'Amoron'i Mania, de la Haute-Matsiatra, de Vatovavy Fitovinany et de la Sofia. Les spéculations retenues dans le cadre de PROSPERER sont, le riz, le maïs, le haricot et l'oignon. Toutefois, des contextes d'urgence ont amené le projet à entreprendre des actions concernant la patate douce et le manioc.

V.1. Principes d'intervention

Les interventions de PROSPERER-PARECAM dans le système semencier sont traduites par différents types d'actions, au niveau de différents maillons de la chaîne:

- l'appui à la redynamisation de CMS,
- la production de semence en convention avec les CMS : lianes de patate douce,
- la mise en place de parcs à bois de manioc en convention avec des groupements d'EAF et le centre pénitencier d'Andonaka,
- la production de semences de base de haricot en convention avec FOFIFA,
- la production de semences commerciales en conventions avec des GPS,
- la mise en place d'un système pilote de distribution de semences de culture auprès des EAF.

Pour assurer les formations et les encadrements techniques, le projet a recours à des prestataires de service selon les spéculations et les régions d'intervention:

Tableau 10: Les prestataires techniques dans le cadre de PROSPERER-PARECAM

Régions	Analamanga	Itasy	Haute-Matsiatra	Vatovavy Fitovinany	Sofia
Organismes	Association AFO CTHA CSA	AMADEA	Mr RALAHY Emmanuel	ONG RAID SOFASPAM SAF FJKM	FFTS CTHA
Spéculations	Haricot Oignon Pomme de terre	Haricot	SRI	Haricot	Maïs et Haricot

Source: Support de présentation PROSPERER. Atelier de lancement de la mission de supervision. Décembre 2010

V.2. Itinéraires

➤ Redynamisation des CMS

Des conventions sont en cours de mise en place avec:

- les CMS de Nanisana et d'Analamahitsy pour la région d'Analamanga,
- le CMS de Marofarihy et de la Ferme école de Fihaonana pour la région de Vatovavy Fitovinany.

➤ **Conventions de production de semences de cultures avec les CMS**

L'objectif est d'améliorer rapidement la résilience aux crises alimentaire d'une zone vulnérable en assurant la disponibilité de matériels végétales de variétés de cultures habituellement utilisées par la population :

- Pour la Région de Vatovavy-Fitovinany, le programme a appuyé la mise à disponibilité de lianes de patate douce à travers les CMS de Fihaonana et de Marofarihy ;
- Pour la Haute Matsiatra, les deux ans de sécheresse consécutives ont provoqué la rareté des boutures de manioc, d'où la mise en place de parcs à bois à Andonaka, sur le rive du fleuve Zomandao ;
- Pour la région de l'Itasy en partenariat avec Agri-sud, le programme a appuyé le système de greffage de manioc au bénéfice de 200 EAF.

➤ **La production de Semences de base de Haricot confié à la FOFIFA**

Il s'agit d'un protocole d'accord passé entre PARECAM et FOFIFA pour appuyer la production de semences certifiées de haricot. Le résultat attendu du protocole est la production de 180 tonnes de semences de base de haricot en avril 2011, prévues à être multipliées par les GPS de différentes régions d'intervention de PARECAM. Le financement est destiné à couvrir les prestations de FOFIFA dont les engagements sont:

- La fourniture de semences de pré-base;
- La production de semences de base de haricot qui sera entreprise dans la région d'Analamanga ;
- Le renforcement des capacités des producteurs impliqués dans la multiplication de semences de haricot dans les régions Analamanga, Itasy et Haute Matsiatra ;
- L'encadrement des producteurs (CMS/GPS /EAF), le suivi technique et la supervision des de la conduite de la production de semences de culture certifiées.

➤ **La production de semences commerciales par les GPS**

Pour la région de Haute Matsiatra, un contrat a été finalisé avec le prestataire de service TEFY SAINA qui viendra en appui à (SDmad d'Anosy) et 2 GPS (CRAM et KLI). Pour Itasy, 2 GPS sont identifiés pour appui, dont 1 GPS de pomme de terre à Ambohipandrano et 1 GPS Haricot à Ampary. Concernant le haricot, les GPS des régions de l'Itasy, d'Analamanga et de Haute-Matsiatra utiliseront les semences de base produites par l'AMADEA.

Les conventions de production sont passées entre PROSPERER- PARECAM régional et les Coopératives de GPS. Les engagements de PARECAM sont de:

- Contribuer à la mise à disposition des « semences de base » à multiplier ;
- Payer une avance de campagne pour la mise en place de la culture y compris la préparation du sol et le coût de main d'œuvre nécessaire ;

- Approvisionner en intrants (engrais, insecticides et herbicides) à titre d'avance ;
- Acheter les « semences commerciales » produites au prix fixe de 2.000 MGA/Kg;
- Apporter les appuis technique et scientifique à travers FOFIFA;
- Réaliser des contrôles pour s'assurer la bonne exécution du contrat sur tout le processus de production et de conditionnement des semences.

Les engagements des coopératives de GPS qui assurent le rôle d'intermédiaire et de facilitateur entre le Programme et ses GPS partenaires sous-traitants sont :

- Collecter et transmettre les déclarations de cultures au Service Régional de Contrôle de semences (SOC), sis à Nanisana Antananarivo ou auprès de la DRDR, en début de la saison ;
- Vulgariser auprès des GPS les techniques de production de semences suivant les normes techniques et agronomiques recommandées et dispensées par le FOFIFA ;
- Accepter les contrôles du SOC aux champs et aux magasins des GPS encadrés ;
- Livrer des semences saines, homogènes, sèches à un taux d'humidité de 13%, accompagnées de certificat du SOC, conditionnées dans des sacs plastiques neufs et homogènes de 50 kg de chaque ;
- Envoyer au Programme, les pièces justificatives pour la distribution des « semences de base » ainsi que des autres intrants et états de paie de l'Avance de campagne accordée aux GPS, dûment émargés par ces derniers. Le cumul des Avances de campagne octroyées aux GPS sera défalqué du prix d'achat des semences produites et livrées ;
- Accepter de renouveler les « semences de base » en s'approvisionnant régulièrement auprès du centre de recherche FOFIFA ;

➤ **La distribution des semences commerciales de riz et de haricot aux EAF :**

Un système pilote de distribution d'intrants, de semence et de matériels agricoles est mis en place au sein de chaque commune en partenariat avec les principaux fournisseurs afin d'y développer le réseau de distribution et d'assurer l'approvisionnement de proximité.

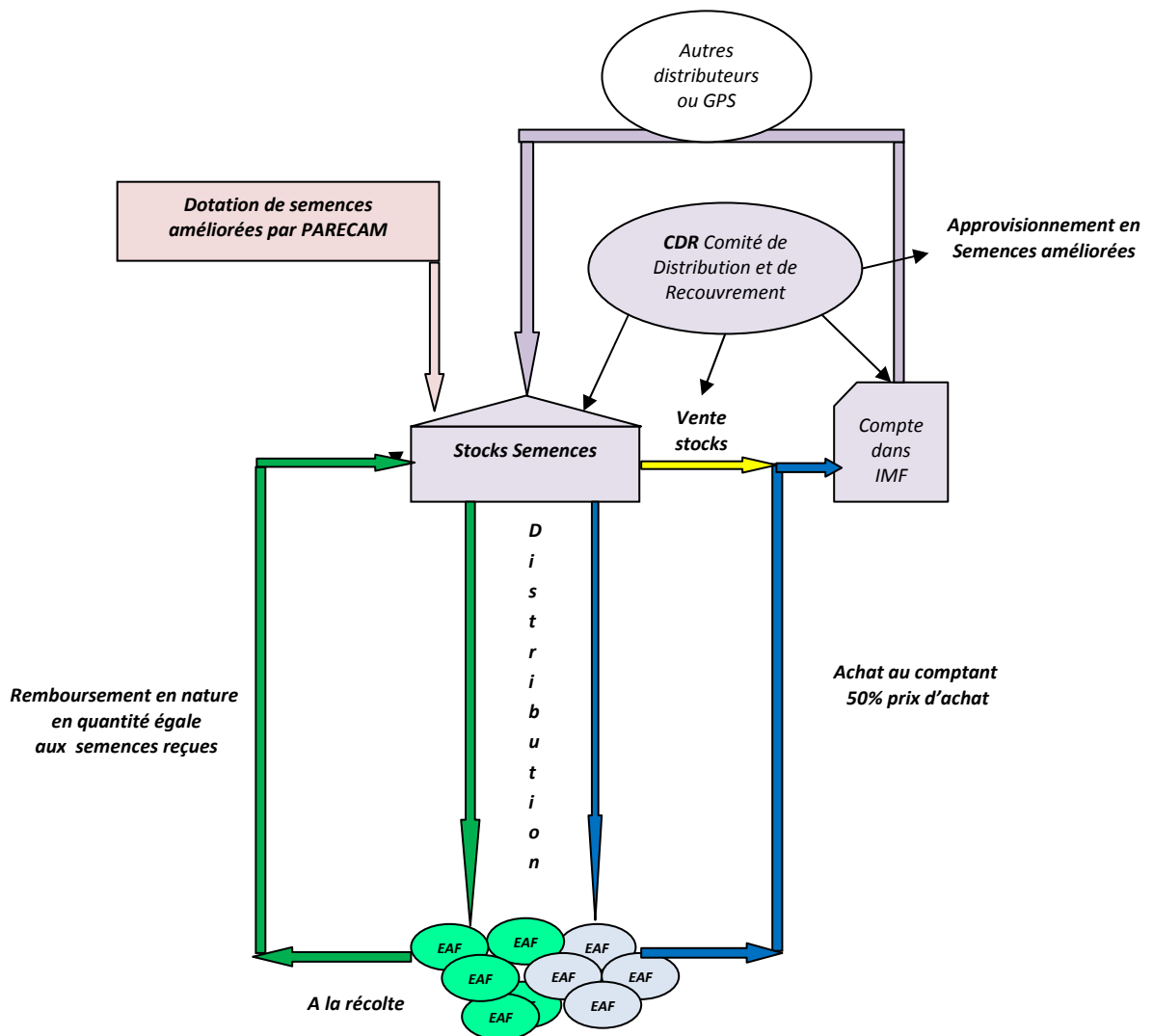
Dans le cas de paiement cash, les semences sont vendues avec un système « voucher » aux EAF bénéficiaires par le distributeur agréé par le Programme. 50% des valeurs correspondantes est pris en charge par le programme et l'autre moitié est régularisée en espèce par le bénéficiaire, à la récolte.

Pour les remboursements en nature, les semences sont confiées aux Comités de Distribution et de Récupération (CDR) des semences. Ces CDR sont constitués au niveau des communes par des autorités locales, les paysans leaders, les Agents Vulgarisateurs de Base (AVB), les EAF et l'équipe Régional du Programme chargée des distributions, des suivis sur terrain et de la récupération des semences. Les membres des CDR sont nommés par arrêtés communaux. Ainsi, les

remboursements par les EAF bénéficiaires seront en nature à la récolte avec les mêmes quantités reçues.

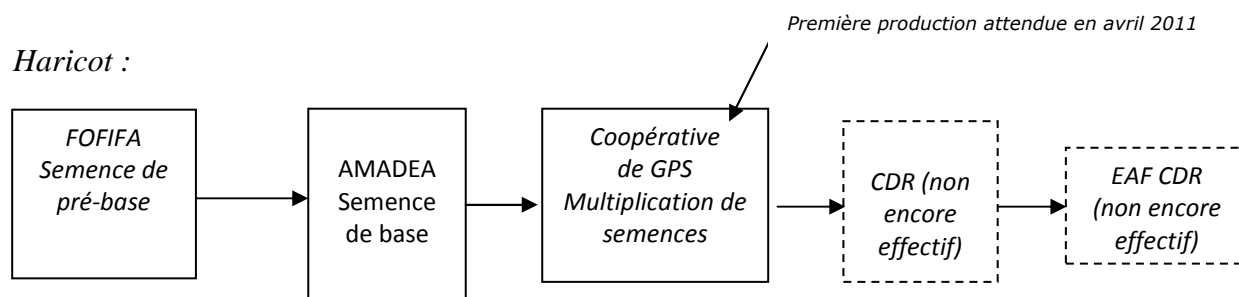
La quantité de semences récupérée sera transférée, par les CDR, aux Groupements de Producteurs de Semence (GPS) dans le cadre de leur appui par le Programme.

Figure 4. Schéma du système de distribution des semences améliorées. PROSPERER-PARECAM



Au stade actuel, seule la production de semences de haricot poursuit un itinéraire clairement tracé qui pourrait être testé pour le riz quand la mise à disposition de semences de pré-base par la FOFIFA Mahajanga sera effective.

Haricot :



➤ Appui à des distributeurs :

Dans le cadre de la distribution d'intrants, le projet a appuyé 41 distributeurs qui ont bénéficié de formation, leur effectifs par région d'intervention sont présentés par le tableau ci-après :

Tableau 11: Les nombres de distributeurs par région, appuyés par PROSPERER-PARECAM

	Analamanga	Itasy	Sofia	Haute-Matsiatra	Vatovavy Fitovinany	Total
Prévisions	4	3	3	5	6	21
Réalisations	9	1	8	14	9	41

➤ Actions à travers la DRDR Analamanga

En vue du développement de la filière semence dans la région d'Analamanga et dans le cadre d'une convention passée entre PARECAM et la DRDR d'Analamanga, une série d'ateliers par District a été organisée en octobre et novembre 2010. Les objets de ces ateliers sont la vulgarisation de la SNS, de la loi semencière, l'identification et l'analyse des contraintes observées au niveau de la filière. A l'issue des ateliers, des propositions de plans d'actions à entreprendre dans l'immédiat, à court terme et à moyen terme concernant l'approvisionnement, la production et la commercialisation de semences améliorées seront développés.

Pour la réalisation des actions planifiées, un système de collaboration entre la DRDR et l'URCECAM Analamanga est en cours de mise en place concernant la mise en œuvre d'une opération de semences améliorées. La DRDR apportera un fonds destiné à subventionner une partie des coûts d'acquisition des semences.

➤ Possibilité offerte par le FRDA Amoron'i Mania

Le FRDA pilote d'Amoron'i Mania a été mis en place depuis mars 2009. Le FRDA adopte une approche par la demande. Dans sa phase actuelle, ses appuis se limitent encore sur les actions soft (information, formation, conseil à l'exploitation, ...) et les demandes liées au renforcement de capacités des OP Régionales. Pour l'année 2010, FRDA a financé un projet professionnel de production et de conditionnement de SA, il s'agit d'un projet de la VFTM.

V.3. Résultats et produits

➤ La production de semences de haricot :

Les résultats relatifs à la production de semences de base dans le cadre de PROSPERER-PARECAM concernent essentiellement le haricot. Les 1,5 tonnes de semences de pré-base de haricot fournies par la FOFIFA et multipliées par AMADEA ont pu produire 15t de semences de base puis la production encours, on envisage 155 t qui seront diffusées auprès des GPS pour la contre saison 2011.

➤ La distribution de semences auprès des EAF

Les réalisations chiffrées de PROSPERER-PARECAM en matière de distribution de semences auprès des EAF sont présentées par les tableaux ci-après :

Tableau 12: Les quantités de semences distribuées par PROSPERER-PARECAM et les productions vivrières obtenues.

Spéculation	Riz L*	Riz P **	Maïs	Haricot	Pomme de terre	Oignon	Patate douce	Manioc	Total
Surfaces nouvelles (ha)	24	0	0	233	0	0	0	0	265
Production (t)	0	0	0	238	0	0	0	0	238
Surfaces intensifiées (ha)	1 413	0	700	1 452	0	54	0	0	3 910
Production (t)	1 184	0	1 138	891	0	1 44	135	0	4 792
SA distribuées (t)	17,18		30,04	107,78	0	0,30	11,25	0	166,6

Source: tableau de suivi-évaluation des IOV. PROSPERER-PARECAM au 31/12/2010

➤ Les taux de recouvrement des semences distribuées aux EAF des différentes régions sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 13. Taux de recouvrement des facilités accordées par PROSPERER-PARECAM

Région	Montant vente	Montant recouvré	Impayés	Montant stocks	T. rec
Itasy	38 321 965	22 974 075	14 667 890	39 263 160	60%
Haute-Matsiatra	150 821 579	144 541 579	6 280 000		96%
Vatovavy Fitovinany	1 934 960	1 433 500	501 460	33 222 000	74%
Sofia	39 103 925	20 125 525	18 977 400	73 575 359	51%
Analamanga	68 469 582	19 316 933	49 152 654	26 842 653	28%
TOTAL	298 652 011	208 391 612	89 579 404	172 903 172	70%

Source: Présentation PROSPERER. Atelier de lancement de la mission de supervision. Décembre 2010

V.4. Problèmes rencontrés

Des problèmes ainsi que différentes formes de blocages potentiels au développement du système semencier ont été identifiés par PROSPERER et ses partenaires:

- le non disponibilité des semences de base, de pomme de terre, de riz et de maïs,
- la difficulté des GPS à respecter les termes contractuels ; vente des semences à l'insu de PARECAM quand le prix sur le marché est plus intéressant que le prix conventionnel avec PARECAM,
- le faible taux de remboursement des facilités accordées par le projet, dans certaines localités, notamment celles ayant déjà eu des expériences avec des projets de développement,
- la réticence des EAF, que ce soit des producteurs ou utilisateurs de semences à recourir aux services de microfinance,
- le faible niveau de culture d'utilisation de semences améliorées chez les EAF et les GPS ; sans convention de production, les GPS ne seraient pas prêts à poursuivre la production de semences.

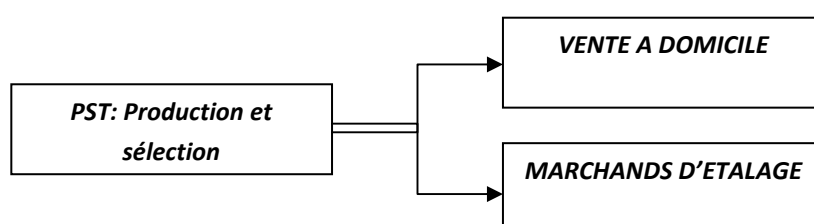
TROISIEME PARTIE : AUTRES EXPERIENCES DANS LA FILIERE SEMENCIERE

I. Autres expériences de production et de distribution de semences améliorées

Pour la production de semence, plusieurs modèles ont été identifiés sur le terrain, notamment :

I.1. Paysans semenciers traditionnels (PST)

Le système se présente sous la forme la plus primitive d'une chaîne de production de semence. Les paysans ont l'habitude de faire une « sélection massale ». Tous les ans, ils mettent de côté les graines ainsi sélectionnées et les vendent soit auprès des voisins et clients habituels, soit aux vendeurs sur étalage à différentes places des marchés. Dans la plupart des cas, ils sont amenés à vendre ses semences au même prix que les graines destinées à la consommation. Ce système est le plus répandu car il existe presque partout dans le monde rural.



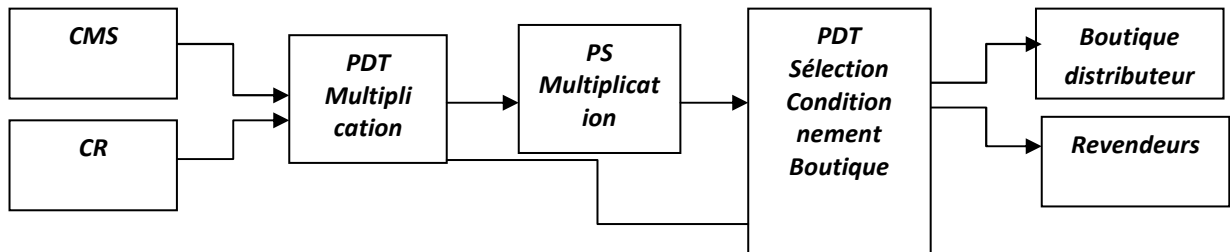
I.2. Producteurs-distributeurs traditionnels (PDT)

Des grossistes producteurs-distributeurs traditionnels de semences (PDT) exercent leurs activités suivant un système combinant à la fois la production et la distribution à travers leurs propres boutiques, d'autres boutiques détaillants et sur les marchés d'étalage. Les activités concernent principalement les cultures maraîchères. Ces grossistes ont eu, dans la plupart des cas, leurs propres champs. Ils ont acquis des expériences de production de semences au niveau des CMS. Ils ne fournissent que des semences de qualité provenant des Centres de Recherche (CR) ou de CMS à leurs partenaires paysans multiplicateurs de semences.

Dans ce système, il n'y a pas de convention écrite entre le grossiste et les paysans semenciers. Seulement, le grossiste (i) initie ces derniers en technique culturale et de sélection, (ii) fournit les semences à multiplier, (iii) organise des visites de contrôle, (iv) prend toute les récoltes à un prix fixé au début de chaque campagne. Il en est de même entre les détaillants et ce grossiste, tout est fondé sur la confiance : le grossiste vend à crédit ses semences conditionnées dans de petits ensachages portant sa marque, et le détaillant ne règle la facture qu'après une période établi de

commun accord. Les grossistes interviewés estiment qu'il s'agit d'une AGR potentiel du fait que les produits sont accessibles à tout le monde.

Ce système peut être schématisé comme suit :



I.3. Coopératives

Ce sont des anciennes associations structurées par des projets d'appui au développement de filières agricoles. Dans le cadre de la promotion et de la professionnalisation des filières, les associations ont du faire face au problème d'accès aux intrants, surtout en termes de disponibilité de semences. Ainsi les projets ont appuyé leur structuration en s'érigeant en coopératives de multiplication de semence pour satisfaire les besoins des paysans membres, et non membres se trouvant dans leur zone d'action respective. Des paysans membres érigés en groupement (GPS) ont été formés par les centres de recherche ou par des organismes d'appui spécialisés dans le domaine, et dès fois ils exercent cette activité sous le contrôle du SOC. Des techniciens accompagnent les PMS pour s'assurer de la qualité des semences. Les coopératives s'approvisionnent en semence de base auprès des centres de recherches ou des CMS.

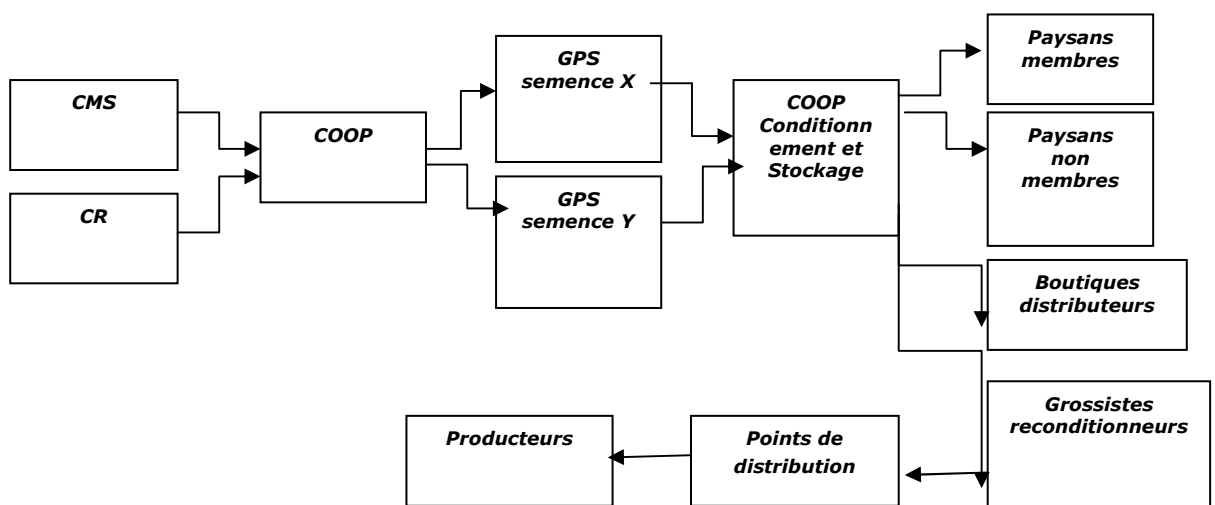


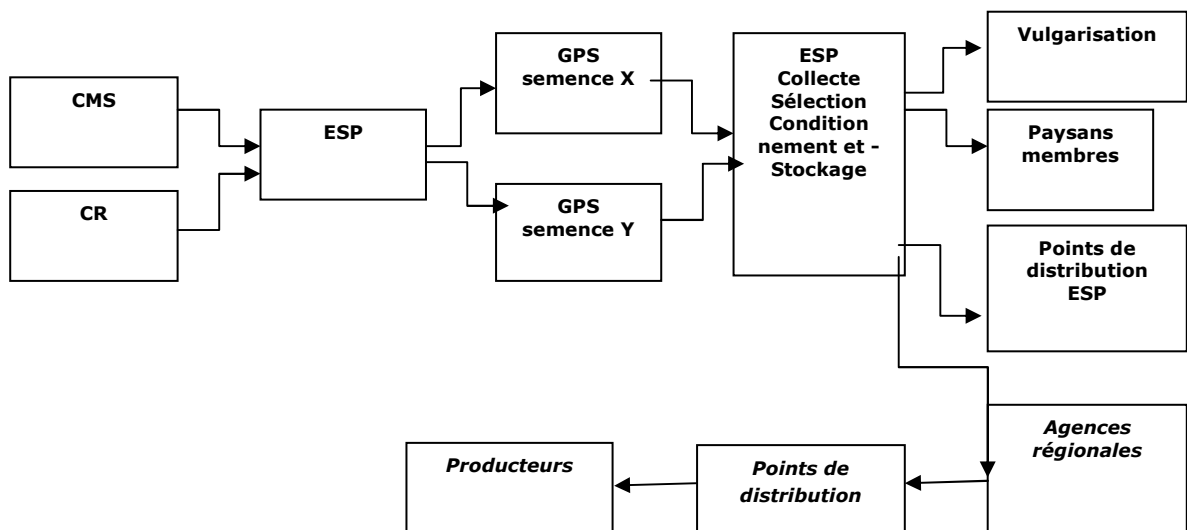
Illustration : Des associations professionnelles de multiplication de semences jouent le rôle de grand distributeurs de semences pour certaines zones, notamment :

- Le VFTM Menabe, une association de multiplication de semence d'arachide pour approvisionner ses membres. Il regroupe 154 associations avec 2995 hommes et 597 femmes, soit 3592 paysans. C'est le FO.FI.FA. qui approvisionne l'association en semence de pré-base. La semence est renouvelée tous les 2ans. Le total de la production se constitue proportionnellement aux quantités des semences fournies aux paysans.
- Le FITAME Menabe fait de la multiplication de semence de pois de cap et de riz pour satisfaire les besoins de ses paysans membres. Il en distribue aussi aux paysans non membres sensibilisés à l'utilisation des semences de qualité que la coopérative produit. Ses zones d'action sont : les Districts de Morondava, Mahabo et Manja. Le FITAME s'approvisionne en semences de pré-base auprès de FOFIFA qui assure aussi l'encadrement technique des 63 GPS avec 700 Paysans Multiplicateurs de Semence.

Le principal problème de ces coopératives est l'absence de la sincérité de certains paysans membres dans la déclaration de leur production totale réelle. Sous-estimer la quantité produite aura un impact sur les quantités totales de semences collectées au niveau de la coopérative ; les ventes parallèles sont favorisées au détriment de la viabilité de ces coopératives.

I.4. Etablissements semenciers professionnels (ESP)

Les Etablissements semenciers professionnels (ESP), enregistrés au niveau des services des contributions et immatriculés au service des Statistiques. Ils ont chacun leur terrain d'expérimentation et de démonstration au niveau des zones d'intervention, leur permettant de fournir des conseils et des instructions appropriés aux clients venus à leurs points de ventes. Ces entreprises emploient des techniciens et gestionnaires dotés d'une certaine compétence, et ont des agences au niveau régional. Ils collaborent avec les centres de recherche et le SOC. Ce sont des producteurs - distributeurs de semence professionnellement organisé avec des GPS qu'ils ont sélectionnés, formés et encadrés. Ils tiennent beaucoup à leur image de marque et assurent eux-mêmes la collecte des récoltes auprès de leurs GPS, le conditionnement et la distribution au niveau de leurs points de vente. Ils mènent des actions de vulgarisation de semences avec des itinéraires techniques testés au niveau de leurs champs.



➤ **Illustration : Cas de ASEB, chaîne de production et de distribution de semence**

ASEB « Association des Exploitants du Betsileo » à Est Vinany Ambositra, est une Entreprise professionnelle de production et de distribution de semences. Elle travaille dans 8 Régions de Madagascar (Amaron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe, Atsimo Atsinanana, Itasy, Vakinankaratra, Analamanga et Bongolava). ASEB emploient trois ingénieurs agronomes parmi son staff et des techniciens compétents au niveau de ses agences régionales. L'Entreprise dispose en total une centaine d'hectare de champs pour la multiplication de semence de riz, de cultures vivrière et de cultures maraîchère.

A Amaron'i Mania, elle comprend 16835 membres avec 101.010 ménages répartis dans 55 communes. Seulement à Ambositra, ASEB travaille avec environ 130 GPS et exploite 31 hectares pour son programme de test variétal, de multiplication de semence et de démonstration. Cette association travaille étroitement avec FOFIFA et attend la mise en vigueur des textes relatifs à la nouvelles SNS pour s'engager dans les procédures de certification et d'agrément.

Pour la vente de semences, ASEB essaient tous les ans d'étendre son marché en organisant des séances de démonstration et des campagnes de sensibilisation des paysans. En plus des clientèles de ses agences régionales et boutiques de distribution, ASEB reçoit des commandes ponctuelles de la part d'ONG et de projets de développement (ONN, ADRA, WWF, FRDA, AROPA). Les schémas d'organisation et de fonctionnement de ASEB sont présentés en Annexe 8.

➤ **Illustration : Cas de CASTELLS Madagascar, citée et extraite dans le cadre de l'évaluation externe du programme BAMEX .2008**

La société espagnole Semilas Certificadas Castells est spécialisée dans la recherche, la sélection, la production et la commercialisation de semences certifiées de riz sur le marché européen. afin de développer la filière riz, en particulier dans la région Alaotra Mangoro, BAMEX a appuyé et a facilité l'installation et le développement des activités de Semilas Certificadas Castells dans cette région.

Hébergés par le FCPA, le BCI Ambatondrazaka et Castells Madagascar ont bénéficié des appuis logistiques de BAMEX. Castells a également été assisté dans la commercialisation de ses produits. Grâce à la mise en relation effectuée par le BCI Alaotra-Mangoro, les CKH sont devenues des distributeurs de semences de Castells.

I.5. Distributeurs d'intrants

En ce qui concerne la distribution de semence, il a été constaté que c'est très rare d'en trouver des professionnels du domaine. Les distributeurs rencontrés tels que MIZAMI et INTERCEM à Toamasina et Bon Grain et VETO Tantsaha à Ambositra, disposent des boutiques d'intrants. Leurs marchandises sont constituées essentiellement d'engrais, de produits phytosanitaires, de matériels et d'équipement agro-véto, mais avec de très faible proportion de semences. La raison en est que c'est un marché très aléatoire, disent les opérateurs, et l'action des projets et de l'Etat qui injectent des semences gratuites les démotivent.

Toutefois, il y a des points de ventes détenus par des distributeurs professionnels comme AGROTECH à Mangarivotra Toamasina, l'Importateur Distributeur comme ITA. Ces professionnels ont respectivement leur terrain d'expérimentation et des GPS partenaires. Seulement, selon ses derniers, le développement des marchés de semence serait limité par l'absence de campagne de vulgarisation et de sensibilisation efficace sur l'utilité des semences certifiées. Sans programme de

développement de filières agricoles de priorité nationale, l'évolution de ce type de distributeur professionnel reste limitée.

Par ailleurs, plusieurs types de facilitation ont déjà été développés dans le pays pour appuyer la commercialisation des intrants en général, l'expansion et développement des activités des coopératives, le financement de la production des associations paysannes, la promotion de l'utilisation des semences et des engrais améliorés auprès des paysans...

➤ **Illustration : Le fonds FCPA, citée et extraite dans le cadre de l'évaluation externe du programme BAMEX .2008**

Après la crise de 2002, le Gouvernement malagasy a décidé de mettre en place le Fonds de Commercialisation du Paddy ou FCP, dont la gestion a été confié au programme LDI de l'USAID. L'objectif était d'aider les petits producteurs à écouler leur paddy à un prix rémunérateur et d'assister les opérateurs riziers pour qu'ils reprennent leurs activités.

A partir du 3 juin 2004, le FCP est devenu FCPA ou Fond de Commercialisation des Produits Agricoles. Fonctionnant sous forme de tierce détention, le FCPA est un mécanisme de financement au profit des opérateurs économiques et des associations paysannes. Les banques commerciales, BNI-CL, BFV-SG et BOA ont accepté de mobiliser leurs propres ressources, en partenariat avec le FCPA. L'objectif est de financer la collecte et l'entreposage des produits agricoles non périssables (bruts ou transformés) et des produits de qualité, répondant à des normes précises (Paddy/riz, maïs, arachide, haricot, huiles essentielles, oléorésines, girofle, cannelle, piment sec, raphia,...).

14 associations paysannes de la région Alaotra- Mangoro ont bénéficié d'un financement du FCPA d'un montant de 5066,1 millions d'Ariary durant la campagne 2007 - 2008. Ce montant a été alloué pour l'achat de semences et d'engrais.

L'Opération de Crédit Intrants (OCI)

Le Gouvernement, associé à la Délégation de la Commission Européenne à Madagascar et au Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France à Madagascar dans le " Comité Interministériel pour l'appui au crédit intrants " a lancé au début du mois de décembre 2004 l'opération « crédit intrants agricoles » (OCI).

L'OCI visait à mettre à la disposition simultanée des paysans :

- des engrais et des semences sélectionnées nécessaires à une augmentation de la production et des rendements agricoles,
- de petits matériels agricoles,
- des conseils permettant leur bonne utilisation par l'intermédiaire d'un maître d'œuvre technique vulgarisant un paquet technique,
- des prêts à taux réduit (bonifié) par l'Intermédiaire des IF, nécessaires à leur réalisation.

L'opération a été réalisée en partenariat avec les IMF intervenant en milieu rural et les spéculations

concernées sont le riz et le maïs. 11 régions ont été concernées, 12 IMF dont 9 URCECAM, 2 OTIV et le réseau Fivoy (antérieurement dans le cadre de ICAR -PHBM). Les régions de la présente étude qui sont concernées sont : Analamanga, Amoron'I Mania et Menabe et Lac Alaotra.

Quelques chiffres à propos de l'OCI et de ses impacts:

- L'OCI représentait le ¼ du volume d'octroi des IMF ;
- 70% des bénéficiaires de l'OCI étaient à leurs premiers emprunts ; 89% pour l'Urcecam Sofia ; 88% Urcecam Menabe ; 64,7%, Urcecam Cecam Analamanga ; 75% OTIV Tana : 38% Urcecam Amoron'I Mania ;
- Le montant moyen du crédit par bénéficiaire était de 298 678 Ar dont en moyenne 6,93% ont été utilisé pour l'acquisition de semences sélectionnées ; 1,8% avec OTIV Tana, 8,7% Amoron'I Mania, 8,3% , 9,6% Menabe, 12,8% Lac Alaotra;
- La quantité déclarée de semences améliorées utilisées est relativement importante pour les bénéficiaires 14,3 kg/ha contre 8,4 kg/ha pour les témoins ;
- En moyenne 51,61% du crédit ont été utilisé pour la main d'œuvre ;
- Le rendement moyen est passé de 2,12t/ha à 2,57t/ha soit une hausse de 21% ;
- Une augmentation de la production de 26,18%, liée surtout à l'accroissement des surfaces exploitées ;
- Une augmentation des revenus, 52,32% (contre 46,18% pour les témoins non bénéficiaire de l'OCI) ;
- Une hausse de la proportion de la pratique du SRA et du Semis direct contre une diminution de la pratique du système traditionnel et légèrement du SRI ;

Eu égard de ces quelques résultats, on peut avancer que l'OCI a eu des effets positifs , néanmoins, il est à noter que les résultats sont plutôt mitigés si on se réfère aux écarts constatés entre les bénéficiaires de l'OCI et les témoins (non bénéficiaires) par rapport à certains indicateurs, comme l'utilisation de la main d'œuvre, du NPK, de l'urée , des semences améliorées et la pratique de la SRA.

Par ailleurs, la mise en œuvre de l'OCI a connu quelques défaillances, d'où les principales recommandations qui ont été émises à l'issue de son évaluation :

- L'opération ne doit pas être menée d'une façon ponctuelle ou sporadique, son interruption peut bouleverser les opérations des IMF et leur relations avec leurs membre/clients (reprise du taux d'intérêt habituel, diminution du volume d'octroi), sa reconduction devra supposer une continuité sur plusieurs années ;
- Pour assurer un meilleur impact, l'organisation des différents acteurs doit être mise au point bien avant le démarrage de l'opération afin d'éviter surtout les retards d'acquisition des intrants et de mise en place des organismes d'appui technique, ces genres de désagréments sont en évidence défavorables à la réussite d'une campagne ;
- Une coordination nationale des opérations relatives aux intrants est également à assurer pour éviter les distorsions générées par les pratiques parallèles de l'approche « crédit » et l'approche « don » dans une même localité.

I.6. Expériences d'autres projets

➤ **Projet PSASA : Projet de Sécurisation de l'Approvisionnement en Semence de l'Androy**

En janvier 2009, le GRET a démarré le PSASA, un projet visant à garantir la disponibilité et l'accessibilité des semences de qualité pour la Région Androy. Le Projet doit garantir une production annuelle de 60 tonnes de semence pour la Région Androy. Pour ce faire, son plan d'action a prévu :

- La mise en place et la structuration d'un réseau de paysans multiplicateurs de semences, ainsi que la pérennisation de l'activité d'un centre de production de semence (Agnarafaly). Une partie de ces semences est constituée de variétés introduites et sur lesquelles un effort de vulgarisation doit être fourni.
- La mise en place et la structuration d'un réseau de vente de proximité pour permettre la commercialisation de 20 tonnes de semences par an.
- Un Volet portant sur la diffusion des techniques d'agro écologie, permettant d'assurer une agriculture durable.
- La mise en place d'une instance de concertation entre acteurs de sécurité alimentaire pour définir un plan d'intervention en cas de sécheresse.

Des collaborations avec des institutions spécialisées sont engagées par GRET pour asseoir les perspectives de PSASA, notamment : FAO, FOFIFA, GSDM, ONG TAFa, et AMPELA MITRAOKE et VEHIVAVY MIANALA qui sont des associations de femmes pépiniéristes formées par GRET.

➤ **Unité de Gestion et de Réduction des risques et de catastrophes de la FAO**

La FAO dispose en son sein d'une Unité de réponse d'urgence aux risques occasionnés par les catastrophes naturels. Ce volet a comme principal objet la mise à disposition de semence aux paysans vulnérables, victimes de dégâts cycloniques et de famine occasionnée par la sécheresse.

Cela fait deux ans qu'un volet d'Appui au Système de Production Semencière a été mis en place et opérationnel, au niveau de la FAO. L'objectif est de promouvoir les GPS en vue d'assurer la fourniture locale en semence de qualité des paysans dans les zones vulnérables en cas de catastrophe, pour permettre la distribution et le semis immédiat. Les premières approches consistent à la fourniture gratuite des semences base et de package d'encadrement. Puis, à la récolte, la FAO rachète une partie pour constituer le stock de contingent de sécurité (pré positionnement) au niveau de ces zones. Les variétés sont choisies en concertation avec les paysans de la zone. A terme, cette initiative constitue une étape de redynamisation du système semencier à Madagascar.

L'équipe de la FAO collabore avec les Services déconcentré de l'Agriculture et des ONG locales dans l'identification des groupements, après une campagne de sensibilisation. Un minimum de critères en est établi notamment : le niveau de motivation, la capacité d'apprendre et l'adaptabilité des terrains à leur disposition.

Le volet apportera régulièrement des semences de base aux GPS sélectionnés, tout en assurant :

- Les formations nécessaires en technique et organisation de la production de semence,
- Les encadrements nécessaires,
- Le suivi, et
- Les stratégies de retrait ou de pérennisation.

La FAO a également prévu le renforcement de capacité de suivi des services déconcentrés de l'Agriculture pour les zones concernées.

II. Expériences dans d'autres pays

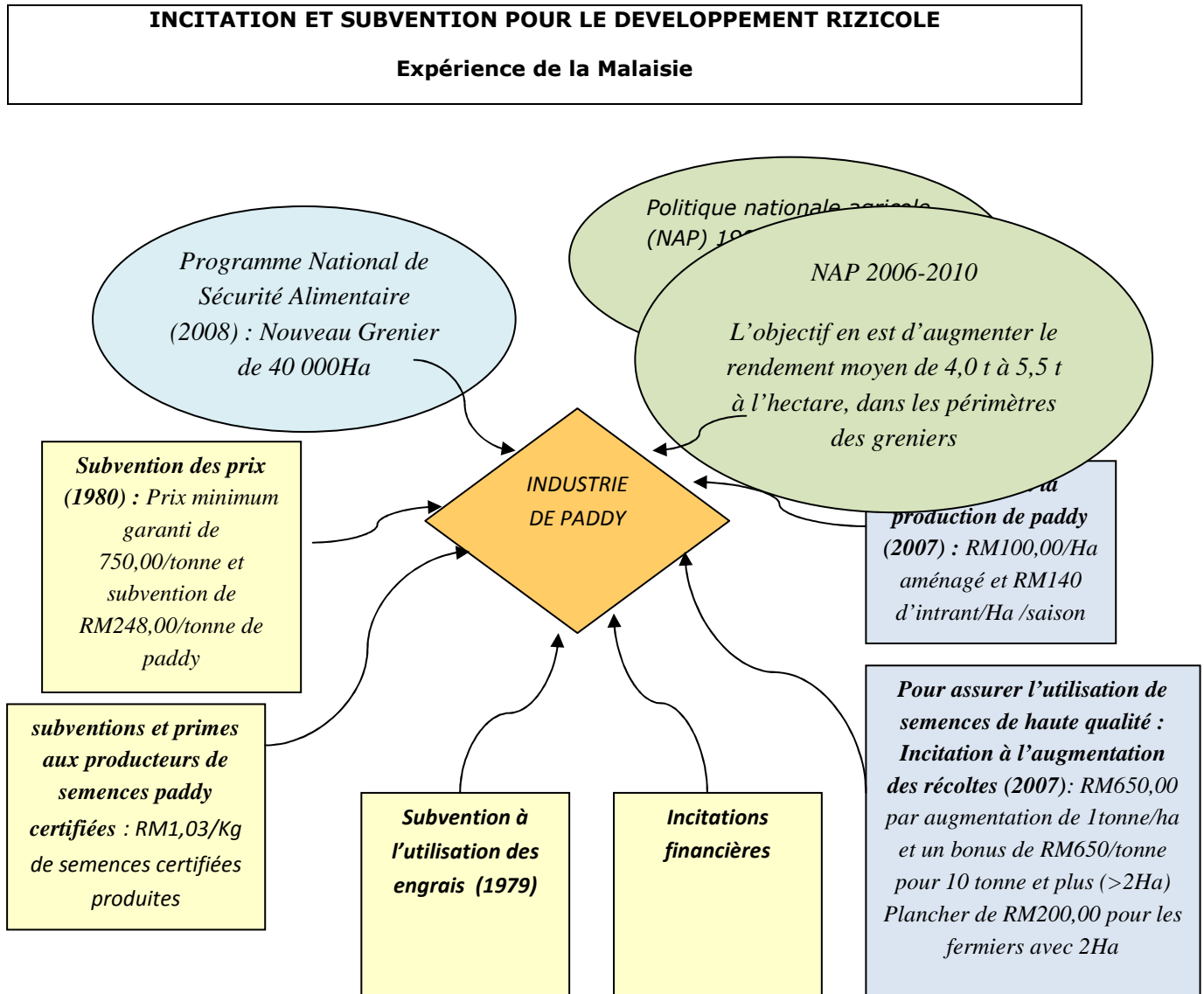
II.1. L'expérience de la Malaisie

- **Expérience de la République de la Malaisie :** Appuis gouvernementaux au développement des filières de priorité nationale

La Malaisie est l'un des pays grenier en riz de l'Asie, son programme national de sécurité alimentaire (2008) a prévu la mise en place d'un nouveau grenier de 41 000 Ha. L'Etat, à travers ce programme et les deux dernières politiques nationales agricole (NAP 1998-2010 et NAP 2006-2010), a prévu des appuis conséquents aux Entreprises Semencières. Des systèmes de prime ont été adoptés : RM 141,03/KG de semences certifiées produites, et (i) des subventions et primes aux producteurs de semences certifiées ;, (ii) des systèmes d'incitation à l'utilisation des semences certifiées au bénéfice des producteurs de riz en fonction des superficies aménagées et du tonnage de production annuellement réalisés : RM651,00 par augmentation de 1 tonne sur le rendement à l'hectare et un prix minimum garanti de RM751,00 par tonne de paddy. L'objectif en est d'augmenter le rendement moyen de 4,0 tonnes à 5,5 tonnes à l'hectare, dans les périmètres des greniers.

¹⁴ RM : Unité monétaire de la Malaisie

Figure 5. Schéma du système d'incitation et de subvention pour le développement rizicole.Malaisie



II.2. L'expérience de l'Inde

➤ Expérience de Gestion intégré de banque de Gène en Inde

« Il s'agit d'une approche logique de conservation *in situ*, *in situ on- farm* et *ex situ* impliquant les exploitations agricoles familiales et intégrant plusieurs stratégies telles que l'établissement de banque de gène communautaire (conservation *ex situ*, stockage à moyen terme), banque de semence communautaire et jardin de plante médicinale communautaire (conservation *ex situ* au

niveau village), et conservation communautaire participative de variétés de cultures traditionnelles au champs (conservation *in situ* et *in situ on farm*)...

A Chennai : Les activités des banques de Gène Communautaire ont apporté d'importants résultats en matière de : Collection de germoplasme (des dizaines de cultivars traditionnels de paddy et de germoplasme sauvage), des duplicatas de ces collections ont été déposés avec la National Gene Bank à la National Plant Genetic Resources (NBPGR), New Dehli.

Des essais de multiplication à Jeypore, avec accession de 18 Banques de Gène Communautaires. Les souches collectées sont préservées dans les Banques de Gène Communautaires à la Fondation MSSRF.

Le Système de Gestion Communautaire de Gène, de Semence et de Grain a été initié dans trois Districts très riche en biodiversité en vue de conserver la biodiversité et de réduire la pauvreté, sans perdre de vue les besoins des communautés locales et les bases génétiques recherchées. C'est un système qui devrait permettre de développer un mécanisme qui lie la conservation et la commercialisation dans une approche de renforcement mutuel.

« D'après la FAO (Food and Agricultural Organization), les droits des cultivateurs se réfèrent à 'des droits qui remontent du passé, du présent et des contributions futures des paysans producteurs dans la conservation, l'amélioration et dans la mise à disponibilité des ressources génétiques, en particulier celle dans le contexte d'origine et de diversité. Le principe d'équité incorporé dans la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) est similaire au concept du 'droits des cultivateurs' développé par la FAO. L'article 8(j) de la CDB offre une opportunité pour le respect et la reconnaissance des cultivateurs-conservateurs dans le partage de bénéfice.

Les Exploitations Agricoles Familiales vivant dans les coins reculés ou enclavés comprennent mal ce qu'est le développement moderne, et continuent encore de cultiver les variétés traditionnels et du terroir. Dans un juste sens, il reste des conservateurs des richesses génétiques de valeur. L'urbanisation et la demande incessante de terre à cause de la croissance démographique exercent, au contraire, une pression sur le monde tribal. Partant de cela, il est urgent de conserver les ressources génétiques menacées dans le monde tribal. Le Scarascia Mugnoza Genetic Resources Center au sein de la Fondation de Recherche Swaminathan (MSSRF) a développé des Banques de Gènes Communautaires comme facilité pour la conservation du terroir et des variétés populaires, et se comporte comme un Centre de référence qui offre à tout moment un accès facile aux communautés d'agriculteurs. Etant encadreur de ces communautés, il les aide à trouver les reconnaissances et le prix pour leur précieuse contribution à la conservation. »

Extrait du Rapport Annuel 2000-2001 du Centre For Research on Sustainable Agricultural and Rural Development MSSRF, CHENAI

De ces expériences, on doit noter les appuis de l'Etat aux systèmes de conservation et de maintenance des collections d'espèces cultivées et des ressources génétiques.

QUATRIEME PARTIE : OFFRES ET DEMANDES DE SEMENCES AMELIOREES

L'évaluation de la situation des offres et demandes est faite à deux niveaux : au niveau national et niveau des zones d'intervention de PARECAM.

I. Offre et demande au niveau national

A l'état actuel de la filière semence à Madagascar, les données statistiques consolidées relatives à l'utilisation des variétés et semences améliorées ainsi que leur dynamique ne sont pas statistiquement exploitables. En effet, les données disponibles sont incomplètes et disparates. L'évaluation de la situation est réalisée par le biais des illustrations des faits suivants :

➤ 1% d'adoptions des semences améliorées à Madagascar

Les résultats de l'adoption des semences améliorées sont interprétés par l'importance de l'utilisation des semences améliorées ou traditionnelles dans les parcelles des producteurs. Le recensement agricole réalisé par le Ministère de l'agriculture en 2004-2005 a enregistré que l'adoption des semences améliorées concerne seulement 1% des parcelles cultivées.

- **La situation des offres et des demandes en semences améliorées** est présentée en Annexe 9. Les données présentées ne permettent pas de dégager ni une tendance ni une relation entre les offres et les demandes. Les principaux constats émis lors la journée semence organisée par le MAEP en octobre 2008 sont repris dans l'encadré ci-dessous :

Quelques grands points de la journée semence du MAEP du 08/10/08

A. Situations observées :

- Les informations obtenues ont montré l'insuffisance de la coordination des activités du sous-secteur semence.
- La distorsion entre les objectifs de la SNS et la RVD
- La mise en exergue des rôles à jouer par les CSA dans la collecte d'informations sur les besoins et disponibilité en semences au sein des districts
- L'importance du suivi de l'utilisation des semences

B. Problématique

- La majorité des agriculteurs n'utilisent pas des semences améliorées pour diverses raisons,
- Pouvoir d'achat faible,
- Non disponibilité de semences,
- Mentalité (habitude à la gratuité),
- Retard dans l'approvisionnement en semences,
- Les semences proposées sont les mêmes pour toutes les régions (ne tiennent pas compte des caractéristiques agro-écologiques),
- Désorganisation dans la production des semences et dans leur distribution.

C. Recommandations de la journée:

- *Elaboration de plans d'actions triennaux par région,*
- *Mise en place d'un Système de collecte d'informations fiable et rapide sur les offres et demandes en semences,*
- *Réunion périodique du comité « Semences ».*

D. Attendus du MAEP

Pour chaque région, en matière de production de semences, identifier :

- *les besoins*
- *les objectifs de production*
- *les acteurs*
- *les rôles de chaque acteur.*

✓ **Difficulté des centres de recherche à établir une programmation de production de semences de pré-base / de base**

Faute de moyens et de commande, les centres de recherche ne sont pas en mesure d'anticiper la production. Des faits sont enregistrés pour les cas de manque de semences de riz, de pommes de terre, de maïs pour les besoins du programme PARECAM à son démarrage. Ces institutions ont pourtant les capacités techniques et infrastructurelles de satisfaire les besoins en semences de pré-base ou de base.

✓ **Cas de la FOFIFA**

Les stations de FOFIFA sont sous exploitées. Le cas du centre CALA au Lac Alaotra montre qu'il n'exploite que 10% de ses capacités physiques en 2008¹⁵: seulement 2,5 Ha sur les 10 Ha de terrain de culture pluviale sont exploités, et 10 Ha sur 100 Ha de rizières irriguées sont mis en valeur.

La situation des offres du FOFIFA sur les cinq dernières années (Cf. Annexe 10) montre que seul le riz et maïs ont fait l'objet de production de semence. Les quantités produites sont très peu par rapport aux potentialités des superficies disponibles et ne pourra pas satisfaire les besoins du seul programme PARECAM. Lors de nos entretiens avec les responsables du FOFIFA, il a été noté que :

- La production de semences est fonction de ses possibilités actuelles, et nécessite la passation des commandes au moins une année à l'avance ;
- Une programmation nationale de la production de semence devrait être établie au moins pour trois ans ;
- L'absence de stocks de sécurité est due à l'insuffisance de budget, et le centre a des difficultés à assurer la maintenance des collections variétales.

¹⁵ Support de présentation du MINAGRI. Journée semence octobre 2008

✓ Cas de la FIFAMANOR

La perception des producteurs des notions de variétés et de semences ainsi que le taux d'utilisation et de renouvellement des semences améliorées rend difficile la vulgarisation des semences ainsi que la programmation de leurs productions. A défaut de résultats plus récents, il a été repris ci-après les résultats d'une enquête menée à Antsirabe dans le cadre de l'étude de la viabilité de la filiale semence de FIFAMANOR¹⁶:

- Les notions de variété et de semences ne sont pas clairement distinctes pour la grande majorité des producteurs ;
- Il y a confusion entre les qualités techniques des semences (taux et vigueur de germination, pureté génétique) et les gains génétiques apportés par la variété (durée de cycle, qualité du produit, adaptation à la résistance aux parasites et stress ...) ;
- L'auto-approvisionnement se situe à plus de 54 % ;
- L'ancienneté des durées d'utilisation des semences améliorées varie de 7 à 11 années (cf tableau ci-après) :

Tableau 14. Origine et ancienneté moyenne d'utilisation des semences améliorées

Origines des semences	Espèces végétales				
	Riz irrigué	Riz pluvial	Pomme de terre C.S	Haricot	Maïs
S. certifiées	2,6 %	29,5 %	20,1 %	5,2 %	0,9 %
S. tout venant achetées	9,9 %	9,3 %	18,8 %	17,2 %	16,3 %
S. autoapprovisionnement	86,9 %	54,3 %	56,4 %	77,7 %	86,9 %
Ancienneté moyenne (années)	10	7	7	9	11

Source : Extrait du rapport sur l'étude de viabilité de la filiale semence du FIFAMANOR

✓ Cas de l'ASEB

ASEB « Association des Exploitants du Betsileo » ayant son siège à Est Vinany Ambositra, est une Entreprise professionnelle de production et de distribution de semences¹⁷. ASEB présente un aspect assez caractéristique de l'offre et de demandes en semence améliorées. En effet, l'association ASEB :

- produit des semences pour ses membres et non membres mais sur la base de commandes préalables ;
- respecte le schéma de production de semence officiel partant des semences de pré-base aux semences commerciales ;
- assure le conditionnement et la distribution de ses semences ;
- encadre ses membres sur les techniques d'intensification notamment le SRI et les associations de cultures pluviales ;
- organise annuellement des séances de vulgarisation et de sensibilisation sur ses parcelles de démonstration ;
- tient un registre des acheteurs de semences pour des raisons de traçabilité ;

¹⁶ Henry FEYT. ; Patricio MENDEZ. ; Clet Pascal RAVOHITRARIVO. ; Eliézer RABENJANAHARY.1999 ; Etude de la viabilité de la filiale semence de FIFAMANOR dans le cadre du désengagement de l'Etat.

¹⁷ Le schéma d'organisation et de multiplication de semences de ASEB sont présentés en Annexe 8

- dispose d'un système de multiplication sous contrôle du SOC ;

Les productions de semences commerciales réalisées par ASEB durant les trois dernières années sont relatées en Annexe.11.

II. Offres et demandes au niveau PARECAM

Au niveau des régions d'intervention du programme, les taux d'utilisation des semences améliorées sont encore très bas. Selon le recensement agricole 2004-2005 ci-après, ces taux tournent autour de 1% avec, particulièrement 4,46% à Alaotra-Mangoro.

Tableau 15: Taux de parcelles ayant fait l'objet d'utilisation de semences améliorées

Régions	Menabe	Melaky	Alaotra Mangoro	Atsinanana	Analanjirifo	Analamanga	Itasy
Taux	0,95%	1,09%	4,46%	1,12%	0,71%	1,17%	1,40%

Régions	Sofia	Amoron'i Mania	Haute-Matsiatra	Vatovavy Fitovinany	Androy	Anosy
Taux	1,00%	1,33%	2,04%	1,05%	0,18%	0,95%

Source : Recensement agricole 2004-2005

A ce niveau de l'étude, on peut déjà mentionner les observations générales sur l'offre et la demande en semences améliorées suivantes :

- Les données statistiques des besoins et des offres ne sont pas entièrement disponibles. Ces données sont incomplètes et éparpillées aussi bien dans l'espace que dans le temps ; elles se révèlent donc difficilement consolidables ;
- Les besoins en semences exprimés dans les différents rapports des projets sont constitués, soient des besoins liés à l'existence marché (cas de l'oignon, de la lentille et du haricot) soient des besoins établis à partir des objectifs du programme;
- Au démarrage du programme, il n'existait pas de chaînes formelles de multiplication et de distribution de semence ; le manque de semence de base et de pré-base a donc énormément handicapé le programme. Les projets démarraient leurs activités en utilisant les semences de base provenant soit des centres de recherches, soit des CMS, ou des semences achetées sur les marchés mais de qualité non satisfaisante;
- Au stade actuel du programme, il n'existe pas une situation consolidée des capacités¹⁸ de production des CMS et des GPS, qui devrait permettre d'établir l'offre. En effet, seules les quantités de semences distribuées et produites à travers les actions des projets sont mentionnées dans les différents rapports.

¹⁸ En termes de superficies, de personnels techniques et de matériels

- Les établissements semenciers (CMS, GPS) impliqués dans le programme n'ont pas encore les capacités optimales d'assurer leur fonction d'établissement semencier; leur redynamisation fait partie des activités du programme PARECAM.

Considérant ce bref rappel des observations, l'évaluation des offres et des demandes ne peut se faire que sur la base d'un certain nombre d'hypothèses dont :

- Les objectifs du programme pour chaque zone d'intervention, en termes de superficies nouvellement aménagées et anciennes superficies intensifiées ;
- Les itinéraires techniques d'intensification vulgarisés ;
- Les coefficients de multiplication appliqués par les projets ;
- Les taux de renouvellement appliqués ainsi que le taux d'utilisation des semences améliorées tirés des résultats du dernier recensement agricole ou des études récentes.

En effet, les offres peuvent se définir par les capacités des établissements semenciers (Recherche, CMS, GPS/PSI) à mettre sur le marché et en stock de sécurité une certaine quantité de semences améliorées. Ceci ne traduit pas forcément les capacités de répondre à des demandes. Au stade actuel du programme, il n'existe pas de données statistiques sur les ventes de semences réalisées par les boutiques, ni une situation consolidée des capacités de production de ces établissements semenciers, dont la somme devrait représenter les offres.

CINQUIEME PARTIE : ANALYSE ET DIAGNOSTIC

I. Analyse FFOM du système semencier à Madagascar

Partant de ce cadrage global et des informations recueillies dans la partie des Etas des Lieux, le tableau d'analyse de l'industrie semencière (présenté en Annexe 12), dans sa situation actuelle, a été établie suivant la grille PESTEL : Environnements **Politique**, Environnement **Economique**, Environnement **Sociologique**, Environnement **Technique/technologique**, Environnement Ecologique, et Environnement **Légal/institutionnel**. Les principales observations tirées du tableau détaillé de l'analyse FFOM du système semencier sont les suivantes:

Il est indéniable que Madagascar a des atouts pour développer son système semencier :

- L'existence des documents stratégiques, notamment la SNS et les textes d'application ;
- L'existence du Service officiel de contrôle ;
- La prédominance de la population agricole : 80% de la population sont des agriculteurs ;
- Les vingt millions de consommateurs potentiels des produits agricoles ;
- De larges opportunités de marchés agricoles sont offertes par les marchés régionaux et internationaux;
- Les soutiens de plusieurs partenaires techniques et financiers aussi bien nationaux qu'internationaux ;
- La pluralité des résultats des centres de recherche FOFIFA; l'élaboration et la première édition d'un catalogue nationale des espèces et variétés cultivées à Madagascar ;
- Le développement progressif de l'offre de services financiers ruraux par les IMF ;
- La mise en place des CSA ;
- La mise en place des FRDA pilotes qui prévoit entre autres la facilitation de l'accès des crédits aux ruraux ;
- Existence de centres de formation agricoles malgré le déséquilibre dans la répartition entre les régions.

Toutefois, il reste beaucoup de défis à relever pour l'instauration d'une industrie semencière viable à Madagascar :

- La mise en application des textes réglementaires requiert une volonté étatique afin de sécuriser les investissements ;
- Le fonctionnement du système semencier demande une coordination interministérielle forte en termes de politique de crédit et d'homogénéisation des approches d'intervention du gouvernement et des projets concernant les semences ;
- Face aux aléas du marché de semences, 80% des CMS ne sont pas fonctionnels ; la viabilité de l'industrie dépend beaucoup du professionnalisme et de l'agressivité des opérateurs économiques en aval, notamment les agro-industriels et les exportateurs. Même le CMS d'Anosiboribory situé dans la région de l'Alaotra Mangoro, dont le taux d'utilisation de semences est la plus élevée, a déjà vécu d'importantes méventes, 80% de la production ont été vendues à titre de riz de consommation.
- La nécessité de relever certains défis culturels face à certaines habitudes et comportements, notamment :
 - la prédominance du système de collecte classique, pratiqué depuis l'ère coloniale achat de « tout venant » (sans exigence préalable) à bas prix et triage ultérieur pour classer les produits en semences.

- le faible niveau d'éducation à la consommation de produit de qualité: l'absence de campagne de sensibilisation sur l'importance des propriétés organoleptiques, des apports nutritionnels et des fragrances des produits agricoles.
- Enfin, la faiblesse de l'Etat dans le contrôle de la chaîne de production de semences, par l'insuffisance (voire l'absence) de budget pour disposer des moyens humains et matériels nécessaires, constitue un frein aux initiatives privées vers la promotion des semences certifiées.

II. Analyse socio-économique

Cette partie de l'étude analyse est partie du questionnement : quels sont les facteurs causant « la très faible adoption des semences améliorées par les EAF » qui constitue la problématique centrale de la filière semence à Madagascar. Les causes recensées par la mission notamment au niveau des exploitants agricoles familiaux sont les suivantes :

- 1- **l'attitude conservatrice des EAF:** l'expression « il est difficile de changer les habitudes » est fréquemment utilisée par les EAF et ce, malgré que la notion de « semence » a une certaine importance pour les paysans ; exemple, la plupart des EAF et en particulier les PST effectuent systématiquement un tri de la récolte. Les Paysan Semencier Traditionnel sont les recours des paysans quand aucune semence n'est plus disponible au niveau des ménages. Cette attitude conservatrice est accentuée par l'accès facile aux semences ordinaires qui sont prélevées des récoltes des années passées ou échangées entre paysans. Pour la majorité des EAF il est encore inconcevable d'acheter les semences de culture à des prix trois fois plus élevé que ceux des produits destinés à la consommation.
- 2- **la méfiance envers la performance des semences améliorées,** suite à des expériences malheureuses : faible taux de germination, faible résistance aux maladies, récoltes hétérogènes, faible rendement ...Des cas de falsification des produits se sont déjà produits. En effet, certains vendeurs de semences conditionnent des semences ordinaires dans des sachets portant les marques de producteurs de semences plus reconnus.
- 3- **la méconnaissance de l'avantage économique** quant à l'utilisation de semences améliorées : les paysans n'ont pas d'informations précises sur les bénéfices que peuvent procurer l'adoption des SA si les autres éléments du « paquet technique » garantissant l'optimisation de la production sont réunis.
- 4- **la difficulté de réunir « le paquet technique » requis** par l'utilisation des semences améliorées : la majorité des EAF n'ont pas suffisamment les moyens financiers pour faire face aux coûts supplémentaires engendrés par l'utilisation des SA, alors que le crédit formel est encore difficile d'accès. Bon nombre d'EAF se plaignent de la hauteur de la garantie exigée et du niveau du taux d'intérêt appliqué par les IMF.
- 5- **l'opacité du marché de commercialisation** des produits agricoles qui se présente sous divers angles :
 - a. les produits agricoles n'ont pas de preneurs. Leurs ventes demeurent aléatoires, et certaines localités ont déjà connu des méventes en masse,
 - b. les produits ne sont pas compétitifs en termes de caractères organoleptiques, et s'ils sont écoulés, c'est souvent à prix dérisoire,
 - c. le manque d'organisation de la vente met les collecteurs en position de force pour fixer arbitrairement le prix au détriment des intérêts des paysans producteurs.

6- **la non disponibilité des SA** se présente sous diverses formes :

- a. les semences disponibles au niveau des points de vente ne correspondent pas aux semences recherchées par certains paysans qui en éprouvent les besoins.
- b. les semences ne sont pas disponibles au moment opportun ; en effet, les demandes ne sont pas exprimées, et les productions ne sont pas planifiées ;
- c. Peu de points de vente des semences sont à proximité des EAF ; Ce qui favorise l'utilisation de semences ordinaires accessibles sur place

La schématisation sous forme d'**arbre à problèmes** de ces causes multiples de la très faible utilisation des SA est présentée par la figure 6. Pour qu'un système semencier soit durable, il faudra tenir compte de la levée de ces différentes contraintes. L'intégration des actions nécessaires en vue de l'augmentation du taux d'adoption des SA par les EAF a débouché sur la figure 7 qui représente l'**arbre des solutions**.

Figure 6. Arbre à problèmes de la problématique centrale « la très faible utilisation des semences améliorées par les EAF »

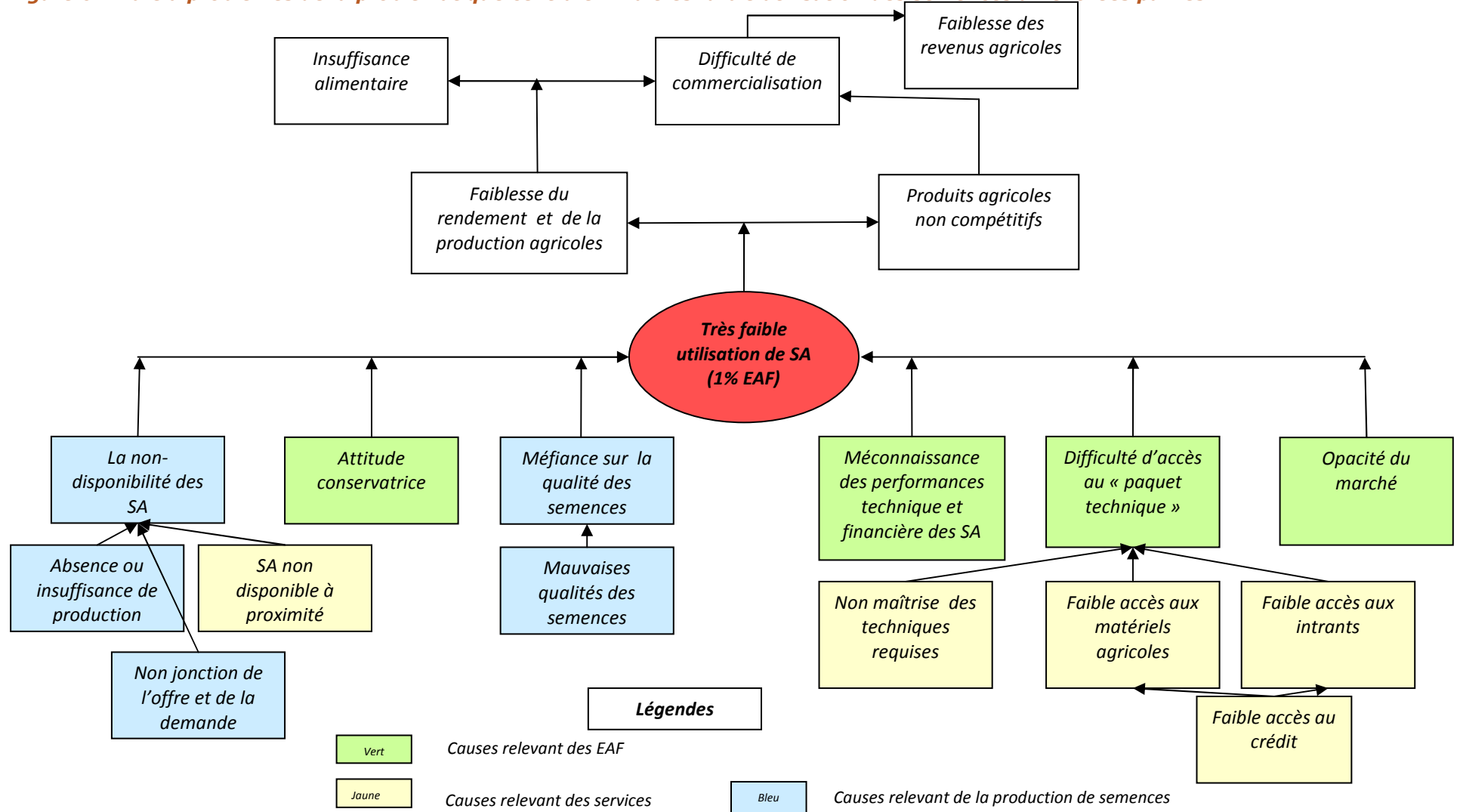
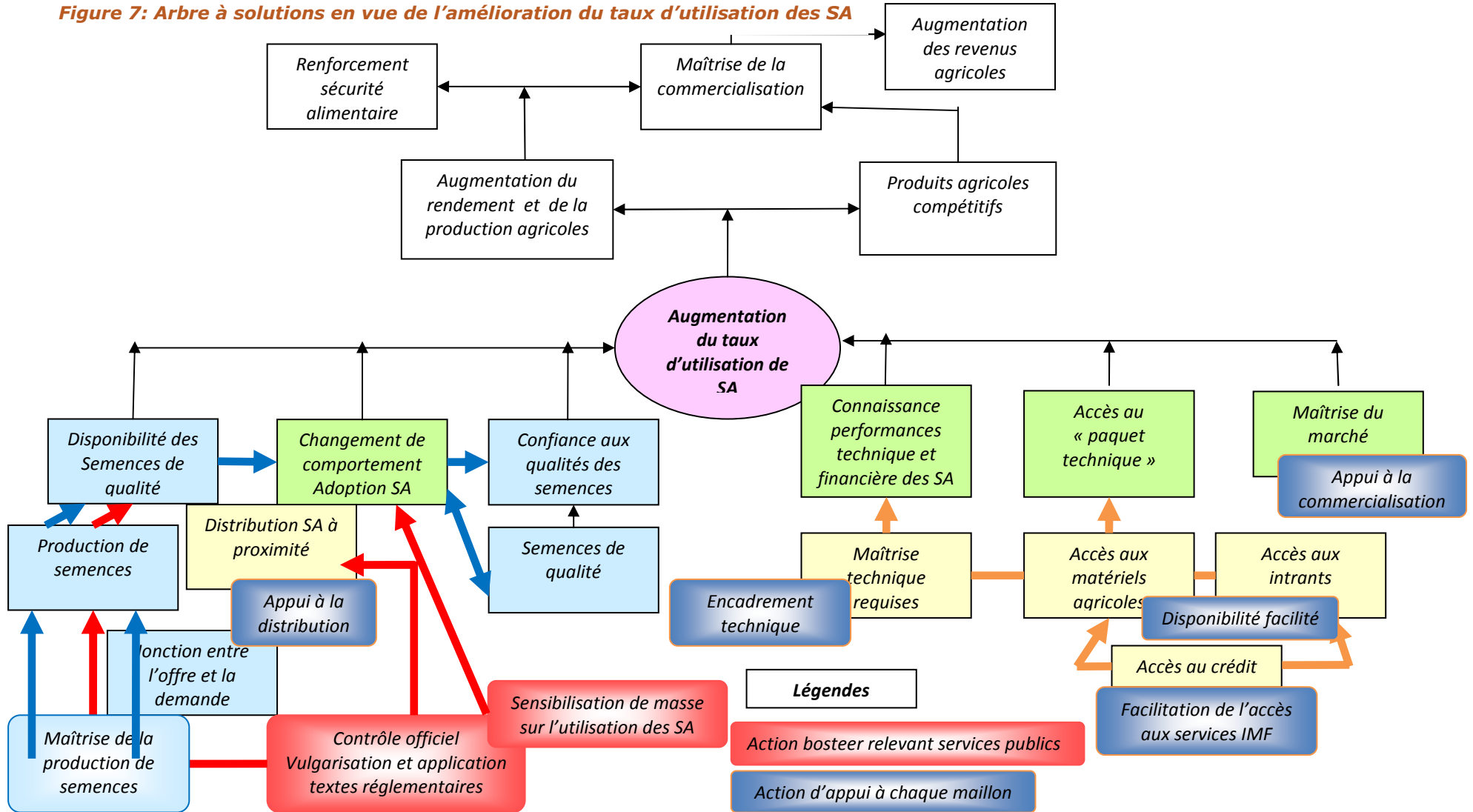


Figure 7: Arbre à solutions en vue de l'amélioration du taux d'utilisation des SA



Les résultats de l'analyse des causes de la non utilisation des SA par les EAF se rejoignent aux constats du sous secteur semence tels que décrits par la Stratégie Nationale Semencière. En effet, PARECAM intervient dans un contexte où la problématique centrale est que *"L'accroissement de rendement et l'augmentation de production restent entravés par la non utilisation à l'échelle suffisante des semences de variétés améliorées"*. La prise en considération des contraintes internes et externes à l'utilisation des semences améliorées, ainsi que les opportunités et les atouts ont amené à définir les trois principaux défis suivants :

- A l'administration, de rattraper le retard dans le développement d'une industrie semencière et d'accélérer la mise en place du système et de l'environnement requis à cet effet;
- Aux opérateurs privés, d'oser investir dans la filière semencière et de travailler en professionnels dans les différents métiers qui y existent;
- Aux bénéficiaires finaux, de changer les pratiques conservatrices et de recourir systématiquement à l'utilisation de semence et de matériel végétal performant pour la production.

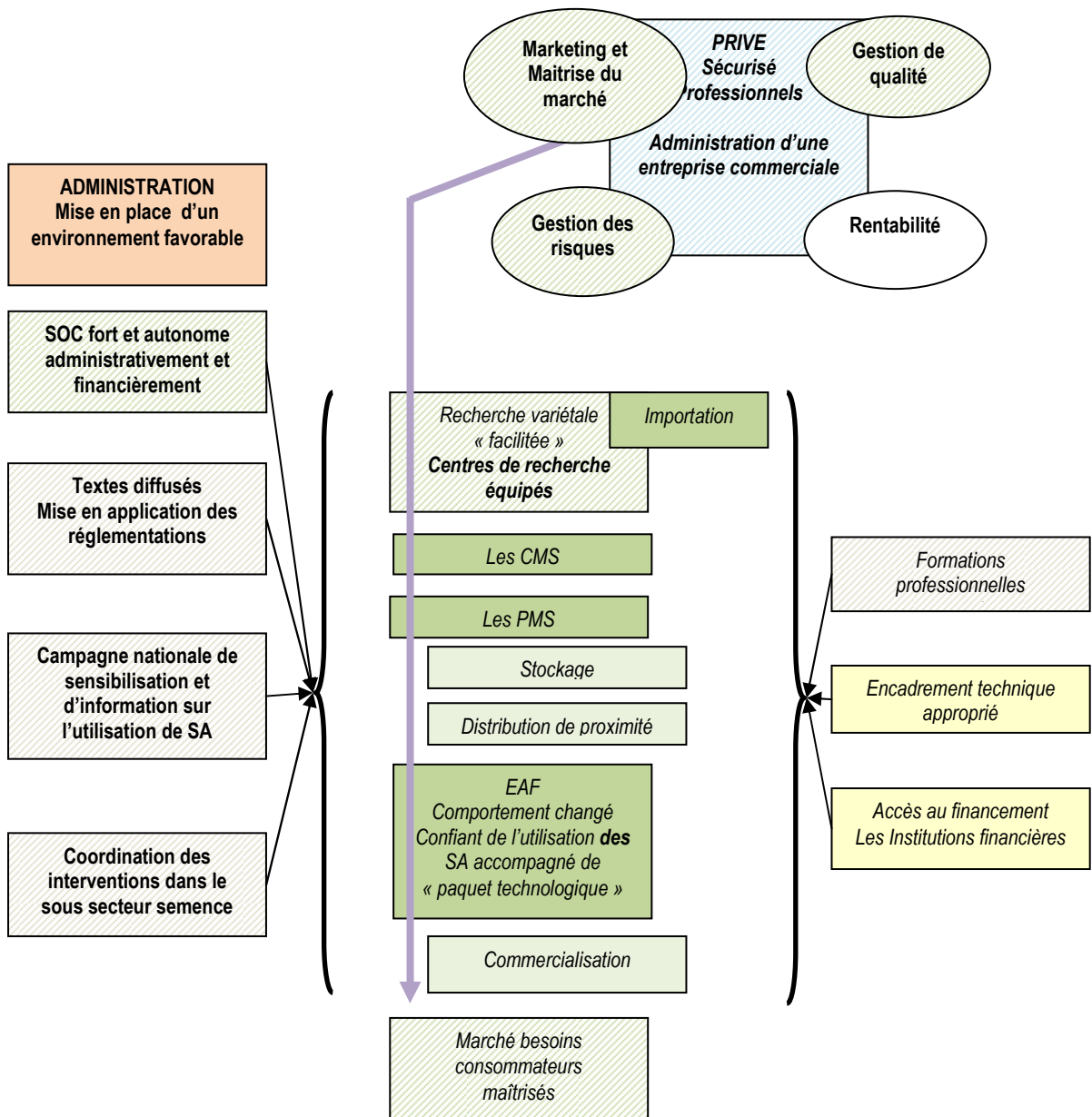
L'analyse des actions effectivement menées par les différents projets afin de pallier à ces différents facteurs socioéconomiques de l'utilisation des semences nous amène déjà à avancer les observations générales suivantes :

A ce niveau d'analyse on peut déjà avancer les leçons apprises ci-après :

- les causes de la non utilisation des SA par les EAF sont multiples, la levée de toutes les différentes sortes de contraintes est nécessaire si l'on veut renverser la tendance.
- la recherche d'un environnement sécurisant et favorable ne doit pas être négligée ;
 - (i) des actions en vue de la vulgarisation et visant l'application des textes réglementaires par les acteurs du sous-secteur semences s'avèrent indispensables (exemple : série d'ateliers sur les semences tel qu'organisée par PROSPERER)
 - (ii) des actions de sensibilisation de masse (IEC) des moyens visant des changements de comportement sont également indispensables notamment sur les avantages de l'utilisation des SA, et la consommation de produits agricoles de qualité.
- Les projets (AD2M, PPRR, PROSPERER) ont surtout cherché l'intervention du service de contrôle officiel mais les actions en vue de leur renforcement n'ont pas encore été assez manifestes.
- Il en est de même pour le centre de recherche FOFIFA, les projets (AD2M, PPRR, PROSPERER) ont cherché leur implication dans la production de semences, mais très peu d'action (ou pas) ont été menées en vue du renforcement de FOFIFA.
- La professionnalisation des établissements semenciers doit viser à ce que la production de semence soit administrée en tant qu'une entreprise commerciale. Les établissements semenciers doivent avoir les capacités à couvrir quatre aspects incontournables: la maîtrise du marché, la gestion de la qualité, la rentabilité ainsi que la gestion des risques.

La figure ci-après donne une schématisation du positionnement des principaux acteurs dans un contexte semencier pouvant être viabilisé. Cette figure nous donne une vue très générale des points d'ancrage des projets. Les cadres dont les formats à motifs rayés sont les sur niveaux sur lesquels peu (ou pas) d'actions ont été menées par les projets PARECAM.

Figure 8 : Points d'ancrage des projets par rapport à un système semencier viable



Légendes



Case non rayé : Niveau concerné par les actions PARECAM



Case à motif rayure : Niveau n'ayant pas été (ou très peu concerné) par les actions PARECAM.

III. Analyse agro-écologique

Les zones d'intervention des projets couvrent l'ensemble des neuf grandes subdivisions agro écologiques de Madagascar (cf. Carte agro écologiques en Annexe 13). Cette section n'a pas pour objet de présenter les descriptions des différentes zones agro écologiques. Par contre, il s'agit de dégager les bonnes pratiques et les leçons apprises ainsi que les facteurs limitant et favorables aux actions des projets.

- **Les bonnes pratiques et leçons apprises**

- Exploitation optimale des cultures de contre saison dans les zones favorables à ce systèmes de production telles que Nord ouest, l'Ouest et l'Est de Madagascar ;
- La culture d'oignon n'est pas recommandée dans les régions du littoral Est. Par contre, les zones agro écologiquement favorables à l'oignon sont les zones de l'ouest et central sud où les températures sont plus fraîches et le climat plus sec en saison hivernale ;
- La culture de maïs dans la région du littoral Est en contre saison permet aux producteurs de proposer des produits sans la concurrence des produits des zones de production en condition pluviale des hauts plateaux ;
- La production de semence de haricot est un exemple de bonne pratique et de leçon à retenir dans l'avenir pour l'exploitation des avantages comparatifs de natures agro-écologiques des zones d'intervention des projets ;
- Les dispositifs de productions de semence à mettre en place aurait avantage à exploiter les cycles de production de saison et de contre saison et pourrait réduire de 50 % la durée de multiplication. Les contraintes supplémentaires pouvant découler de cette démarche résident au niveau de l'évacuation et du transport des semences qui risquent d'accroître les prix de revient.

- **Les facteurs limitant et favorables**

- Il est reconnu que chaque espèce a ses besoins spécifiques en eau et températures¹⁹. Les neuf grandes zones agro écologiques de Madagascar présentent donc d'importantes potentialités pour la priorisation de développement de filières.
- Les conditions de températures élevées et d'humidité relative de l'aire dans les zones Est constituent des contraintes phytosanitaires de production et de stockage des récoltes. La situation est d'autant plus limitant dans le cadre de la production de semences saines.
- La production de semence de pomme de terre exige des températures très basses assez difficile à remplir dans les autres régions que celle de Vakinankaratra. La culture de pomme de terre reste pourtant possibles dans plusieurs régions de Madagascar y compris les zones semi-arides du sud et sud ouest.

¹⁹ L.R OLDEMEN, 1990. *An agro climatic characterization of Madagascar*. ISRIC, Wageningen.

IV. Analyse des offres, des besoins et des demandes

- **Les bonnes pratiques et les leçons apprises**

Il a été constaté lors de l'établissement de l'état des lieux que (i) les semences de pré-base et de bases provenant des centres de recherche n'étaient pas disponibles au démarrage du programme, (ii) il n'existe pas de marché de semences améliorées du moins pour les spéculations intéressant le programme, (iii) les semences améliorées produites restent encore très en deçà des objectifs du programme, (iv) les distributeurs privés ne sont pas impliqués à la vente de semences améliorées.

Dans de tel contexte, les projets devaient alors se livrer dans des pratiques hors normes en utilisant des semences « tout venant » achetées au marché et épurées par sélection massale avant la livraison aux producteurs. Néanmoins, l'utilisation de telles semences a permis d'engendrer déjà une augmentation moyenne²⁰ des rendements de plus de 50%. La large pratique des systèmes champs écoles permet l'assimilation et la démultiplication rapide des itinéraires techniques d'intensification. Ce système permet la distribution et l'utilisation par les producteurs d'importante quantité de semence améliorées.²¹

- **Les facteurs limitant**

Les facteurs limitant au développement des offres et demandes de semences améliorées sont :

- Le vide juridique limitant la capacité du SOC à exécuter pleinement sa mission ;
- L'inexistence de marché de semences améliorées ;
- L'absence de programmation de la production faute d'identification et d'évaluation des besoins réels des producteurs,
- La méconnaissance des besoins du marché en termes de quantité et de qualité de produit ;
- La lacune dans la collecte des informations sur les besoins du marché en semences ;
- L'absence d'approche permettant d'établir des relations entre les besoins du marché et ceux en semences ; ces situations ont été mises en évidence par des données chiffrées dans les états des lieux ;
- L'incapacité des établissements semenciers à produire des semences améliorées ;

Tous ces éléments ne démontrent pas un avenir sombre de la filière semence, en effet, d'autres facteurs favorables sont à mentionner :

- La volonté apparente des GPS à reprendre leur activité bien qu'ils manifestent leur inquiétude quant aux débouchés de semences améliorées ;
- L'existence de certains ONG/associations qui jouent pleinement leur rôle de multiplicateurs de semences bien qu'ils évoluent encore dans le vide juridique ;
- L'espérance de ces ONG à l'assainissement prochain de la filière par la formalisation de producteurs et revendeurs informels de semences ;

²⁰ Voir en, Annexe 14 présentant le tableau d'augmentation des rendements

²¹ Le PARECAM a mis à disposition des EAF, 21 194 ,4 t de semences vivrières (riz Sebota 70 et X 265, mais IRAT 200, haricot Lingot blanc, lentille, patate douce à chair orange, arachide, sorgho) et potagères (oignon Red Créole et Orient F1.), 59 924 plants fruitiers (ananas, cocotier, agrume, litchi, et bananier) et autres plants (girofler, caféier et baie rose). Rapport de supervision de novembre 2010.

V. Analyse FFOM des expériences des projets dans la mise en œuvre de PARECAM

V.1. Analyse FFOM des expériences dans les régions d'intervention de AD2M-PARECAM

Tableau 166: Analyse FFOM des expériences de AD2M-PARECAM

EXPERIENCES	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
<p>AD2M -PARECAM</p> <p>Paysans Semencier Moderne (PSM)</p> <p>Essai de mise en réseau des Etablissements semenciers</p>	<p>Potentialités des PSM : moyens fonciers et niveau d'instruction relativement élevé.</p> <p>Intervention des Inspecteurs du SOC : formation et contrôle (pas d'encadrement)</p> <p>Existence des ONGT d'encadrement des paysans producteurs</p>	<p>Marché dépendant des besoins en semence des activités du Résultat 2 du projet</p> <p>Disponibilité incertaine de semence de base surtout de pré-base dans la Région</p> <p>Prise en charge des missions de contrôle par les producteurs de semence faute de moyen au niveau du SOC régional ; ce qui peut affecter l'indépendance du SOC</p> <p>Réticence des agriculteurs à acheter les semences de qualité malgré leur préférence pour les produits issus de ces semences</p> <p>Absence d'articulations entre les maillons de l'industrie semencière</p>	<p>Zone de collecte de riz, de pois du cap, du haricot, d'arachide et de lentille</p> <p>Redynamisation du CMS Mahabokely pour la mise à disposition de semence de base aux PSM (riz et arachide)</p> <p>Existence du CSA pour faciliter la mise en relation des demandes avec les offres</p> <p>Perspective de production de semence de pré-base dans la Région, avec FOFIFA</p> <p>Adoption du CEP :un système de vulgarisation déjà expérimenté.</p> <p>Essai positif de mise en réseau des maillons de chaîne de production de semence FOFIFA-PSM-Distributeurs d'intrants</p> <p>Objectif de 5900 ha d'aménagement ; opportunités de marché de semences.</p> <p>Appui à 10 distributeurs d'intrants</p> <p>Vulgarisation du SRI/SRA facilitant l'adoption des semences de qualité par les agriculteurs</p>	<p>Cessation des activités des PS sans stratégie de retrait de AD2M.</p> <p>Des collecteurs refusent de prendre les riz des variétés promues</p> <p>Persistance de l'habitude des paysans de se contenter du recyclage de leurs semences au détriment du développement du marché semencier</p>

<p>VFTM et FITAME : Association de paysans multiplicateurs de semences d'arachide (VFTM) et de riz et de pois du cap (FITAME) pour satisfaire les besoins en semences des producteurs (membres, et non membres)</p>	<p>Menabe, une zone réputée pour la production et de collecte</p> <p>Marché sûr : paysans membres</p> <p>Extension du marché par des campagnes annuelles de vulgarisation</p> <p>Expérience de relation avec les centres de recherche :</p> <p>fourniture régulière de semence de pré-base par FOFIFA tous les deux ans</p> <p>.Formation et encadrement</p> <p>.Contrôle assuré par le SOC régional</p>	<p>Difficulté de contrôle de production au niveau des paysans membres : des paysans ne déclarent pas la totalité de leur production (Existence de vente informelle en parallèle) ; La rentabilité de la coopérative pourrait être compromise.</p> <p>Mono spéculation pour VFTM : arachide</p> <p>Insuffisance de contrôle par les inspecteurs semenciers faute de moyens de déplacement</p>	<p>Arachide, pois du cap et riz : produits très demandés aussi bien au niveau national qu'au niveau régional</p> <p>Perspective de production de semence de pré-base dans la Région, avec FOFIFA</p> <p>Formation sur le thème : production de semences améliorées par le SOC du DRDR : théorie et pratique</p>	<p>Non viabilité du système semencier dans la région s'il n'y aura pas un mécanisme de coordination des productions et de formalisation des opérateurs de semence : production et distribution</p>
<p>Collecteur de haricot à Miandrivazo : Fournit des semences aux paysans producteurs, (Fourniture de 1 kapoaka contre deux kapoaka de semences à la collecte)</p>	<p>Système de collecte intégré à double fins :</p> <p>.Moyen de contrôle et de suivi des paysans producteurs fournisseurs, et</p> <p>.Sécurisation- fidélisation de la clientèle</p>	<p>Distribution de semences triées après sur un lot de tout venant , dont les performances sont incertaines.</p>	<p>Programme de sensibilisation des collecteurs à ne distribuer que les semences de qualité produites auprès des GPS et des CMS</p> <p>Exigence de normes sur le marché d'exportation par les importateurs qui pourrait obliger les collecteurs à exiger l'utilisation de semences de qualité</p>	<p>La persistance des collecteurs à acheter des produits agricoles tout venant et à bas prix, même si les producteurs ont utilisé des semences améliorées compromet la promotion de la filière semence</p>

Finalement, si les perspectives de production de semence de pré-base et de professionnalisation des distributeurs, étaient réalisées dans la région de Menabe, tous les maillons seraient réunis. Toutefois, il faut veiller sur :

- La coordination et la complémentarité entre les Etablissements semenciers, de sorte qu'il n'y ait plus de disfonctionnement ni de concurrence entre les maillons de la filière semence
- Le choix des variétés à promouvoir au titre d'AGR d'un côté, et pour améliorer la résilience de la population vulnérable aux crises alimentaires. Le choix devra aussi tenir compte du niveau de vulnérabilité pourrait être à l'origine de l'insécurité dans une zone de filière donnée, dont la filière semence.
- La capacité des inspecteurs semenciers régionaux à couvrir la région pour les impératifs de contrôle et de certification de façon indépendante.
- La capacité d'encadrement technique du SOC, entre autres dans la dispense de leur curricula de formation (théorie et pratique) comprenant :
 - Introduction sur les semences améliorées
 - Techniques de production et contrôle
 - Législation et réglementation
 - Certification
 - Post récolte (conditionnement et conservation)
- L'éducation des paysans producteurs à l'utilisation des semences de qualité et des collecteurs à la collecte de produits de qualité
- La recherche sur certaines variétés locales fortement demandées aussi bien sur le marché national qu'à l'exportation, à l'instar du cas de la lentille dont le District de Belo est l'unique zone de production et de collecte.

V.2. Analyse FFOM des expériences dans les zones d'intervention de AROPA-PARECAM

Tableau 17: Analyse FFOM des expériences de AROPA-PPRR

EXPERIENCES	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
<p>AROPA/PARECAM avec DRDR AMoron'i Mania :</p> <p>Promotion de GPS</p> <p>Cas du GPS Riz FILA Anjoman'Ankona</p>	<p>Production sur commande</p>	<p>Opacité du marché</p> <p>Intervention encore de la DRDR dans la collecte, le stockage et le conditionnement des semences à Fianarantsoa :</p> <p>Ni le DRDR ni le CSA ne dispose pas assez d'information sur le besoin réel en semence améliorée de riz</p> <p>Seulement deux inspecteurs semenciers pour toute la région</p> <p>Incapacité des GPS à prospecter des marchés</p>	<p>Préférence accrue des consommateurs, aussi bien paysans que citoyens, pour le riz 'blanc' X265, FOFIFA 160 et 161 (pluvial)</p> <p>3500 Ha de rizières à aménager/réhabiliter entre 2009 et 2011 : une opportunité de marché de semences de riz</p> <p>Existence de FRDA qui pourrait financer l'étude et développement de la filière semence</p> <p>Existence du CSA pour appuyer en conseil les Etablissements semenciers, d'un côté et d'orienter les producteurs vers ces ES</p>	<p>L'opportunisme et la dépendance des paysans incités vis-à-vis des débouchés initiaux offerts par le DRDR pourraient compromettre la viabilité des GPS.</p> <p>Réticence des paysans à l'utilisation des semences au prix de 1400 Ar le kilo et pour le riz, il se contente de la sélection massale traditionnelle.</p> <p>Certains PS n'osent pas vendre les semences à ce niveau de prix à cause du 'Fihavanana' et du voisinage et préfèrent continuer le 'troc' habituel</p>
<p>Cas du GPS Pomme de terre Manirisoa à Ambatofitorahana</p>	<p>Marché largement insatisfait</p> <p>Semences de Meva et Diamondra fortement demandées</p> <p>Disponibilité de semence base auprès de FIFAMANOR</p>	<p>Absence de production de semence pré-base de pomme de terre dans la région alors qu'il en faut des centaines de tonnes pour la production de semence de base nécessaire</p> <p>Seulement deux inspecteurs semenciers pour toute la région</p>	<p>Existence de FRDA qui pourrait financer l'étude et développement de la filière semence et faciliter les financements auprès des IMF</p> <p>Existence du CSA pour appuyer en conseil les Etablissements semenciers, d'un côté et d'orienter les producteurs vers ces ES</p> <p>Intervention de SAHA Betsileo</p> <p>Présence d'institution d'appui : Fédération de coopérative de Amoron'i Mania FITATAM, PRA, CPR et ISTRAM</p>	<p>Sans informations claires sur l'évolution de l'offre et la demande, une saturation rapide du marché de pomme de terre est à craindre, surtout s'il n'y aura pas d'ouverture sur l'exportation.</p> <p>Une situation qui pourrait engendrer la réduction de prix entraînant une démotivation des producteurs de pomme de terre d'acheter des semences améliorées</p>

<p>Cas de ASEB</p>	<p>Plus de vingt ans d'expérience dans le domaine de production, de conditionnement et de distribution de semences et d'intrants</p> <p>Une portée des actions assez large : Huit Régions d'actions. (Seulement pour Amoron'i Mania : 16 835 membres avec 101.010 ménages répartis dans 55 communes)</p> <p>FOFIFA comme fournisseur de semence de pré-base</p> <p>Adoption de parcelles de démonstration.</p> <p>Organisation de campagnes annuelles de sensibilisation des paysans : offre gratuite de semences améliorées avec des formations techniques aux paysans vulnérables</p> <p>Trois ingénieurs de développement rural dans son staff</p>	<p>Faible propension marginale à investir</p> <p>Taux d'intérêt bancaire et de microfinance rurale élevé, limitant la rentabilité des ES</p> <p>Capacité limitée de sensibilisation des paysans à l'utilisation des semences améliorées</p> <p>Retard de sa formalisation en tant qu'établissement semencier (agrément) à cause du retard dans l'application des textes relatifs à la SNS</p>	<p>Existence de FRDA qui pourrait financer l'étude et le développement de la filière semence</p> <p>Existence du CSA pour appuyer en conseil les Etablissements semenciers, d'une part et d'orienter les producteurs vers ces ES de l'autre part</p> <p>PARECAM et ses appuis à deux niveaux : production et distribution de semences améliorées</p> <p>Promotion de la Zone d'Investissement Agricole pour développer la filière prioritaire pour une zone (OZOP)</p>	<p>L'Etat se substitue au rôle des opérateurs économiques privés dans la distribution des semences.</p>
---------------------------	---	---	--	---

Il est très important de remarquer que l'expérience de ce quatrième District d'étude a confirmé la limite des capacités des GPS à entreprendre de manière professionnelle l'activité de multiplication de semence et de tendre vers leur autonomie. Il faut reconnaître que les membres de GPS n'ont pratiquement pas de problème quant à l'application des techniques et à l'organisation de la production des semences. Seulement, leur niveau d'éducation constitue un blocage dans la maîtrise de la gestion de l'exploitation et dans la prospection de débouchés. Cette situation représente un des facteurs rendant difficile l'élaboration d'un programme annuel de production de semence. Un autre aspect porte sur l'impossibilité d'évolution d'un GPS autonome dans une société traditionnelle : les semences ont un caractère sacré dans la vie d'une société, comme si le recyclage de semence rimait culturellement avec les valeurs communautaires. S'il était de tradition d'échanger des semences entre voisins pour maintenir le niveau de rendement ainsi que la qualité des produits, comment serait-il possible qu'un membre de la société arrive à vendre ses semences de riz à un prix aussi « élevé » à ses relatives ou à ses voisins, une fois devenu Paysan Semencier ?

Le cas de ASEB a pu montrer qu'une Entreprise, à la fois multiplicateur et distributeur de semence, même sous forme d'association soit-il, a su démontré qu'une industrie semencière peut avoir sa place et évoluer à Madagascar. Dans son organisation ASEB a développé un système articulant d'amont en aval :

- les centres de Recherche produisant les semences pré-base et développant les techniques de production
- les champs d'ASEB pour le test variétal et la production de semence base
- les Cellules régionales avec leurs paysans semenciers respectifs, et les GPS récemment formés il y a deux ans, pour la multiplication des semences
- l'ASEB central pour le conditionnement des semences de culture avec des marques de garantie assez original (produits de traitement colorés différemment chaque campagne), pour assurer la traçabilité et éviter les falsifications des produits, et
- les boutiques de distribution implantées à tous les niveaux (district, commune ...)

Le point fort de cette association est sa stratégie de viabilisation de ses activités, qui consiste à étendre sa clientèle à la base par des campagnes de sensibilisation, par l'utilisation des parcelles de démonstration. Cette approche est accompagnée de formation en technique culturale et d'une distribution gratuite de semence aux paysans en difficulté prêts à appliquer les techniques préconisées.

Toutefois, il a été constaté que le développement de l'ASEB est limité par l'insuffisance de filières agricoles à marché conséquent et exigeant des normes de qualité.

V.3. Analyse FFOM des expériences dans les zones d'intervention de PRR-PARECAM

Tableau 18: Analyse FFOM des expériences de PRR-PARECAM

EXPERIENCES	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
<p>PPRR- PARECAM :</p> <p>Promotion d'OP producteur de semence de base en réseau avec les PS à Brickaville</p>	<p>SOC : Formation des techniciens de DRDR, ODDIT et PRR</p> <p>Encadrement permanent par ODDIT</p> <p>Capacité de la FOFIFA et de la CMS de Sakay pour la fourniture des semences respectivement de pré-base et de base</p> <p>Implication effective de PRR dans la spécification technique des semences de base et dans le contrôle des mises en sac et des transports lors de l'acquisition auprès des fournisseurs.</p> <p>Etablissement par PRR, des normes en termes de superficie, de quantité et de techniques culturales pour chaque spéculation à promouvoir</p>	<p>Absence de protocoles de production d'un maillon à un autre pour assurer le respect des techniques et des conditions de conduite des productions en vue d'une certification</p> <p>Zone soumise à de fréquents cyclones et inondation, obligeant les PS à redémarrer à zéro presque tous les ans</p> <p>Conditions agro-climatique (atmosphère trop humide toute l'année) rend difficile le stockage de semence, sauf avec des équipements sophistiqués</p> <p>Absence de système d'organisation des ventes de semence en dehors de la satisfaction des besoins du projet</p> <p>Difficulté de vente de semences améliorées entre les agriculteurs voisins</p> <p>Non considération des variétés de riz local (vary vato, vary korontsaka et ramilona) qui s'avèrent plus intéressantes selon les paysans par</p>	<p>Existence de paysans non bénéficiaires du projet qui achètent des semences de maïs et riz sur les parcelles de démonstration.(Effets tâche d'huile)</p> <p>Evolution des opportunités de marché à travers les besoins induits par les appuis du programme :</p> <p>.2034 Ha de périmètre irrigué</p> <p>.2500 Ha de maïs uniquement à Brickaville</p> <p>.30 parcelles de CEP</p> <p>.La construction de 26 GCV facilitant l'organisation du stockage et la commercialisation des produits</p> <p>Existence des CAM qui peuvent exiger la traçabilité des produits, ainsi que les semences à utiliser</p> <p>Zone d'action de CTHT</p>	<p>Vulnérabilité de la filière semence dans la zone étudiée (aléas climatiques, haut niveau d'insécurité, problème de stockage, imposition de prix très bas à la collecte à cause de l'état des routes)</p>

		rapport à la résistance à l'immersion et au rendement que les variétés vulgarisées.		
4 points de vente d'intrants à Toamasina	Connaissance du comportement du marché de semence	<p>Semences uniquement pour les urbains possédant du jardin potager, les périurbains et les restaurateurs</p> <p>Part négligeable de la vente de semence parmi les intrants</p> <p>« On les considère comme source de facture pro format seulement »</p> <p>Opacité du marché de semence</p>	Existences de plusieurs points de vente d'intrants	<p>Substitution de l'Etat au rôle des distributeurs privés</p> <p>Les campagnes de distribution de semences menées par les organismes de développement démotivent les distributeurs à vendre des semences vivrières.</p>

La démarche d'installation d'une industrie semencière avec la mise en place opérationnelle et l'articulation des maillons de la chaîne a été rationnellement conçue par l'équipe de PPRR. Le schéma de production a été bien défini depuis la production de semence de base jusqu'à la production de semence de cultures. Le plan de formation des encadreurs (DRDR, PPRR et ODDIT) et le système d'encadrement ont été conçus pour assurer le contrôle des qualités des semences produites. Par ailleurs, l'existence des CAM dans la zone PPRR est une opportunité, ces centres pourraient jouer un rôle très déterminant dans la sensibilisation des agriculteurs à l'utilisation des semences améliorées.

Le CAM pourrait organiser la collecte des produits avec des exigences de qualité des produits, imposant au préalable l'utilisation de semences améliorées. PPRR envisage d'utiliser le CAM comme conditionneur et revendeur de semences améliorées produites par l'industrie mise en place par PPRR/PARECAM. Par ailleurs, il est très important d'accorder plus d'attention au statut de la Région Atsinanana étant la première zone portuaire du pays, où siège la majeure partie des opérateurs économiques exportateurs de produits agricoles. Il s'agit là d'un atout pour le développement de l'agriculture contractuelle.

La zone de Mahatsara, dans le district de Brickaville, a une particularité à cause de son contexte agro climatique qui ne le permet pas d'accueillir une industrie semencière. La zone est (i) presque annuellement, frappée d'inondation, une condition qui est susceptible de mettre l'industrie dans une situation très précaire (ii) soumise à un taux d'humidité élevé non favorable au stockage des semences.

En effet, par sa forte potentialité agricole, cette zone nécessite une intervention plus conséquente en matière de recherche variétale et technologique permettant de faire face à ces conditions agro climatiques. Pour la réussite des initiatives à prendre dans ce sens, il est souhaitable d'impliquer les paysans et les opérateurs économiques, dès le départ, dans le processus d'identification de variété et de technologie.

V. 4. Analyse FFOM des expériences dans les zones d'intervention de PROSPERER-PARECAM

Tableau 19: Analyse des expériences de PROSPERER-PARECAM

EXPERIENCES	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
<p>PROSPERER-PARECAM :</p> <p>Essai d'agriculture contractuelle avec oignon</p>	<p>FALY Export en aval de la filière</p> <p>CTHA pour l'encadrement technique</p> <p>ITA pour la fourniture de semence</p>	<p>Non disponibilité de semence de pré-base et de base au niveau de FOFIFA</p> <p>Recyclage de semence, une pratique courante des paysans</p> <p>Lacune dans le contrat avec les paysans : juste de l'obligation de remboursement de semence, sans obligation de continuer avec la nouvelle pratique pour la prochaine campagne</p>	<p>Marché SADC et mauricien</p> <p>Les possibilités de partenariat avec les exportateurs (Faly Export, AXIUS, ...)</p> <p>Sortie du Texte sur le droit de protection des obtentions pour l'introduction de nouvelles variétés d'oignon</p>	<p>Viabilité menacée de la filière oignon vu la dégénérescence des semences traditionnelles et les coûts des semences importées qui ne sont pas à la portée des paysans.</p>
<p>PROSPERER-PARECAM :</p> <p>Montage du système semencier avec le haricot</p>	<p>FOFIFA : fournisseur de semences de pré-base, de formation et d'encadrement technique des GPS</p> <p>SOC Analamanga pour le contrôle et la certification des GPS</p> <p>AMADEA avec les GPS sélectionnés : production de semences de base</p> <p>KMT Analavory, KMT Miarinarivo, Koperativa</p>	<p>Démarrage difficile : beaucoup de temps nécessaire pour discipliner les PS dans la production de semences</p>	<p>Marché PARECAM de 180 t de semences</p> <p>Appui des Micro Entreprise Rurales (MER) et PER (distributeurs d'intrants, décortiquerie, dépaillier, forgeron ...) à travers les appuis de PROSPERER</p> <p>Affiliation de FOFIFA au Réseau ECABREN²²</p> <p>Appui du CTHA pour la recherche de débouchés à l'extérieur avec ainsi que pour la mise en normes des produits</p>	<p>Si l'opacité du marché n'est pas levée, la viabilité du système risque d'être incertaine :</p> <p>.Insuffisance des moyens pour mobiliser les inspecteurs semenciers régionaux</p> <p>.Arrêt du financement de CTHA</p> <p>.Plateforme sans mécanisme de financement</p> <p>.Retour des PS à leur activité habituelle en cas d'absence de</p>

²² ECABREN : Eastern and Central Africa Bean Research Network

	<p>Lazan'Isandra et CLAM : des coopératives de multiplication de semence de culture Haricot</p> <p>Existence de conventions de partenariat entre PARECAM-FOFIFA-AMADEA</p>		<p>Existence Plateforme Haricot initiée par FOFIFA et CTHA : rapprochement Opérateurs-Producteurs-chercheur</p>	<p>débouché</p>
<p><u>TSENA FIHAVANANA :</u></p> <p>Ra Dominique, producteur et grossiste distributeur de semence dans la palce du marché de la « Petite Vitesse » Soarano Antananarivo</p>	<p>Ancien employé du CMS Laniera</p> <p>350 familles de PS : Mahitsy, Anjeva, Manjakandriana, Imerintsiasosika, Mahajanga, Morondava.....</p> <p>Fourniture régulière de semences et des engrais aux PS</p> <p>Des techniciens dispensent des formations et le suivi de la production dans toutes les zones d'intervention</p> <p>Collaboration avec le SOC en tant que producteur de semence améliorée.</p> <p>Disposition de plusieurs revendeurs /détaillant dans le pays</p> <p>Production de semence de culture maraîchère. En 2009 : 7 tones en sachets étiquetés</p>	<p>Malgré les efforts déployés, le chemin à suivre vers la certification est encore long:</p> <p>.Insuffisance de contrôle au champ</p> <p>.Convention orale « tout est basée sur la confiance »</p>	<p>Plusieurs Distributeurs d'intrants intéressés sur les semences de CUMA</p> <p>Des marchands d'étalage viennent s'y approvisionner régulièrement</p>	<p>Faute d'éducation, l'internalisation du concept semence de qualité et ,donc, de leur différenciation par rapport aux semences tout venant ne sera pas acquise par les paysans car il s'agit ici d'un effort de longue haleine à soutenir</p>

Le PARECAM/PROSPERER a expérimenté deux systèmes semenciers, capable de répondre à des besoins de semence d'envergure.

- Le premier schéma s'occupe de répondre au besoin d'un opérateur économique exportateur d'oignon ; toutefois, la production amont de semence fait défaut. Le centre de recherche ne dispose pas de semences de pré-base et ne produit ni de semence de base ni de semences de culture améliorée. Par conséquent, le PARECAM a fait recours aux semences de qualité importées : Ce qui est important dans ce schéma, c'est l'implication de l'exportateur dans la filière pour s'assurer de la qualité et de la traçabilité de ses produits.
- Le second schéma essaie de répondre aux besoins en semence des producteurs de haricot à travers une organisation en réseau des maillons de la filière semence de Haricot. Les différents aspects de l'organisation sont réunis :
 - Recherche et contrôle technologique : avec FOFIFA et le SOC
 - Production et système d'encadrement : avec FOFIFA et CTHA
 - Distribution avec les MER (Micro entreprise rurale) distributeurs d'intrants et les coopérative multiplicateurs de semences, sous le contrôle du SOC
 - Importation et exportation de semence : ITA et CTHA
 - Education et suivi de l'utilisation des semences: PLATEFORME HARICOT et les coopératives au niveau de leurs zones respective

Il est vrai que l'articulation n'est pas encore mécaniquement bien au point, ni assez formalisée mais ce système constitue déjà un germe viable de système semencier. Toutefois, la clôture de PARECAM dans six mois implique le développement d'une stratégie de retrait solide, efficace et réaliste, surtout concernant l'opérationnalité et la pérennité de cette plateforme qui constitue un des piliers de la filière Haricot.

Enfin, il y a les producteurs et les vendeurs de semences du type de Ra Dominique avec ses trente années d'expérience et d'investissement. Les maillons sont là, néanmoins l'aspect « contrôle de qualité et de traçabilité » en fait défaut. La question est : est-ce qu'il y a des possibilités d'appuyer la formalisation et l'amélioration du niveau technologique de son système, et de renforcer la technicité de ses PS partenaires pour arriver à assurer les besoins en semences de qualité de CUMA dans les zones vulnérables ? Ainsi Ra Dominique pourra s'aligner ou entrer en partenariat avec les AVRDC, le SEMANA, le SDMAD et le SEED FAS et, que tous contribueront ensemble à la professionnalisation du réseau d'industries semencières à Madagascar.

Enfin, l'expérience montre encore ici que les GPS ont des problèmes quant à leur autonomie. Sans marché offert, les paysans semenciers reviennent à leurs anciennes activités ou s'adonnent à d'autres nouvelles. Ils n'ont pas la capacité, et n'ont pas exprimé leur volonté à foncer dans la prospection de marché. Par contre, leur affiliation à une coopérative ou à une Entreprise ou à un distributeur professionnel dans le domaine de la semence, leur permet d'exercer leur métier de PS dans des conditions viables. S'il en est ainsi, la question qui se pose est ;à quelle structure ou à quel niveau du système faut-il vraiment apporter les subventions ?

VI. Analyse FFOM des systèmes de distribution des semences améliorées**Tableau 170: Analyse FFOM des systèmes de distribution des semences améliorées**

Projet	FORCE	FAIBLESSE	OPPORTUNITES	MENACES
AD2M-PARECAM	<p>Système de subvention adapté à un contexte de vulgarisation et d'apprentissage.</p> <p>Le projet n'a pas à se soucier des recouvrements.</p> <p>Au-delà des CEP : essai d'implication des services spécialisés : producteurs de semences, distributeurs, IMF.</p>	<p>La viabilité des distributeurs dépend étroitement des commandes du projet en vue de l'approvisionnement les Champs écoles paysans.</p> <p>Les actions publicitaires relatives aux semences devraient relever en premier lieu des producteurs semenciers.</p>	<p>L'appui à l'URECAM Menabe par la mise en place de points de service et le développement de nouveaux services adaptés aux EAF.</p> <p>Apport de facilité par le FRDA en partenariat avec l'IMF.</p> <p>Présence des CSA</p>	<p>Quels sont les impacts de l'accès des EAF à une subvention non récurrente ?</p> <p>La viabilité des distributeurs dépendra de l'adoption des SA par les EAF et de leur possibilité d'acquisition.</p>
AROPA-AD2M	<p>L'implication des OP dans le système de distribution facilite l'identification des EAF motivés pour adopter les SA et le suivi de leur utilisation effective.</p>	<p>Problèmes de recouvrement des semences. L'insuffisance d'encadrement est l'une des causes des problèmes de recouvrement.</p> <p>Les capacités des OP à gérer le système sont limitées,</p>	<p>Présence des points de services des IMF.</p> <p>Apport de facilité par le FRDA en partenariat avec l'IMF.</p> <p>Présence des CSA</p>	<p>La fiabilité de la qualité des semences retournées par les EAF ?</p> <p>Le système est difficile à gérer et à viabiliser par les OP.</p> <p>Exiger les remboursements de semences sans avoir de pouvoirs réels de les recouvrer : Inculcation d'un effet contraire à la culture de crédit</p>
PPRR-PARECAM	<p>Capitalisation des leçons tirées de ses longues et multiples expériences</p> <p>Système actuel : impliquant les structures spécialisées CAM, OTIV ZL,CTHT,ODDIT,SOC...</p>	<p>Ancien système : problème de recouvrement et de détournement</p> <p>Difficulté de recouvrement face à la pratique de la FAO (distribution gratuite)</p>	<p>Présence des CSA</p> <p>Présence des CAM</p> <p>Plusieurs années de partenariat avec OTIV ZL : des expériences à capitaliser, notamment le crédit paysan de proximité.</p>	<p>Positionnement de l'opération mais par rapport au crédit paysan de proximité ?</p>
PROSPERER-PARECAM	<p>Système mis en place impliquant: distributeurs, autorités locales.</p> <p>Facilité de l'identification et le suivi des EAF.</p>	<p>Problème de recouvrement notamment dans les zones ayant des expériences avec les projets de développement</p>	<p>Présence des CSA</p> <p>Apport de facilité de la DRDR en partenariat avec l'URCECAM Analamanga</p>	<p>La fiabilité de la qualité des semences retournées par les EAF ?</p> <p>Risque politique par l'implication des autorités locales.</p> <p>Inculcation d'un effet contraire à la culture de crédit</p>

Leçons apprises par rapport au système de distribution des intrants:

- Nécessité de coordonner les actions de distribution de semences améliorées au niveau des zones, pour éviter les distorsions ; rechercher les concertations entre les acteurs.
- La viabilité d'un système se base sur la professionnalisation des différents maillons autrement dit, les rôles doivent être assurés par des acteurs spécialisés à chaque domaine : aux IMF le financement (l'octroi de crédit), aux distributeurs la vente des intrants, aux OP la structuration, au CSA la mise en relation.
- Les structures mises en place ni les projets ne sont pas habilités à assurer des recouvrements.

En effet, il est à souligner que la bonne pratique en matière de crédit prône qu'un crédit ne doit être contracté que si les conditions ci-après soient réunies :

- ✓ *Le bénéficiaire a une certaine maîtrise de son activité ;*
- ✓ *Le bénéficiaire est certain du niveau de production espérée ;*
- ✓ *Le bénéficiaires est certain des débouchés de la production ;*
- ✓ *Le bénéficiaire connaît son capacité de remboursement ;*
- ✓ *De ces faits, le bénéficiaire est responsable vis-à-vis des engagements contractuels qu'il a pris.*

Dans le cas contraire, le risque « d'un mauvais crédit » peut subvenir et amener à des malheureuses expériences et des effets contraires à ceux qu'on attend d'une éducation financière.

- Les formes des facilités à accorder sont à déterminer selon les contextes spécifiques des distributions, cinq contextes distincts sont à considérer : vulgarisation, apprentissage, agriculture commerciale, agriculture contractuelle.

Contexte	Situation des EAF vis-à-vis de l'utilisation SA	Objectifs de l'utilisation de semences améliorées	Forme de financement
Vulgarisation	Méfiance	Adoption semences améliorées par des actions de démonstration.	Subvention : non remboursable
Essai, apprentissage	Ouverture à l'innovation Sont convaincus des performances, mais veulent acquérir la maîtrise technique	Adoption et renforcement des capacités techniques	Subvention : non remboursable
Agriculture commerciale	Convaincus mais n'a pas suffisamment les moyens pour réunir le « paquet technique »	Développement des activités déjà entreprises. Recherche de croissance	Crédit avec ou sans incitation/Effet de levier
Agriculture contractuelle	Les phases de vulgarisation, d'essai et d'apprentissage sont généralement assurées par la société preneuse	Débouché assuré pour l'écoulement de la production.	Crédit selon conditions des sociétés agro-industrielles ou tripartite (Sociétés preneuses –IMF-OP)

- L'existence des FRDA pilotes est une opportunité pour faciliter l'accès des EAF aux SA et particulièrement aux crédits de campagne ; Si le FRDA n'est pas encore en place, la forme de partenariat DRDR/URECAM est recommandée ;
- L'Opération Crédit Intransit a démontré que si des produits financiers adaptés à la majorité des EAF ne sont pas encore offerts par les IMF, des systèmes de partenariat s'avèrent encore indispensables pour faciliter les premiers accès d'un bon nombre de EAF au crédit ;
- Toutefois, pour un impact plus consistant et pour veiller à une stratégie de sortie, la mise en œuvre des opérations (telle que l'OCI) est à étaler sur plusieurs années successives (au moins cinq années).

VII. Analyse de la recherche

Il a été constaté que les institutions de recherche notamment la FOFIFA et FIFAMANOR ne sont pas en mesure de produire des semences de pré-base et de base. L'analyse ci-après porte essentiellement sur le cas de la FOFIFA en ce qui concerne ses capacités actuelles de prendre une part active dans la mise en place d'un système de production de semences certifiées.

La loi semencière prévoit que la recherche assure la production de semence de souche, et de pré-base à l'attention des autres établissements semenciers en aval. Par ailleurs, la recherche devrait être capable de répondre aux caractéristiques variétales exigées par le marché des produits. Une schématisation linéaire des flux d'informations entre les acteurs est présentée ci-après. Ce schéma²³ n'est pas un modèle, mais c'est juste une présentation simplifiée des circulations des informations entre les acteurs de la filière, et sert de support de l'analyse FFOM ci-après.

²³ Une Note conceptuelle présentée en Annexe 15 donne la description détaillée de ce schéma.

Figure 9 : Schéma générique des flux d'information entre la recherche et les autres acteurs de la filière semence

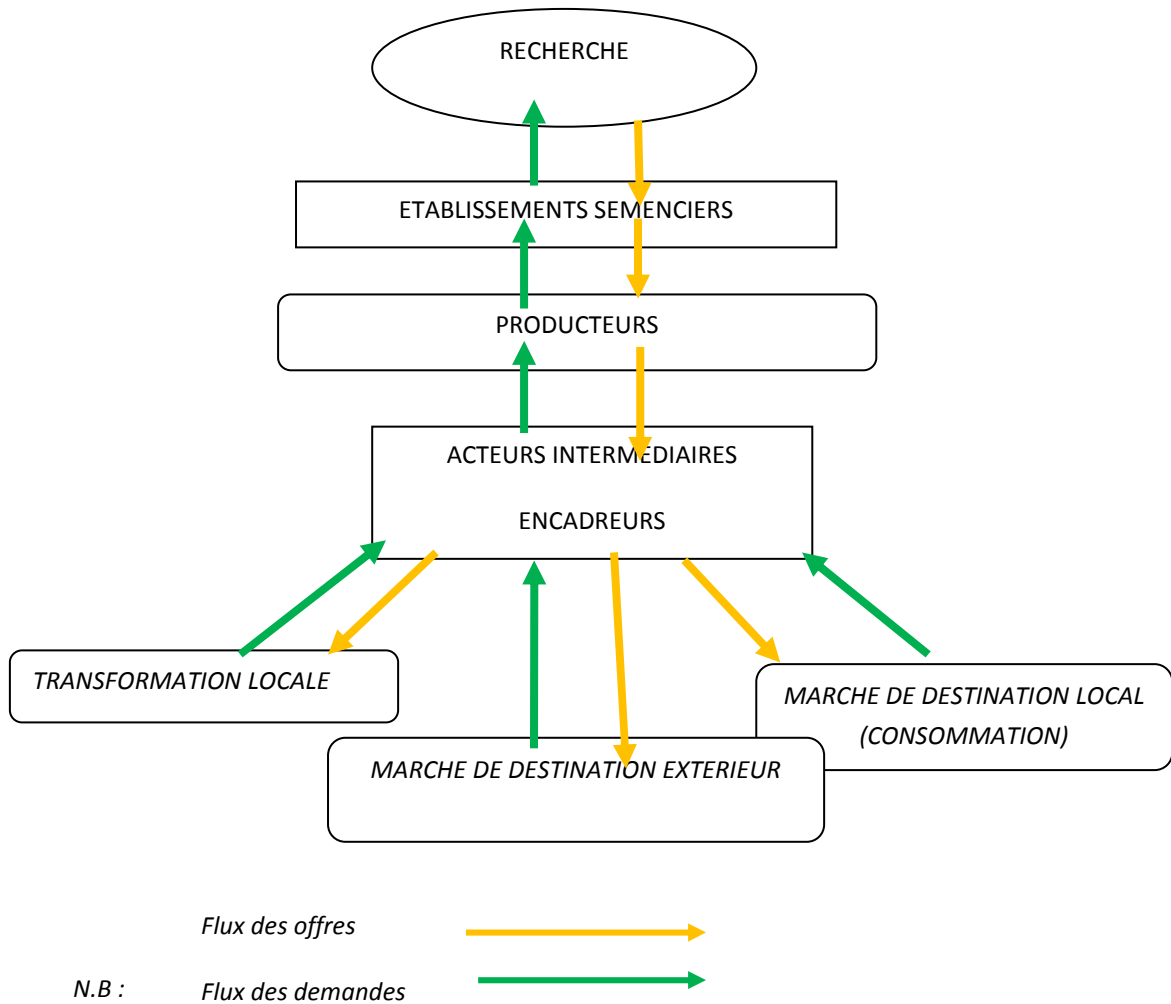


Tableau21 : Analyse FFOM de la FOFIFA par rapport à la production de semences

RUBRIQUES	FORCE	FAIBLESSE	OPPORTUNITES	MENACES
Ressources humaines	Existence d'un personnel scientifique ayant une certaine expérience, représentant le mémoire de l'institution	.Personnel vieillissant ²⁴ .Effectif insuffisant ²⁵	Existence de conventions de partenariat permettant le recrutement des chercheurs et techniciens contractuels	Incapacité de l'institution à répondre aux besoins du développement rural qui est sa principale mission
Capacités physiques	Existence des centres et stations réparties dans les principales zones agro écologiques de Madagascar ainsi que des matériels et équipements de recherche	.Fonctionnement au ralenti des ces dispositifs faute de moyens financiers .Vétusté des matériels et installations scientifiques	Existence de conventions de partenariat permettant la réalisation de quelques activités de recherche et contribuer à la réhabilitation des dispositifs de recherche	Non opérationnalité à court terme de certains dispositifs et matériels
Résultats des recherches	.Plusieurs résultats disponibles mais insuffisamment exploités ²⁶ . Existence de collections de plusieurs espèces végétales et de variétés vulgarisables	.Opacité de la demande en matières variétales (exigences du marché) .Manque de moyens pour le maintien des collections végétales	Existence de projets /institution /ONG ayant des objectifs de productions spécifiques pour mettre en valeur les résultats obtenus	Caducité des résultats avant même leur exploitation
Diffusion des résultats	.Capacité de la FOFIFA à participer aux manifestations scientifiques/économiques	Manque de moyens pour produire des supports médiatiques des résultats ²⁷ Faible et/ou absence de flux d'information relative au domaine des semences améliorées	Existence des manifestations scientifiques et économiques telles que conférences et foires	Isolement de la recherche
Recherche /Développement	Capacité et expériences des chercheurs à travailler avec le développement dans le cadre de partenariat avec des ONG,	Manque de moyen pour poursuivre la réalisation des restaus d'essais multifocaux et de démonstration hors	FOFIFA actuellement sous tutelle du Ministère de l'agriculture devant en principe faciliter et renforcer	Incapacité de l'institution à répondre aux besoins du développement rural qui est sa principale mission

²⁴ La moyenne d'âge des chercheurs est de 57 ans selon le directeur scientifique de la FOFIFA

²⁵ Faute de poste budgétaire, le recrutement et le remplacement des retraités et décédés sont suspendus

²⁶ Il a été constaté l'utilisation de vieilles variétés lancée vers les années 1970, malgré l'existence de nouvelles variétés plus performantes et plus récentes

²⁷ La publication du premier catalogue variétal de variétés vulgarisées a été possible grâce à l'appui de la FAO et du Ministère de l'agriculture

	Opérateurs, Association de producteurs.... ²⁸	stations. . Manque de moyen pour conduire le cycle de programmation de la recherche ²⁹ . Faible ou absence de flux d'information	se relations avec le monde du développement rural et de mieux s'intégrer dans les stratégies et systèmes de développement agricole	Incapacité d'anticipation et , donc, de production d'innovation, moteur de la compétitivité et de la rentabilisation de l'industrie semencière.
Production de semences	Un certain degré de technicité du personnel	.Absence de demandes solvables et donc de programmation de la production .Manque de moyen pour le maintien des collections variétales et des semences de souches	.Existence de projet ³⁰ ayant des ambitions de relance de la filière semence . Existence et application prochaine de la loi semencière et la SNS	Incapacité de l'institution à répondre aux besoins des opérateurs en particulier et de l'économie malgache en générale

²⁸ Voir en Annexe 16 L'approche du FOIFIFA pour se rapprocher du développement

²⁹ Voir en Annexe 17le cycle de programmation de la recherche

³⁰ Tels que PARECAM pour redynamiser la filière semence

VIII. Synthèse des analyses

Pour atteindre son objectif global qui est de « contribuer à l'amélioration de la résilience de Madagascar aux fluctuations des prix des produits vivriers et renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables. », PARECAM a misé sur le Résultat 2 qui consiste à l'intensification agricole, par l'utilisation entre autres de semences améliorées.

Les interventions menées par les projets démarquent deux types d'activités :

- Celles visant la mise en place d'un système de production de semences améliorées.
- Celles visant la mise en place d'un système de distribution de semences améliorées.

Cependant, PARECAM est mis en œuvre dans un contexte où le système de production n'est pas encore prêt à répondre aux besoins de la distribution. La mission estime qu'il est nécessaire de différencier les interventions à mener pour faire face à des actions d'urgence et celles à mener en vue de la mise en place d'un système semencier durable qui requiert un processus plus long et demandant des investissements relativement importants.

D'une manière générale, les quatre projets face aux délais impartis et aux IOV, n'ont vraiment pas eu les latitudes de priorisation et ont donc adopté soit « une approche plutôt techniciste » axée sur la production de semences, soit une « approche de distribution » de semences dont les qualités ne sont pas toujours assurées.

Les principales observations ressorties de notre analyse des expériences des projets dans la mise en œuvre de PARECAM, des autres expériences dans le système semencier et de l'environnement semencier sont les suivantes :

Les facteurs boostant d'un système semencier viable et durables sont de deux ordres :

- a. **La maîtrise du marché** qui sous entend la connaissance des besoins du marché, c'est-à-dire les besoins des utilisateurs de semences améliorées (et donc des consommateurs) à travers les actions menées dans le cadre de PARECAM. On peut distinguer trois catégories de clients:
 - i. Les ménages ruraux dont les produits agricoles sont principalement destinés à l'autoconsommation. Leur objectif est le renforcement de la sécurité alimentaire à travers une augmentation du rendement et de la production agricole.
 - ii. Les ménages ruraux dont les produits agricoles sont en partie destinés à la commercialisation. Outre la sécurité alimentaire, ils ont comme objectif l'augmentation des revenus du ménage.
 - iii. Les EAF ruraux produisant dans un contexte d'agriculture contractuelle, et dont les besoins en SA devraient répondre aux exigences des marchés d'exportation ou des sociétés agro-industriels locaux.
- b. **La professionnalisation des ETS (établissements semenciers)** face aux besoins du marché. Les ETS ne doivent pas se limiter à des motifs de productivité (adaptabilité, résistances aux stress, cycle court, ...) mais doivent également considérer les autres critères technologiques et commerciaux. Le processus de production, de conditionnement et de distribution doivent garantir l'accès des EAF à des semences de qualité certifiées. Pour être viable, les ETS doivent avoir les capacités de gérer leurs activités en tant qu'entreprise commerciale qui ne pourrait

pas se passer de la maîtrise du marché, de la gestion de la qualité et des risques ainsi que de la recherche de rentabilité.

Les facteurs limitant du système semencier sont de trois ordres :

- a. **Un environnement marqué par un attentisme quant à l'application effective des textes relatifs à la Stratégie Nationale Semencière.** Les moyens de financement alloués par l'Etat à la recherche et au Service Officiel de Contrôle ne sont pas à la hauteur des objectifs fixés par rapport à la modernisation de l'agriculture. L'ineffectivité du texte relatif à la protection des obtentions, ainsi que l'absence de mesures économiques incitatives appropriées au développement de ce sous-secteur semence n'ont pas encore permis d'attirer suffisamment les investisseurs nationaux et étrangers. Et, les opportunités de marché au niveau régional et international restent encore mal exploitées à cause de l'instabilité de la situation politique à Madagascar.
- b. **Le niveau limité de connaissances et de savoir-faire spécifiques en matière de production de semence de qualité et de technologie d'industrie semencière** pour pouvoir assurer la mise en place d'un système primant et garantissant la qualité. Les capacités techniques des ressources humaines opérant à différents niveaux de la filière semence doivent être considérées, matière de :
 - Recherche variétale ;
 - Processus de production, conditionnement, stockage et distribution ;
 - Contrôle officiel ;
 - Formation des producteurs semenciers ;
 - Encadrement des producteurs semenciers.
- c. **La considération limitée de la sociologie de développement** : Les initiatives ont essayé de considérer le niveau de développement ainsi que le degré d'enclavement des zones, mais n'ont vraiment pas accordé de l'attention quant à l'existence d'une différenciation des logiques qui régissent le comportement respectif des catégories de situation des paysan : survie – autosubsistance – marchand.
- d. **L'attitude conservatrice** des producteurs ruraux relève d'un aspect socioculturel qui constitue un frein non négligeable allant à l'encontre développement du système semencier. Sans changement de comportement le taux d'utilisation de SA restera toujours faible ; les vulgarisations et les actions publicitaires menées par les ETS ne suffiront pas, des campagnes de sensibilisation de masse sont indispensables.
- e. **L'accès limité aux services financiers formels** : même si les EAF sont convaincus de performances de qualité, même si les SA sont disponibles, si les EAF n'ont pas la possibilité d'accès d'une manière continue à des services financiers adaptés à leurs besoins, la production agricole ne connaîtrait pas un essor conséquent.

Les leçons apprises à travers les expériences de PARECAM et celles des autres:

- **Ne pas négliger les actions visant à la mise en place d'un environnement favorable et sécurisant.** Certes, cet aspect relève de la responsabilité de l'administration, toutefois, il est indispensable de chercher différentes modalités en vue d'influencer ou d'appuyer les actions à lancer dans ce sens. Ces actions concernent : la diffusion des textes réglementaires, l'autonomisation des SOC, les campagnes de sensibilisation des EAF sur l'utilisation de SA, les campagnes de sensibilisation des ménages sur la consommation de produits de qualité, les normes de qualité, protection des obtentions, droit d'auteur,.....
- **Intensifier les actions et les appuis en vue d'une meilleure connaissance des besoins du marché.** Tel qu'elles ont été énoncées dans les facteurs boostant, la connaissance des besoins des consommateurs et du marché ainsi que la mise en relation de l'offre avec les demandes constituent des facteurs clés pour la viabilisation et le développement de l'industrie semencière.

- **Bien cerner les objectifs et les cibles :**

Il s'agit dans un premier temps de bien distinguer et définir suivant le contexte qui sont les cibles et quels sont leurs profils quand il s'agit de :

- réponse au choc (urgence),
- sécurité alimentaire,
- augmentation des revenus à travers de l'agriculture commerciale, une autre approche d'améliorer la résilience aux crises alimentaires.

Dans un deuxième temps, d'autres questions sont posées à propos du type d'appui ou des maillons/acteurs sur le(s)quel(s) les subventions devraient être allouées, notamment :

- Si les EAF ne sont pas capables d'assurer l'autonomie de leur GPS à partir des subventions reçues, faute de capacité de prospecter des marchés ou à cause de la mentalité d'assisté, pourquoi ne pas les associer à une coopérative de proximité et de les aider à travers cette coopérative d'affiliation ?
- Si des individus compétents et disposant de plus de cinq hectares de champs sont disposés à devenir PS Modernes, pourquoi ne pas les appuyer dans un cadre de protocole clairement établi avec le DRDR?
- Pourquoi ne pas appuyer les coopératives dans la vulgarisation des variétés prioritaires pour la zone, une façon d'élargir le marché et d'améliorer la viabilité des Etablissements semenciers?
- Pourquoi ne pas appuyer la promotion d'alliance du genre Plateforme Haricot pour une meilleure articulation et partage d'information, en vue d'une viabilisation et de la pérennisation du système semencier promu par le programme PARECAM ?
- La production de semences, doit être menée par des opérateurs privés professionnels, dont le financement pourrait être facilité par l'appui des FRDA.

- **Rechercher à ce que les Etablissements semenciers aient, les potentialités d'évoluer vers la professionnalisation** et les dispositions d'observer les exigences y afférentes. Les paysans semenciers individuels qui ont peu de possibilité à tendre vers cet objectif mais qui sont intéressés par la production de semences pourront, à terme, intégrer les ETS professionnels, à travers des formations et encadrement par des organismes spécialisés.

- **Soutenir la distribution des semences améliorées par des distributeurs professionnels et agréés par le SOC**, capable d'assurer les actions marketing et la technologie de préservation de la qualité des SA jusqu'à leur acquisition par les EAF.

- La mise en place d'un système semencier viable **ne doit pas être menée avec seulement une « approche techniciste », mais doit être combinée avec une « approche agro-business »** ;

- **Les systèmes de facilité des IMF au service de la promotion des SA doivent être définis suivant trois contextes différents :**

- **Un contexte d'urgence** : par la mise en place d'une procédure spécifique à suivre en cas d'urgence.
- **Un contexte de vulgarisation ou d'essai** : l'intégration d'un système de remboursement va à l'encontre de la culture de crédit. Le système de subvention non récurrente est approprié. Les actions de promotion des semences par les systèmes de distribution des SA peuvent être appuyées par des subventions dégressives.
- **Un contexte de production, les EAF sont passés dans une phase d'adoption des SA** : les expériences avec les IMF nous démontrent la nécessité de la mise en place d'un système de facilité faisant impliquer la subvention d'une tierce structure comme le FRDA ou la DRDR. Toutefois, pour que les impacts soient effectifs et consistants, ces types d'opération doivent être menés continuellement au moins pendant quelques années consécutives et évaluées périodiquement.

Les expériences de mise en place de système semencier, initiées par les projets méritent d'être capitalisées :

Suivant les besoins, le contexte agro écologique qui prévaut et des existants en matière d'initiative de production et de distribution de semence dans leur zone respective, chacun des projets a développé leur propre stratégie. Il a été remarqué que pour certains projets les principes et les systèmes sont clairs :

- PROSPERER, AD2M et PPRR
 - Recherche et contrôle technologique : avec FOFIFA et le SOC
 - Formation et système d'encadrement : avec FOFIFA et ONG formées par FOFIFA ou par le SOC
 - Commande de semences sur la base de spécification technique et technologique bien définies par les projets
 - Production par des Coopératives, GPS ou PMS sélectionnés suivant des critères bien établis
 - Distribution avec les MER distributeurs d'intrants et les coopératives multiplicateurs de semences, sous le contrôle du SOC
 - Possibilité d'achat de semences importées voire d'Importation de semences de nouvelles variétés : FOFIFA, ITA et CTHA

Si les systèmes sont encore à un faible niveau de développement comme celui du PPRR, et à un stade peu développé à l'exemple de celui de PROSPERER, les expériences méritent d'être soutenues par des mesures d'accompagnement permettant de résoudre au moins les principaux problèmes enregistrés suivant :

- L'insuffisance de semences de pré-base et de base disponibles
 - L'opacité de la situation des marchés de semence, fonction de la disposition des paysans producteurs à acheter des semences améliorées et des exigences des collecteurs/agroindustriels
 - Le dysfonctionnement à cause de l'absence d'une alliance entre tous les maillons de la filière
 - Le flou dans le lien entre l'objectif des appuis par les projets et l'ultime objectif du programme. Il ne faut pas se contenter de la production de semence mais de voir surtout l'affectation ou la destination :
 - Stock de pré positionnement pour la zone
 - Stock de sécurité des ménages
 - AGR pour permettre aux ménages d'acheter les denrées nécessaires pour passer la période de crise (cas d'inondation des champs de culture, d'invasion de criquet, de sécheresse)
-
- AROPA et PROSPERER

Des actions ont été menées pour répondre au choc par la distribution de semence dans la région Androy, distribution de bouture de manioc à Andonaka, production de lianes de patate douce dans le Sud Est, etc.

SIXIEME PARTIE : CONCLUSIONS , RECOMMANDATIONS ET CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION

I. Conclusions générales

Dans son ensemble, le PARECAM, au 31/12/10, a bien progressé en ce qui concerne la production additionnelle et le nombre d'EAF touchés. Dans le domaine de l'utilisation de semences, les résultats positifs obtenus sont principalement relèvent essentiellement aux semences tout venants triées et nettoyées. La production de semences améliorées reste néanmoins, très en deçà des objectifs du programme et beaucoup d'effort reste encore à faire en ce qui concerne la mise en place d'un système semencier viable. Ces retards sont dus (i) à l'absence de semences de pré-base, et de base au démarrage du programme, (ii) aux manques d'expériences dans certaines zones³¹ aussi bien pour le projet que pour les producteurs de semence, (iii) à la nécessité de redynamiser les CMS. Du coté des utilisateurs (les producteurs) et des distributeurs de semences, la situation n'est guère encourageante, il est constaté : (i) la très faible utilisation des semences améliorées par les producteurs aussi bien au niveau national que des zones d'intervention du PARECAM, (ii) l'inexistence d'indices statistiques permettant d'appréhender les perspectives d'utilisation des semences améliorées après le PARECAM (iii) le désintéressement des distributeurs d'intrants à vendre les semences. En somme, au 31/12/10, il n'a pas été possible de définir une masse critique de capacité d'offre de semences améliorées en termes de superficies et de nombre de paysans semenciers crédibles. Néanmoins, PARECAM a le mérite de lancer les bases de la redynamisation de la filière semence qui pourraient constituer des éléments de démarrage pour la mise en place de la stratégie nationales de semence(SNS).

Ce bilan amène à se poser un certains nombre de question concernant d'une part, les producteurs(EAF):

- les producteurs sont ils profondément conscients et motivés par les résultats d'améliorations des rendements enregistrées ?
- est ce qu'il ait une appropriation de l'utilisation des semences améliorées ?
- est ce que les premiers bénéficiaires des subventions vont-ils continuer à utiliser les semences améliorées ? seraient-ils séduits par les gains de rendements grâce aux semences tout venantes triées et continueraient-ils à les utiliser ?

Et d'autre part, les projets/PARECAM :

- les projets auront-ils les moyens de poursuivre les activités enclenchées ? y compris la poursuite des subventions ?
- sont-ils suffisamment motivés et engagés à poursuivre les objectifs de PARECAM, après septembre 2011 ?
- comme le chemin à faire reste encore long, jusqu'à quand ces projets poursuivront -ils les activités ?

II. Recommandations générales

A la lumière des conclusions générales et des différents tableaux d'analyse FFOM présentés dans la cinquième partie du rapport, les recommandations suivantes sont formulées pour adresser les points énumérés dans les colonnes FAIBLESSES et MENACES, et en vue d'instaurer une assise favorable à la mise en place et au développement de systèmes semenciers dans des zones vulnérables. Les recommandations sont de deux niveaux, niveau PARECAM et niveau institutionnel.

³¹ Pour PPRR en particulier dont les activités touchent surtout les cultures d'exportations non vivrières

➤ **Au niveau de PARECAM**

Les recommandations visent notamment l'atteinte des objectifs du programme :

Sur le plan de l'échelle d'intervention.

Les projets ont des mandats précis en ce qui concerne leurs zones d'intervention respectives, il est recommandé de :

- Assurer la constitution d'une masse critique de producteurs de semences (superficie et nombre de GPS et PPS formés et CMS redynamisés),
- Intensifier la sensibilisation des EAF, notamment, par la démonstration des gains possibles grâce à l'utilisation des semences améliorées accompagnées des paquets techniques nécessaires.
- Densifier les CEP au niveau des communes de manière à constituer des modèles pour l'ensemble des producteurs et des offres de produits négociables auprès des collecteurs. Le suivi serait plus facilité et des émulations créées entre les producteurs en ce qui concerne l'utilisation des semences améliorées. Certaines communes pourraient alors constituer des pôles d'offres de produits et de demandes de semences améliorées. Ces pôles pourraient constituer des points de départ d'une diffusion latérale des techniques et des semences améliorées.
- Organiser des événements économiques (foire communales ou autres...) afin de favoriser des échanges plus professionnels entre les acteurs (EAF, producteurs de semences, distributeurs, collecteurs ...) et aussi la contractualisation de production ou de d'achat/vente des produits qui constituent des facteurs fondamentaux de développement la filière semence.
- Impliquer davantage les organisations³² qui sont déjà opérationnelles dans la production, distribution de semence et l'encadrement des paysans.

Sur le plan technique

- Etablir des protocoles de production de semence, mettant en exergue les normes de conduite de la production de semence de base, de multiplication, de conditionnement, d'emmagasiner et de transport, correspondant à tous les maillons de la filière ;
- Promouvoir l'agriculture contractuelle, pouvant garantir d'une part le marché pour les producteurs, et, d'autre part, la qualité et la quantité convenue pour les preneurs ;
- Assurer le suivi et l'évaluation régulière de l'utilisation et des demandes en semences améliorées.
- Veiller à l'application effective du programme relatif à la mise en place des zones de filière, OZOP ou ZIA
- Valoriser les résultats des recherches dans la priorisation des spéculations à promouvoir en termes d'AGR tenant compte des potentialités respectives des zones agro-écologiques, pour les défis de production et de compétitivité
- Valoriser les expériences locales pour identifier les spéculations qui adressent mieux l'amélioration de la résilience aux crises alimentaires face aux catastrophes naturelles et aux aléas du changement climatique (dégâts cycloniques et sécheresse)

Sur le plan du financement

- Appuyer la prise en main de la production et la distribution de semence aux entreprises privées opérant dans le domaine de l'agrobusiness ;

³² Organisation du type FITAME pour le cas de Menabet de ASEB pour le cas d'Amoron'i Mania, FIFATA pour le cas de Vakinankaratra. Les fiches techniques et business plan fournis par ces organisations sont présentés en annexe 21.

- Poursuivre les appuis visant à l'implication des FRDA, des IMF et des banques commerciales en vue de faciliter le financement des initiatives privées du sous -secteur semence ;
- Appuyer la mise en place d'une caisse de stabilisation pour les magasins de stockage de semences de pré-base, base et de culture pour éviter toute forme de rupture, et pour prévoir un pré-positionnement de semence par rapport aux besoins d'urgence.
- Valoriser les expériences d'autres pays similaires à Madagascar (ASEAN) en matière d'appui étatique au développement de l'industrie semencière ;
- Appuyer la capacité de coordination de l'Etat en vue de l'homogénéisation des approches de subvention ;
- Apporter un appui financier pour la production d'exemplaires supplémentaires du catalogue variétale à distribuer aux acteurs de la filière semence³³.

Sur le plan culturelle

- Impliquer les paysans producteurs dans l'élaboration du schéma de production de semences ;
- Considérer une approche évolutive ; la progressivité vers l'adoption de semences certifiées (sélectionnée triée puis de qualité et enfin certifiée)
- Définir des mesures d'accompagnement concernant les zones vulnérables où le pillage au champ est vécu au quotidien ;
- Intensifier l'éducation à la collecte et à la consommation de produits agricoles de qualité ;
- Mettre au point de curricula de formation par zone agro écologique, pour les distributeurs et revendeurs de semences, sur les caractéristiques de leurs zones d'actions, sur le catalogues de semences, et sur les traitements et conditionnement des semences, de sortes qu'il arrivent à bien choisir les marchandises qu'il faut vendre et mieux orienter les clients sur les semences appropriées.

➤ **Au niveau institutionnel**

Sur le plan des appuis de l'Etat à court terme

- Une Politique et Implication Forte de l'Etat pour soutenir le développement de l'industrie semencière à Madagascar ;
- Une adoption et mise en vigueur des séries de textes pour l'opérationnalité de la SNS, surtout ce relatif à la protection du droit d'obtention variétale ;
- L'appui financier à la recherche au moins pour assurer la maintenance des collections variétales³⁴ et la multiplication des semences de souches et de pré-base ;
- Le renforcement de capacité des SOC régionaux pour assurer un exercice indépendant de leur fonction.

Sur le plan des appuis à moyen terme de l'Etat

- La mise en place d'un programme semence qui aurait pour mission d'une part, la poursuite et la capitalisation des acquis du PAECAM, pour l'expansion régionale et nationale du système semencier mis en place et d'autre part, assurer la liaison entre les établissements semenciers et la plate forme de promotion des filières agricoles ;
- La mise en place d'une plateforme de promotion des filières et marchés agricoles pour une bonne articulation entre les maillons sur le plan programmatique, organisationnel et gestion de qualité. Il s'agit du CENTRE REGIONAL DE PROMOTION DE FILIERES

³³ Une facture pro forma fournie par FOFIFA est présentée en annexe 22.

³⁴ Les ressources génétiques sont considérées comme des patrimoines nationaux et la fourniture des ressources nécessaires pour leur maintenance revient donc à l'Etat.

CENTRE REGIONAL DE PROMOTION DE FILIERES :

- Plateforme d'orientation et de concertation des acteurs de la filière (Représentants des centres de recherche, des Etablissements semenciers (CR, ES, CMS, OP Faïtières, GPS, COOP, OPA), des collecteurs et exportateurs, des opérateurs de distribution, les transporteurs, des projets d'appuis), les promoteurs de filière au niveau des zones: CAM, les IMF et banques)
- Prospection et partage d'information sur les marchés (opportunités et comportement)
- Organisation de la professionnalisation de la production et gestion collective des qualités et des Prix

- Le renforcement de capacité du SOC central et ceux régionaux pour l'exercice indépendant de leur fonction de contrôle et de certification ;
- Un Etat fort dans la coordination des interventions d'urgence au niveau des zones fréquemment victimes.

Comme la présente étude ne comprend pas la partie commercialisation des produits agricoles en aval, les recommandations supposent que les marchés existent et que les besoins sont évalués. Les efforts seront donc principalement consacrés à l'organisation, et aux appuis au développement du système de production et de distribution des semences. Quatre domaines complémentaires sont proposés à titre de cadre d'orientation stratégique :

1. Développement de systèmes semenciers axés sur le marché

Toutes les activités de production de semences certifiées doivent être menées avec des marchés spécifiques ; deux domaines attirent particulièrement l'attention : (i) amélioration du sens des affaires et du marketing des associations et des coopératives. ; (ii) incitation des détenteurs d'intérêts³⁵ à partager leur expérience et les leçons apprises avec d'autres.

Une proposition de système de gestion des flux d'informations sur les marchés est présentée en Annexe 18

2. Augmentation des investissements en service de vulgarisation et de recherche appliquée

Afin de maximiser les profits des agriculteurs, il est important de concerter les efforts sur la formation, la vulgarisation et la recherche appliquée sur les opportunités de marchés identifiés.

³⁵ Ce sont des acteurs fortement impliqués dans les filières, ayant déjà engagé d'importants investissements. Ils ont un rôle capital à jouer pour le développement et la protection des filières. Ce sont les acteurs clés des chaînes de valeur.

Le secteur privé sera incité à mettre en œuvre, sur une base commerciale, la multiplication et la distribution de nouvelles variétés et des semences certifiées.

3. Instauration d'un environnement plus favorable pour le développement d'une industrie semencière viable et durable

Des documents de politiques et de stratégie³⁶ pour le développement rural en général et ce de la filière semence en particulier existent. Ces options attendent d'avoir les moyens de leur mise en œuvre.

4. Création d'alliances entre les acteurs pour négocier des ressources et des opportunités commerciales nécessaires au développement d'une industrie semencière

Le partenariat prôné actuellement entre les secteurs publics et privés (PPP) peut jouer un rôle important dans le développement d'une filière semence viable.

La création d'alliances permet : (i) de rassembler les différentes parties prenantes afin d'assurer à la fois des bénéfices pour en faire profiter le maximum de personnes(ii) de mobiliser les capacités et les intérêts des différents intéressés, de façon à rechercher et profiter ensemble des opportunités du marché et d'une production axée sur la demande (iii) de renforcer les investissements destinés à développer les aptitudes et faciliter également les rapprochements entre marketing et investissements (iv) de renforcer la performance des filières, autrement dit de leur compétitivité³⁷

III. Proposition de modèles de système semencier

Pour le développement de système semencier à Madagascar, les hypothèses de départ suivantes ont été établies :

Il existe une politique de crédit viable et une politique d'intégration économique régionale active favorable à la saisie des opportunités de marchés sur lesquels Madagascar a des avantages comparatifs ;

- L'Etat accepte dans un premier temps prendre en charge la partie amont : recherche variétale et la production suffisante de semences de souche, de pré-base et de base ;
- L'Etat laisse aux privés de s'occuper des distributions de semences.

L'élaboration des modèles doit considérer l'évidence des structures s'occupant des éléments d'organisation d'une industrie semencière, suivants :

- ✓ Développement des marchés des produits en aval destinés à la consommation et la transformation par le biais de la mise en place d'une « Plateforme de promotion des filières agrobusiness prioritaires par Région » ;
- ✓ Recherche et développement des technologies : FOFIFA, FIFAMANOR, ESSAGRO ... (recherche variétale, catalogue des variétés importation de semence) ;
- ✓ Service de contrôle du respect des normes de production de semences, et de certification ;
- ✓ Production et système d'encadrement : ONG agréées par le SOC et le CTHA
- ✓ Distribution et contrôle de qualité des semences marchandes : les MER, les coopératives multiplicatrices de semences sous le contrôle du SOC ;

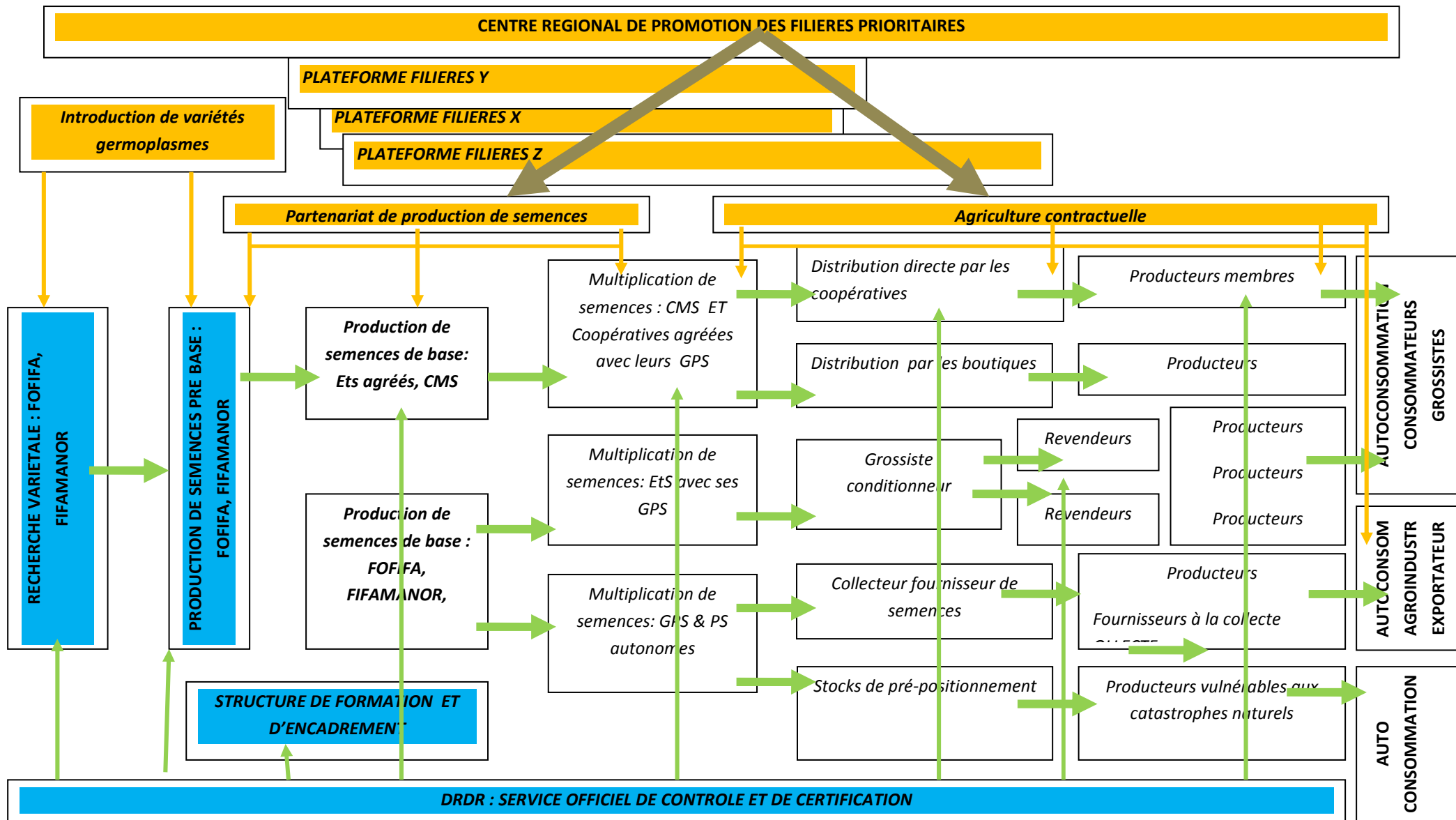
³⁶ Documents déjà mentionnés dans la partie état des lieux







³⁷ Voir en Annexe19 Proposition d'amélioration de la compétitivité

- ✓ Education et suivi de l'utilisation des semences: PLATEFORME PAR FILIERE (i.e. spéculation 'Haricot') et les coopératives au niveau de leurs zones respective
- ✓ Les structures d'appui techniques, financiers, socio-organisationnels et surtout en marketing.

Le modèle établi présenté par la figure ci-après est conçu pour être adaptable à toutes les situations, et tient compte des différentes recommandations avancées dans cette étude. Quant à l'utilisation de ce modèle, le projet aura à enlever les parties qui ne sont pas nécessaires au niveau de chaque maillon, et suivant l'existant au niveau de chaque zone.

Figure 10 : Un Modèle de système semencier viable et durable



LEGENDE	
	<i>Formation, encadrement et contrôle</i>
	<i>Possibilité de promotion de partenariat de production</i>
	<i>Flux de production</i>
	<i>Coordination</i>
	<i>Recommandation</i>
	<i>Position statutaire légale</i>

Exemples d'utilisation du modèle :

- **Cas du maïs pour la zone de PPRR**
- **Cas du haricot pour la zone de PROSPERER**
- **Cas du riz pour la zone d'AD2M**
- **Cas du riz pour la zone AROPA à Ambositra**

Il faut mentionner que les scénarii tiennent compte (i) des systèmes déjà initiés par le projet, (ii) des prescriptions des textes relatifs à la SNS, et (iii) des recommandations des experts chargés de la présente étude.

Figure 11 : Application du modèle de système semencier, cas du maïs pour la zone de PPRR

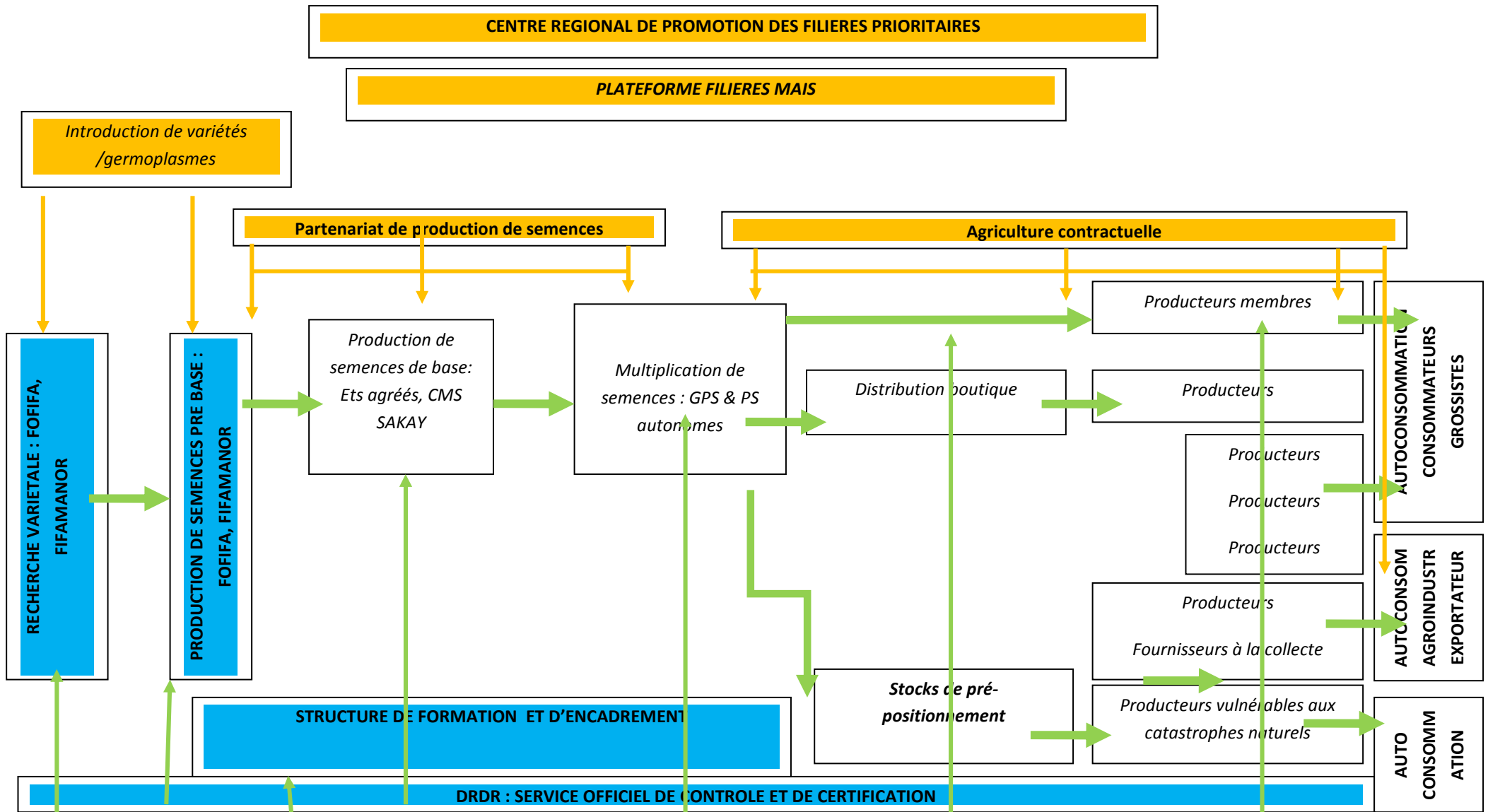


Figure 12 : Application du modèle de système semencier, cas du haricot pour la zone de PROSPERER :

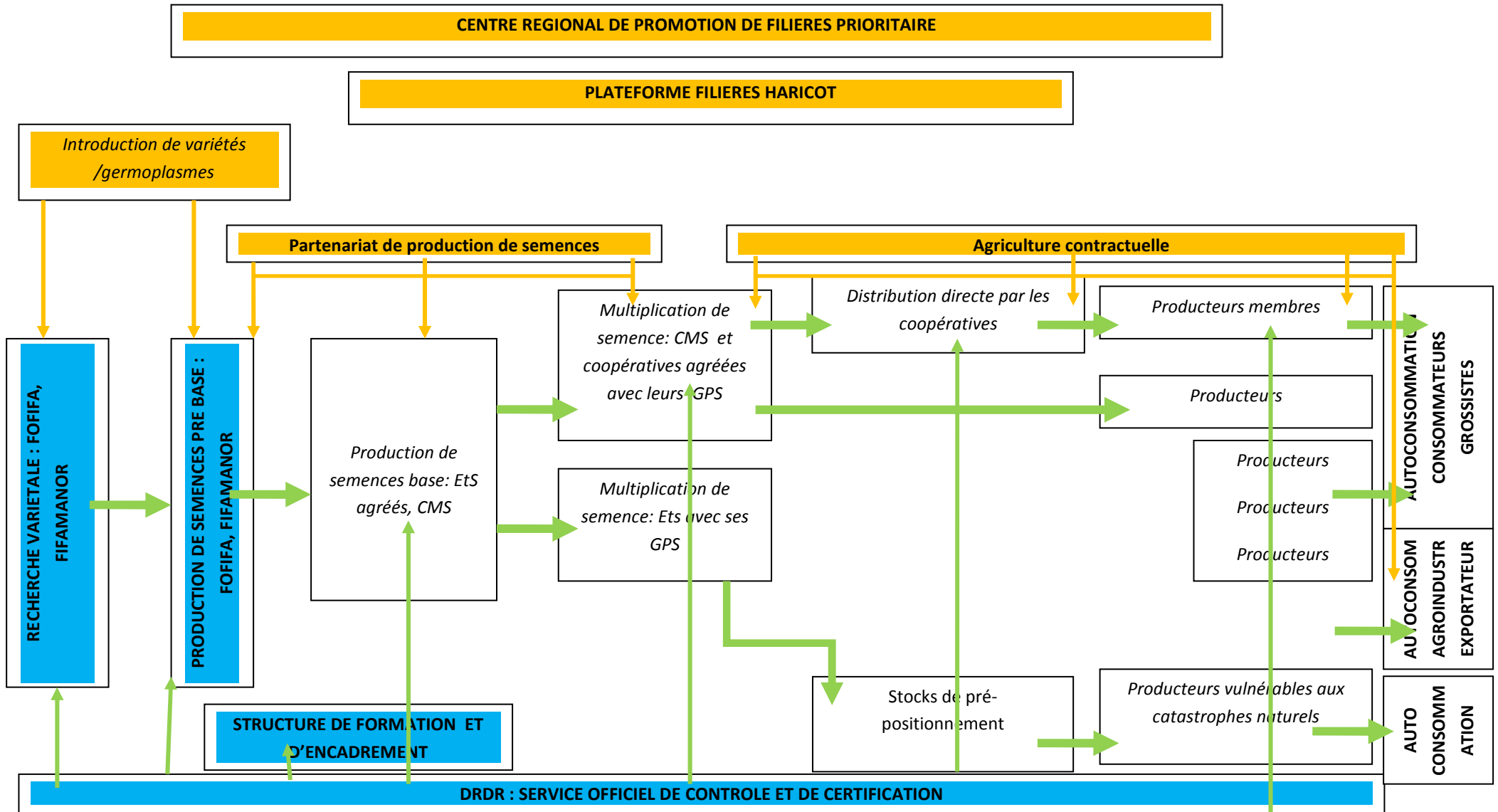


Figure 13 : Application du modèle de système semencier, cas du riz pour la zone d'AD2M

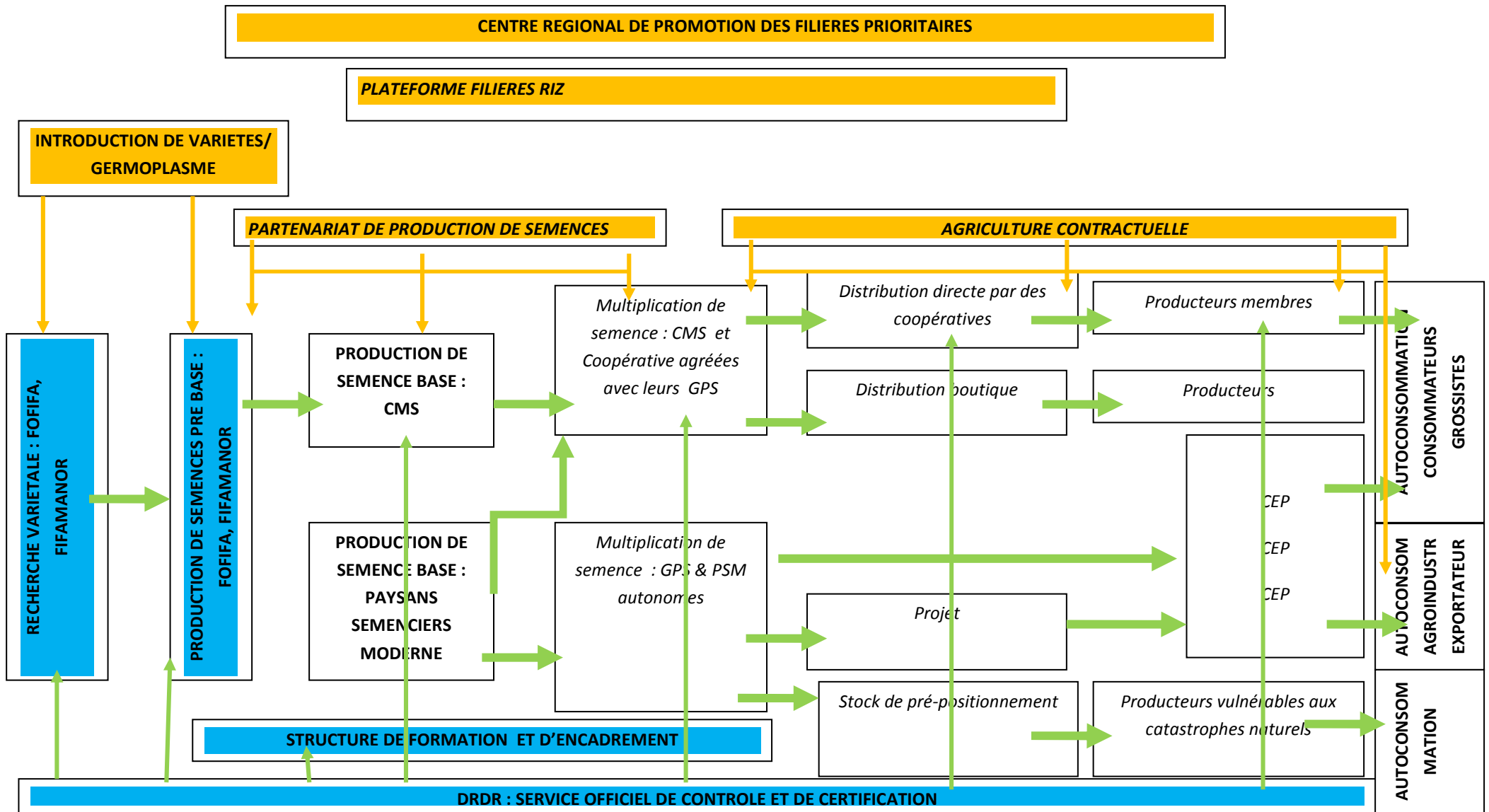
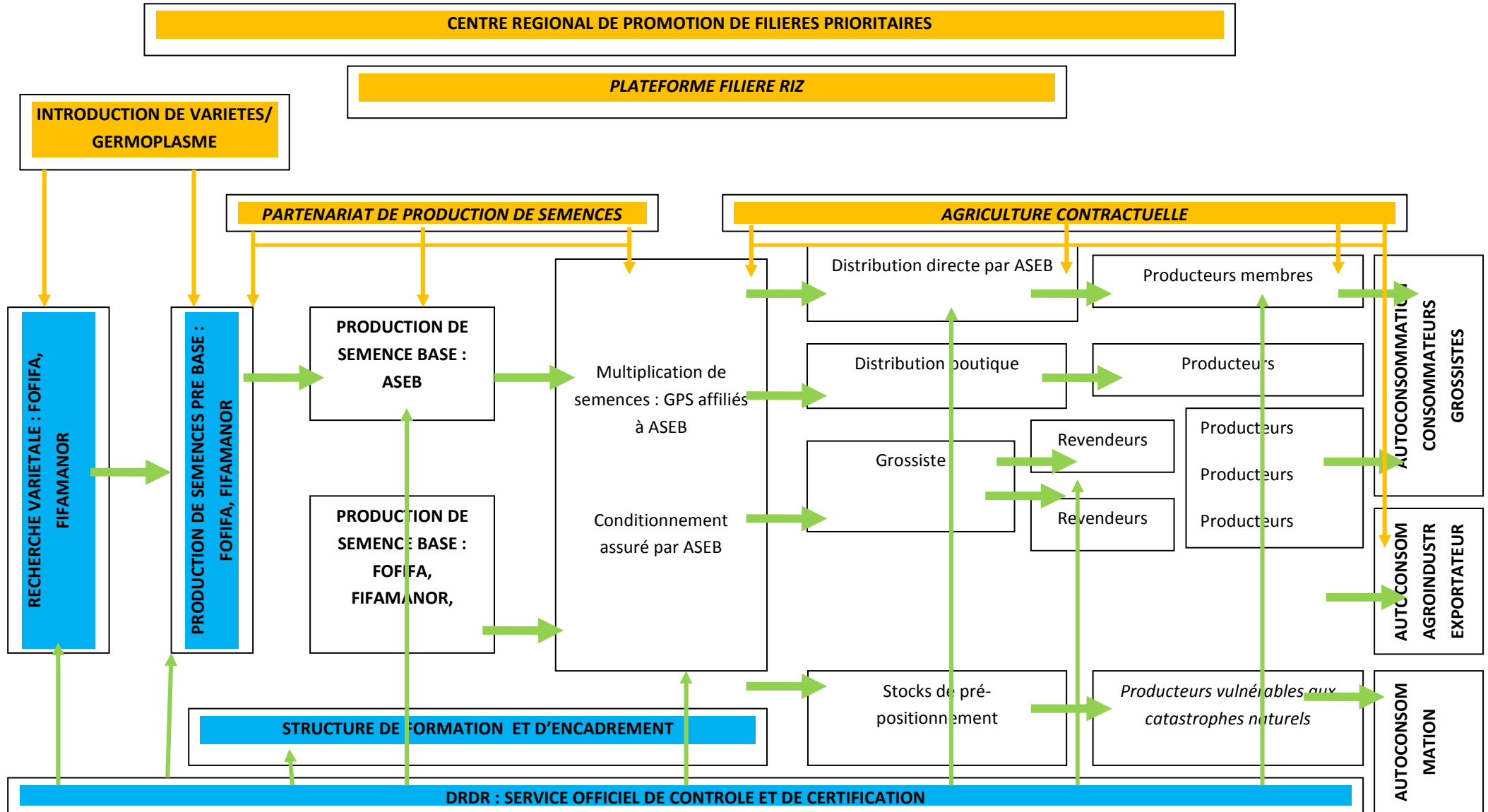
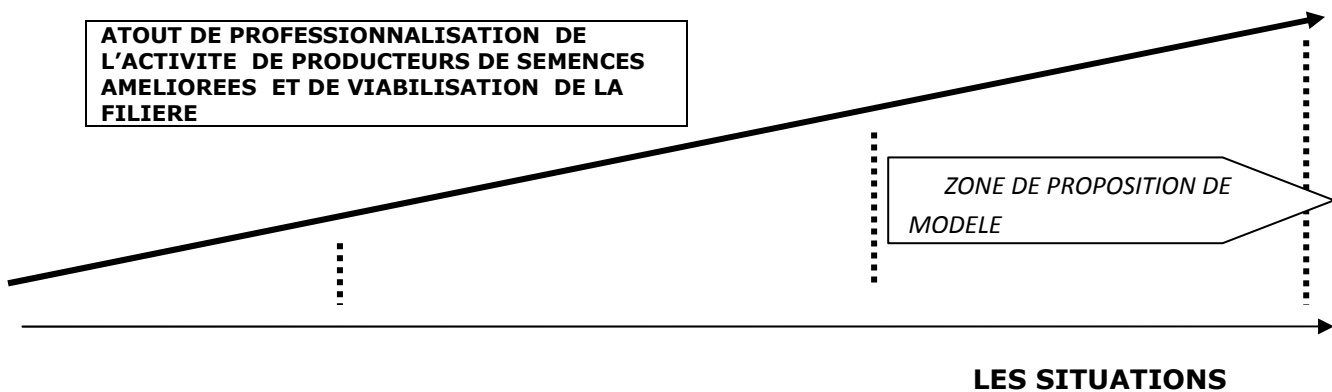
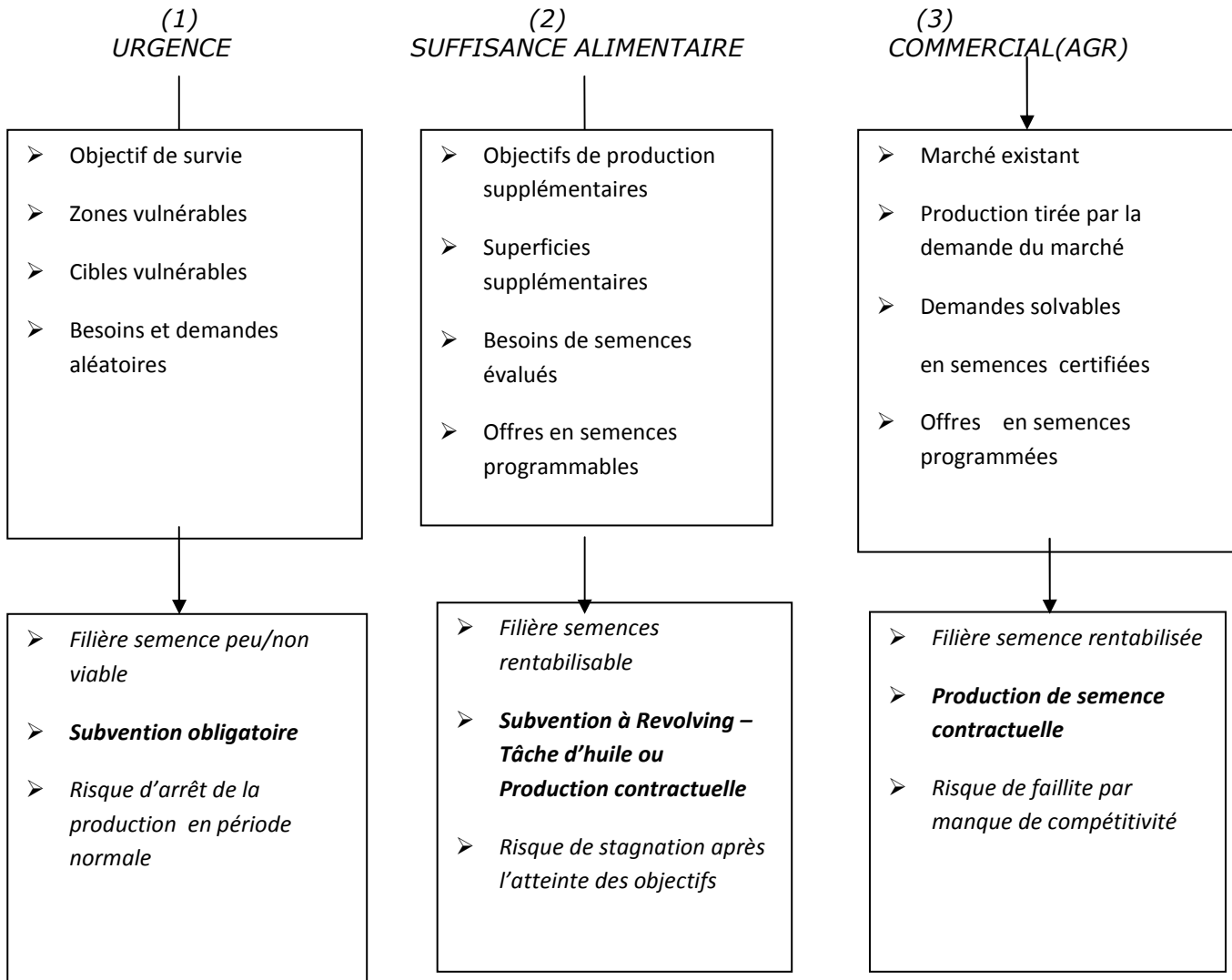


Figure 14 : Application du modèle de système semencier, cas du riz pour la zone AROPA à Ambositra



IV. Approche de mise à l'échelle

Pour la stratégie de mise à l'échelle, le schéma suivant se propose d'orienter le projet dans le choix d'approche de développement du système suivant la situation spécifique de la zone :



Le schéma montre que, suivant les situations et les bénéficiaires cibles, le projet choisira entre la **subvention**, le **système-revolving-tâche d'huile**, et la promotion de **l'agriculture contractuelle**, pour son approche de mise à l'échelle.

Tenant compte des expériences des zones d'intervention de PARECAM trois facteurs clés ont été identifiés pour activer la mise à l'échelle des systèmes initiés:

- La mise en place des CENTRES REGIONAUX DE PROMOTION DE FILIERES,
- La mise à disposition d'un financement gouvernemental des recherches variétales et de la production des semences de pré-base, et enfin
- La mise en réseau interrégional et contractuel des coopératives/groupements de producteurs de semences déjà existant pour améliorer la capacité de couverture et de réponse, surtout pour les projets d'appui et pour les programme d'urgence.

V. Cadre logique

Objectif global

Système semencier en place capable de mettre à disposition des producteurs les semences de qualité des spéculations prioritaires, en quantité suffisante et en temps opportun, au niveau des 13 Régions d'intervention du PARECAM : Menabe, Melaky, Atsinanana, Analanjirofo, Alaotra Mangoro, Analamanga, Itasy, Haute Matsiatra, Amoron'i Mania, SOFIA, Atsimo-Atsinanana, Vatovavy Fitovinany et Anosy.

Stratégies

Renforcement des systèmes déjà initiés par les projets, dans le cadre du PARECAM tout en tenant compte des existants dans chaque zone et du besoin de renforcement des centres de recherche et du SOC.

Objectifs spécifiques

1. Schéma régional de production de semence élaboré pour chaque zone d'intervention.
2. Système semencier mis en place pour chacune des trois spéculations prioritaires de chaque zone d'intervention.
3. Plateforme de promotion de filière opérationnelle.
4. Approche marketing acquise.
5. Système semencier soutenu.

Activités

1. Schéma de production de semence élaboré pour chaque Région d'intervention

Pour l'élaboration des schémas de production, chaque région sera divisée en deux zones suivant des critères agro écologiques pour faciliter la conduite du processus d'élaboration du schéma régional de production de semence. Pour chaque zone agro écologique, trois spéculations seront priorisées avec les populations vulnérables et les choix variétaux seront effectués en confrontant les performances des variétés suggérées par FOFIFA avec celles proposées par les communautés locales.

- a. Identification concertée des spéculations prioritaires au niveau des zones
- b. Etablissement des objectifs de production par zone à partir des recensements des offres et des demandes (besoins des familles vulnérables)
- c. Elaboration du schéma régional de production : de la production de semence de pré-base à la distribution de semence de culture sur la base d'un concept de période de transition de perfectionnement
 - i. de qualité pour les 2 premières années
 - ii. certifiées à partir de la 3^{ème} année

2. Système semencier mis en place pour chacune des trois spéculations prioritaires de chaque zone des Région d'intervention

Pour la fonctionnalité du système, des plans opérationnels **par Zone** seront établis de façon concertée entre les acteurs des maillons des chaînes de productions de semence. Seulement, toutes les initiatives seront cadrées par le schéma régional de production de semence.

- a. Planification opérationnelle participative des productions entre les acteurs des maillons de la chaîne, pour chacune des trois spéculations prioritaires
 - i. Mise en place d'une organisation des maillons pour chaque type de spéculation (il s'agit d'une organisation des relations horizontale) entre les acteurs de chaque maillon)
 - ii. Définition des Stratégies d'instauration du mécanisme de fonctionnement pour chaque système
 - iii. Identification des besoins et planification des réalisations des besoins : formation, encadrement technique et équipement
 - iv. Planification des productions des semences et recherche de financement d'appui
 - v. Elaboration du système de suivi et d'évaluation
- b. Renforcement de capacité du Service officiel de Contrôle
 - i. Vulgarisation des textes d'application
 - ii. Mise en place d'une organisation de formation, d'encadrement et de contrôle entre SOC et Centres de Recherche
 - iii. Sélection et formation des ONG d'encadrement technique et socio organisationnel des GPS/PMS
 - iv. Développement de mécanismes de financement du fonctionnement et des missions de l'équipe du SOC, qui veillent à leur indépendance dans l'exécution de leur fonction de certificateur

3. Plateforme Régional de promotion de filière opérationnelle

Les acteurs des systèmes semenciers mis en place au niveau des Région se rassembleront pour mettre en place une plateforme d'orientation et de promotion des filières prioritaires. Seulement, cette fois-ci, les EAF et les opérateurs en aval du système semenciers y seront invités car c'est la filière dans son intégralité qui est considérée.

- a. Concertation sur la création de la plateforme : raison sociale, forme juridique, statut, mécanisme de financement
- b. Elaboration des manuels d'organisation et d'opération
- c. Mise en place opérationnelle des plateformes
 - i. Mise en place des organes
 - ii. Elaboration du plan d'action
 - iii. Renforcement de capacité des organes
 - iv. Appui au lancement des actions
 - v. Mise en place du système d'information

4. Approche marketing acquise

Puisque le « marché de semence » constitue le principal problème quant à la viabilité d'un système semencier, des efforts cohérents de vulgarisation de

semences et d'éducation à la consommation devraient être déployés en partenariat avec les agroindustriels.

- a. Appui à la vulgarisation des semences de qualité des spéculations prioritaires
- b. Conduite d'études thématiques prioritaires pour le développement des filières prioritaires (mécanismes de financement des plateformes)
- c. Elaboration de Plan IEC
- d. Conduite des campagnes IEC
- e. Développement de partenariat
 - i. avec les Etablissements semenciers internationaux
 - ii. entre les Plateformes de promotion de filières et les chambres de commerce et d'agriculture au niveau national et au niveau international
 - iii. entre FOFIFA/FIFAMANOR et les centres de recherche internationaux

5. Systèmes semenciers soutenus

Pour assurer la pérennité des résultats des efforts de mise en place de systèmes semenciers, des stratégies de relais devront être opérationnelles pour relayer le programme, après son départ, en matière d'appui organisationnel, de recherche de mécanisme durable de financement et de d'appui au développement du système.

- a. Développement des stratégies de relais :
 - i. institutionnelles (juridique et articulation avec les Institutions Etatiques),
 - ii. organisationnelles (articulation avec CONASEM et CORESEM),
 - iii. technique (Renforcement des Centres de Recherche) et
 - iv. financières (mécanisme permettant l'autonomie financière des plateformes, subvention et type de crédit approprié à chaque maillon)
- b. Planification opérationnelle des actions à entreprendre
- c. Mise en place de mécanisme de financement pour le développement des systèmes promus par PARECAM
- d. Opérationnalisation des articulations avec les Institutions Etatiques et les Collectivités Décentralisées

Tableau 22: Cadre logique d'intervention pour la mise en place d'un système semencier viable et durable

OBJECTIF GLOBAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES	Résultats attendus	IOV		PRINCIPALES HYPOTHESES
			UNITES	Q	
Système semencier en place capable de mettre à disposition des producteurs les semences de qualité des spéculations prioritaires, en quantité suffisante au niveau des zones d'intervention du PARECAM	Schéma de production de semence élaborée pour chaque zone d'intervention	Spéculations prioritaires définies au niveau des zones d'intervention (2 zones par Région :une zone pluviale et une zone de contre saison)	Zones	26	<p>L'existence d'un schéma de production de semence concerté par les acteurs de la filière semence garantit l'opérationnalité d'un système semencier.</p> <p>Suppositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'adoption et application effective de l'arsenal de textes d'application de la SNS ✓ Existence d'une coordination interministérielle forte ✓ La mise en place des systèmes semenciers est une priorité régionale ✓ La disponibilité de financement
		Objectifs de production établis pour chaque zone d'intervention (2 zones par Région)	Zones	26	
		Schéma régional de production de semences pour les spéculations prioritaires: de la production de semence de pré base à la distribution de semence de culture	Régions	13	
	Système semencier mis en place pour chacune des trois spéculations³⁸ prioritaires de chaque zone d'intervention	?	Zone	26	
		Service officiel de Contrôle recyclé	Région	13	
	Plateforme de promotion de filière opérationnelle	Plateforme de promotion de filière en place et opérationnelle au niveau de chaque Région d'intervention	Région	13	

³⁸ Selon les termes de référence de l'étude.

	Performance marketing	Semences de qualité des spéculations prioritaires vulgarisées (3/zone)	Semences de qualité	78	<p>de l'arsenal de textes d'application de la SNS (Protection des droits d'obtention)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Effectivité des codes des investissements favorable à la sécurisation des IDE ✓ Professionnalisme et agressivité des opérateurs économiques en aval du système (Prise en charge des campagnes de vulgarisation auprès des paysans et d'IEC des consommateurs) ✓ Professionnalisme et agressivité des centres de recherche ✓ La disponibilité de financement pour les services d'appui
		Résultats des études thématiques prioritaires pour le développement des filières prioritaires disponibles (2/Région)	Rapports d'études	26	
		Campagnes IEC réalisées pour chaque Région	Campagnes réalisées	13	
		Partenariats développés : <ul style="list-style-type: none"> ✓ avec les Etablissements semenciers internationaux ✓ entre les Plateformes de promotion de filières et les chambres régionale de commerce et d'agriculture au niveau national et au niveau international ✓ entre FOFIFA/FIFAMANOR et les centres de recherche internationaux 	Nb de partenariat	A déterminer	
Systèmes semenciers soutenus	Stratégies régional de relais développées	S Région	13	<p>La mise en application des stratégies de relais amène au développement autonome et pérenne des systèmes semenciers mis en place.</p> <p>Suppositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'adoption et application effective de l'arsenal de textes d'application de la SNS (CONASEM, CORESEM, APROSEM) ✓ Systèmes semenciers opérationnels ✓ Plateformes de promotion des filières fonctionnelles 	
	Lancement du plan de mise en œuvre	Plan régional mis en œuvre	13		

BIBLIOGRAPHIE

1. Acte de la journée « SEMENCES » du 07 octobre 2008.CNEAGR Nanisana. Antananarivo
2. Compte rendu des Ateliers sur les semences .DRDR /PARECAM/PROSPERER. Région Analamanga.
3. Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar. FAO TCP/MAG/8821.2000
4. Etude de la viabilité de la filiale semences de FIFAMANOR dans le cadre du désengagement de l'Etat. Henri FEYT, Patricio MENDEZ, Pascal Clet RAVOHITRARIVO, Eliezer RABENJANAHARY.CIRAD 1999.
5. Evaluation de l'opération crédit intrant 2004-2005 ; Rapport d'enquête (phase ex-ante) Rapport d'enquête (phase ex-post). Rapport analytique.
6. Evaluation d'institutions de Microfinance à Madagascar. Alain RIES, division de l'Evaluation, AFD.Grégoire CHAUVIERE LE DRIAN, Secteur financier et appui au secteur privé, AFD.2008.
7. Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar. Premier rapport narratif à l'UE.mai 2010.
8. La Stratégie Nationale de la Microfinance 2008-2012.République de Madagascar.MEFB/MAEP.2008
9. Statistiques nationales consolidées du secteur de la microfinance. Site web www.madamicrofinance.mg.2010
10. Stratégie de vulgarisation agricole.AD2M.JCH
11. Situation des réalisations au 31/12/2010.AROPA-PARECAM
12. Stratégie pôle de production. Projet d'appui au développement du Menabe (version provisoire).
13. Protocole de partenariat AD2M /Société Coopérative Union des caisses d'épargne et de crédit agricoles mutuels.
14. Protocole de partenariat pour la mise en place et l'opérationnalisation de points de vente d'intrants et de matériels agricoles dans la zone d'intervention du projet AD2M.
15. Propositions de recommandations pour l'amélioration du Pronostic Provisoire du SAP « Groupe Sectoriel Agriculture » 2010
16. Programme Sectoriel Agricole .Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche. 2008
17. Projet de mise en place de Vétiver pour la protection des réseaux dans les périmètres irrigués de la Vallée Marianina – PC 15.RAPPORT D'ACTIVITES n°5
18. Protocole de collaboration PARECAM /PROSPERER-FOFIFA DRA « Appui à la multiplication de semences certifiées en haricot ».
19. Projet de Convention de production de semences commerciales de haricot Coopérative/PARECAM/PROSPERER.
20. Rapports de la mission de supervision de PARECAM. Décembre 2010
21. Stratégie de vulgarisation agricole. JHC. AD2M

22. Rapport sur l'étude de création, la mise en place d'un mécanisme de fonds de relance pour la relance de production agricole. Cabinet ELIOTT & CIE
23. Rapport chiffré OTIV Littoral sur les crédits intrants 2009.
24. Description de l'action. Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires à Madagascar.
25. Description de l'action programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar PARECAM Annexe I.
26. Rapports d'activités trimestriels. 6-7-8. AD2M /ONGT CODE Menabe.
27. Rapport d'évaluation externe du programme BAMEX .2008
28. Rapport de synthèse mai 2009-2010. PARECAM /PPRR. Toamasina.
29. Rapport final de la phase I et Document de travail pour la phase II. RAKOTOVAO Andriankova Solohery.2010
30. Document de stratégie de réduction de la pauvreté et pour la croissance (DSRP).
31. Lettre de politique de développement rural.
32. Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR).
33. Lettre de politique de développement rizicole, version actualisée d'Août 2004.
34. Stratégie Nationale de Développement Rizicole, Décembre 2009
35. Stratégie nationale semencière.
36. Programme Sectoriel Agricole. Mars 2008
37. Codes des investissements.
38. Stratégie Nationale de la microfinance.
39. Support de présentation sur "Expérience de la Malaisie sur la conduite du post récolte et l'approche filière Paddy », par Ibni Hajar Rukunudin PhD, Malaysian Agricultural Research and Development Institute (MARDI), lors de l'atelier sur l'échange de bonne pratique sur l'agriculture durable ANTSIRABE, MADAGASCAR, 25 - 26th OCTOBER 2010
40. Rapport Annuel 2000-2001 du Centre For Research on Sustainable Agricultural and Rural Development MSSRF.Chennai INDE.

Liste des Annexes

- Annexe 1. Schéma réglementaire de multiplication de semences
- Annexe 2. Questionnaire pour les distributeurs de semences
- Annexe 3. Réseaux de centres et des stations
- Annexe 4. Carte variétale Riz
- Annexe 5. Carte variétale légumineuse et maïs
- Annexe 6. Carte variétale manioc
- Annexe 7. Les offres de crédit de campagne par les IMF des zones visitées
- Annexe 8 . Organisation et schéma de fonctionnement de ASEB
- Annexe 9. Situation des offres et besoins en semences. Octobre 2008
- Annexe 10. Quantités de semences produites (en Kg)
- Annexe 11. Semences produites par ASEB durant les trois dernières années.
- Annexe 12. Analyse FFOM du système semencier à Madagascar
- Annexe 13. Carte agro-écologique
- Annexe 14. Accroissement des rendements
- Annexe 15. Note conceptuelle
- Annexe 16; Approche de la FOFIFA
- Annexe 17. Cycle de programmation de la FOFIFA
- Annexe 18. Proposition de gestion de système de flux d'information
- Annexe 19. Proposition d'amélioration de la compétitivité
- Annexe 20. Fiche technique du FITAME
- Annexe 21. Business plan de ASEB
- Annexe 22. Facture pro forma pour une nouvelle édition du catalogue variétal
- Annexe 23. Liste des personnes rencontrées par l'équipe de consultants